

***LE SEMEUR DU KASAÏ***

Revue pluridisciplinaire

Numéro 2, premier semestre 2019

Le Semeur du Kasai (LSK) est une revue scientifique pluridisciplinaire. C'est un des résultats durables du projet « Leadership en développement coopératif ». Ce dernier a été financé, de 2003 à 2008, par l'Agence canadienne de développement international, dans le cadre du programme de partenariat des Collèges canadiens (PPCC). Le Collège Boréal en était le maître d'oeuvre.

Les textes publiés dans cette revue expriment librement les opinions de leurs auteurs. Ils n'engagent pas la responsabilité des éditeurs institutionnels que sont l'Institut supérieur de développement rural (ISDR-Tshibashi) et l'Institut supérieur de développement intégral (ISDI). Un comité d'appui scientifique constitué de Kasaiens de la Diaspora collabore à la réalisation de la revue.

Pour toute correspondance concernant les droits d'auteur et le contenu de la revue (articles, comptes rendus, notes et remarques) et toute demande concernant la rédaction, prière de s'adresser à : Le Semeur du Kasai, ISDR-TSHIBASHI, B. P. 70 Kananga, Kasai Central, République démocratique du Congo. isdr\_tshibashi@yahoo.ca ou Comité scientifique appui akbululu@hotmail.com.

© 2019 Le Semeur du Kasai et les auteurs  
Dépôt légal – Deuxième semestre 2019  
Bibliothèque nationale de la RD Congo  
KK 3.0704 – 57 057 ISSN 1913-9608 (en ligne : [www.kuetu.com](http://www.kuetu.com))  
ISSN 1913-9594 (imprimé)

Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur au Canada. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

#### **Rédacteur en chef**

Jean Pierre Kapongo, Professeur à l'ISDR-Tshibashi

#### **Comité de rédaction**

Pour l'ISDR : Professeur Kabasele Munyoka, Secrétaire général académique

Pour l'ISSR : Jacques Kanku, Secrétaire académique

#### **Comité scientifique de sélection**

Tshilumbaye Musau, Modeste Bukasa Tubadikukub, Gustave Tshilumba Washala, Nyoka Mupangila, Bien-Aimé Kabemba, Gegoire Ngalamulume, Philippe Kanku Tubenzele, Lambert Museka, Beya Ngindu, Antoine Bushabu, Joseph Kabamba, Paul Mukenge Bantu, André Kabasele, François Kabasele, Joseph Mulumba Musumbu, Etienne Mutshipayi, Pierre Mvita, Albert Ndomba, Alphonse Ngindu Mushete, Ntumba Mwena Mwanza, Lushiku Nkombua, Paulin Ntumba Ngandu, René Okitundu, Albertine Tshibiondi, Jean-Pierre Tshikuna Matamba, Pierre Tshimbombo, Sylvain Kalamba.

#### **Comité scientifique de la diaspora**

Bululu Kabatakaka, André Kazadi, Martin Kalulambi, Stéphane Tubene, Thomas Bakajika Banjikila.

## Études et essais

Laurent Kadiebwe Tshidika. *Quel leadership pour le développement communautaire national de la République démocratique du Congo ? Essai de sociologie pyramidale*. P. 5-13

Eddie Kabasele Munyoka, Jean-Pierre N. Kanku, Jean Paul K. Kangandu, Premier T. Musangilayi, César M. Kalamba, Patrick M. Nsabwa et Joëlle M. Mulala. *La prévalence et les facteurs de la malnutrition infantile à la Nganza*. P. 12-32

Alphonse Tshikunga Tshibawu. *La promotion de l'aviculture familiale des poules de races locales, l'une des solutions aux problèmes socio-économiques dans les ménages de la ville de Kananga*. P. 33-53

Donald Tshibamba Kankolongo et Valérien Mingashanga. *La praxis professionnelle, une nécessité pour un technicien de développement rural*. P. 55-65

Gisèle Ntumba Muanza. *La cure africaine des maladies et son apport sur la santé de la communauté locale. Une étude sociothérapeutique*. P. 67-76

Donald Tshibamba Kankolongo. *Membership communautaire et les défis pour le développement socio-économique de Lukonga*. P. 77-89

Theodore Tshiamumanya Luwanda. *La rationalisation des dépenses publiques comme mode de bonne gouvernance financière et gage du développement de la RD. CONGO*. P. 91-109



**Quel leadership pour le développement communautaire national de la  
République démocratique du Congo ?  
Essai de sociologie pyramidale**

Laurent Kadiebwe Tshidika  
Professeur/ISDR-Tshibashi

---

**INTRODUCTION**

Notre mère-patrie, la RD Congo, est malade de son leadership. Ses dirigeants, depuis les échelons les plus bas et les plus nombreux des villages, jusqu'au sommet restreint de l'Etat, dans les villes minoritaires, ont du mal à procurer le bien-être à toute la population nationale et aux communautés qui la composent. Le secteur public est mal à point. Les routes sont détériorées. La plupart des écoles sont délabrées. Les hôpitaux, dans leur majorité, puent. Les salaires sont dérisoires. La faim remplit les ventres. Alors qu'une minorité se prélassse dans un luxe insolent. Les immeubles privés poussent comme des champignons. Les limousines se font concurrence au sommet de l'Etat. La suralimentation engraisse les chefs. Ce contraste interpelle toute pensée lumineuse et soucieuse de l'intérêt commun. Je pense que le mal-être des Congolais est lié à la manière dont le pays est dirigé par des leaders individualistes.

À contrario, je cogite qu'un autre type de leadership, inspiré des traditions bantu et collectif, féconderait le progrès global de tous.

Ce problème du sous-développement contrasté, je l'approcherai selon un schéma intellectuel original que je nomme la sociologie pyramidale. Elle consiste à expliquer la réalité sociopolitique sous la forme d'une pyramide. En effet, tout dans la société se présente sous la configuration pyramidale. La nature avec les végétations, les termitières, les collines et les montagnes, etc., sont comme des pyramides. Les sociétés avec leurs larges bases populaires, leurs classes moyennes et leurs minorités dirigeantes, ressemblent aux pyramides. Les esprits sont même hiérarchisés en multitude des anges, en quelques archanges et un seul Dieu. Pareille à la pyramide aux quatre côtés, la réalité sociale se structure en quatre dimensions principales : politique, économique, socioculturelle et scientifique.

Cette approche appréhende aussi les problèmes dans le temps long qui unit l'ancien, le nouveau et le devenir, comme les pyramides qui ont bravé le temps. Enfin, cette méthode en pointillé réunit l'espace nord-sud, est-ouest dans l'explication des réalités humaines.

De la sorte, le leadership, telle une pyramide qui a quatre côtés, comprend quatre dimensions politique, économique socioculturelle et scientifique. Ainsi qu'une pyramide qui se fonde sur

une large base et se hisse en une cime restreinte, le leadership est constitué par un sommet minoritaire qui domine sur une grande base populaire, à travers une classe moyenne.

Mon exposé s'organise autour de deux points. Le premier sera consacré à l'élargissement des vues sur le leadership, le développement communautaire et national dans le contexte négro-africain. Le second reliera les types des leaderships au développement des communautés et de la nation congolaise.

## **1. ÉLARGISSEMENT DES SENS DES CONCEPTS PRINCIPAUX**

Dans le but de mieux me faire comprendre et d'user du même langage scientifique que mes lecteurs, je prends les précautions de donner les sens précis des concepts dont je ferai usage. Il s'agit du leadership, du développement des communautés et de la nation.

### ***Le leadership, qu'est-ce ?***

Le terme leadership est constitué de deux mots anglais, *leader* et *ship*. *Leader* signifie conducteur, chef, porte-parole. Alors que *ship* exprime la fonction, la position, le commandement, l'hégémonie, exercés par le *leader*<sup>1</sup>. Sa polysémie, poursuit Tshiyembe Mwayila, étend le champ des significations à l'idée d'un objectif partagé, d'une relation de confiance, d'une capacité à définir, à fédérer, à mobiliser autour d'une action ou d'une légitimité, dans le but de décider, de diriger par un management créatif, charismatique, voire messianique. De la sorte, le leadership peut être individuel ou collectif, public ou privé.

### ***Le développement communautaire et national, qu'en est-il ?***

L'unanimité des chercheurs se fait autour de l'idée que le développement est un processus de transformation globale des conditions d'existence, par les acteurs sociopolitiques, en vue de l'amélioration de la qualité et du niveau de vie des communautés et des individus dans le cadre d'une nation<sup>2</sup>. Les acteurs sociopolitiques du développement ce sont les dirigeants politiques, économiques, scientifiques et culturels, internationaux et nationaux, ainsi que les communautés rurales et urbaines.

Le cadre idéal de réalisation du développement, n'est rien d'autre que l'Etat-nation étant donné qu'il constitue la mesure universelle en la matière. Et Celui-ci est constitué par l'unité dialectique des communautés locales, provinciales, tribales et ethniques, qui partagent une histoire, une culture, une ou plusieurs langues communes, etc.

---

<sup>1</sup> Tshiyembe, M., *Quel est le meilleur système politique pour la République Démocratique du Congo : fédéralisme, régionalisme, décentralisation ?*, éd. L'Harmattan, Paris, 2012, p. 54-55.

<sup>2</sup> Kadiebwé, T., *Les acteurs sociopolitiques et la crise rurale en Territoire de Demba*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lubumbashi, 2018, p.67.

Dès lors, ce développement devient communautaire, lorsqu'il est réalisé avec la participation et éventuellement sur l'initiative des communautés constitutives d'une nation<sup>3</sup>. De la sorte, Communautés et nation, fusionnent dans l'action.

## **2. QUEL LEADERSHIP ? POUR QUEL DEVELOPPEMENT ?**

Je réponds à cette double question en trois instants. Au quotidien, nous vivons combien le leadership individuel et individualiste conduit au sous-développement national. Je pense que le leadership collectif mènerait au développement des communautés et de la nation. J'innove en cogitant que le fondement du leadership collectif est à rechercher dans le leadership négro-africain ancien.

### **2.1. Le leadership individuel et individualiste conduit au sous-développement national en RD Congo**

Si en Occident le leadership individuel a historiquement facilité le développement des pays, au Sud, il a dévié vers le leadership individualiste qui a mené nos pays vers le développement du sous-développement.

Suivant Rudolf Rezsahazy, le leader social est un symbole qui incarne les valeurs fondamentales de la communauté. Il est le meilleur. Il est aussi « l'homme-synthèse » qui anime la participation, consulte, prépare et fait mûrir les décisions. En cela, c'est un « accoucheur ». Il est également l'homme créateur du climat de confiance, car il favorise le développement des talents personnels de ses collaborateurs. Enfin, ce genre de leader est un manager pragmatique qui préside l'exécution des décisions et qui vise les meilleurs résultats avec les moyens les plus simples<sup>4</sup>. Il est clair qu'il s'agit ici d'un homme-orchestre sur qui repose la vie de la communauté.

Quant à Guy Bajoit, dans sa vision du leadership sociopolitique individuel, il explique qui devient leader, ce qu'il fait et comment. Les leaders des révolutions politiques et sociales sont presque tous des hommes âgés entre 30 et 40 ans, originaires de la classe moyenne urbaine et d'un niveau d'instruction élevé. Un mélange d'altruisme, d'appétit de pouvoir et de prestige constitue les motivations qui les incitent à lutter pour la justice sociale. En définitive, ce genre de leader agit sur base de ce qu'il appelle l'individualisme différé. Ainsi, il fait passer le groupe de la soumission à la frustration, de celle-ci à la protestation, de cette dernière à l'organisation<sup>5</sup>.

Ce leadership ainsi décrit par nos deux sociologues belges de l'école de développement de Louvain-la-Neuve, se révèle individuel étant donné qu'il est centré sur des personnes aux qualités exceptionnelles et s'applique mieux en Occident.

---

<sup>3</sup> Rezsahazy, R., *Le développement des communautés*, éd. CIACO, Louvain-la-Neuve, 1985, p. 39 ; Mead, M., Brown, M., *La société engagée*, éd. Nouveaux Horizons, Paris, 1968, p. 11.

<sup>4</sup> Rezsahazy, R., *op.cit*, p.51-62.

<sup>5</sup> Bajoit, G., *Pour une sociologie relationnelle*, P.U.F., Paris, 1992, p.180-192.

Par contre, dans nos pays du Sud, poussé à l'extrême et visant les intérêts individuels à tout prix, ce leadership se transforme en leadership individualiste. Celui-ci marque tous les dirigeants égotiques qui ne travaillent que pour leurs enrichissements personnels au détriment des communautés et de la société-nation. C'est autant un leadership destructeur de la capacité collective des Congolais à maîtriser le présent et se projeter dans le futur, en un mot à développer leur pays. Situé dans le temps long, le leadership individualiste a conduit le pays plus bas qu'il n'a été à l'indépendance dans ses dimensions économique, politique, socioculturelle et scientifique.

En 1960, le Congo avec ses industries minières florissantes, son agriculture et son commerce, était la plus grande puissance économique de l'Afrique centrale, voire francophone. Politiquement, le Congo a été un des pays leader des indépendances africaines. Tous les pays qui nous entourent ont accédé à leurs indépendances après nous et avec notre aide. L'université Lovanium créée en 1954, a été la plus grande en Afrique francophone et a été internationale. La musique congolaise avec ses pionniers comme Grand Djef Kalle Kabasele, a rayonné partout en Afrique et dans le monde jusqu'en Amérique latine.

Aujourd'hui, économiquement, nous sommes classés parmi les derniers, même après les petits pays qui nous entourent. Politiquement, nous sommes à la traîne. Sur le plan scientifique, nos universités se classent à la queue en Afrique et dans le monde. Tout cela à cause de nos leaders individualistes. Faut-il en rire ou pleurer ? J'opte plutôt pour un autre leadership, cette-fois collectif.

## **2.2. Le leadership collectif conduirait à la transformation positive de toute la société-nation**

Il est impérieux et scientifiquement responsable d'entrevoir pour le Congo, un autre type de leadership. A la suite des penseurs critiques, ma vision du leadership est celui du leadership collectif comme l'entendent Tshipaka Yanga, Kankwenda Mbaya, Bongeli Yeikelo, Kabasu Babu Katulondi et Tshiyembe Mwayila.

Tshipaka Yanga qui décrit les leaders culturels ou « les commandants des troupes de la guerre culturelle », considère que ce sont des hommes et des femmes courageux, qui ont une vision, et qui sont invités à se lever contre la médiocrité afin de créer les conditions d'un environnement humain qui privilégie les rapports d'égalité, de liberté et de complémentarité<sup>6</sup>.

Quant à Kankwenda Mbaya, « le leadership de transformation sociale » est un mouvement des intellectuels organisés, courageux, dynamiques pour apporter une pensée critique constructive, pour éclairer et organiser les luttes du peuple, pour faire passer son rêve collectif, et pour guider et appuyer ses efforts dans la matérialisation du rêve<sup>7</sup>. Il s'agit bien sûr d'un rêve d'une grande nation congolaise au cœur de l'Afrique ; l'Afrique, l'avenir de l'humanité !

---

<sup>6</sup> Tshipaka, Y., *L'énigme de Ntu*, éd. Cactus, Lubumbashi, 2006, p. 180.

<sup>7</sup> Kankwenda, M. (dir.), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*, éd. ICREDES, Kinshasa, Montréal, Washington, 2007, p.396.



Dans le même sens, Kabasu Babu Katulondi note que le leader politique est ce collectif des « acteurs proactifs, passionnés par le bien-être de leurs compatriotes, imbibés de principes de justice distributive et de liberté »<sup>8</sup>.

Pour Bongeli Yeikelo, le véritable leadership est une communauté d'intellectuels ayant la même vision des problèmes de la nation, un sens élevé de l'intérêt national et prêts à s'attaquer collégialement aux défis très complexes de l'existence et de la communauté nationale<sup>9</sup>.

Enfin, en ce qui concerne Tshiyembe Mwayila, le leadership du changement est collectif ou sociétal dans la mesure où il est quadripolaire, néo-républicain, néo-démocratique, néo-gouvernemental et néo-national, c'est-à-dire une quête de synthèse entre l'ancien et le nouveau, la tradition et la modernité démocratique, gouvernementale et nationale.

Le dénominateur commun de tous ces chercheurs critiques est leur vision du leadership collectif, courageux, partageant le rêve du changement positif des conditions de vie de tous, dans le contexte d'un Etat-nation négro-africain.

### **2.3. Le leadership négro-africain ancien, fondement et ferment du développement des communautés**

Le sommet de la vision du leadership collectif culmine dans la culture négro-africaine véhiculée à travers la science de l'oralité dont les proverbes des *Baluba* du Kasayi sont des indices<sup>10</sup>. Nous en avons sélectionné des dizaines qui décrivent le leadership en tant qu'il est le pouvoir de la parole reçue des anciens et transmise aux cadets, exercé avec générosité, sagesse, courage, par l'aîné en forces spirituelles, économiques et sociales, avec, par et pour les êtres humains nombreux, de préférence dans le cadre d'une communauté-nation.

#### **1°) Le leadership c'est la parole, la vraie**

Le leadership s'acquiert, s'exerce et se conserve par la puissance de la parole.

*Bukalenge wa budja ne diyî.*

Le pouvoir se conquiert par la force de la parole.

Dans la tradition bantou de passation de pouvoir, les aînés le passent au chef élu, par la parole. Dès lors, sa parole acquiert force de loi. Par elle, il invoque les esprits des ancêtres, il rend les jugements, il punit les récalcitrants, etc.

*Diamba mukalenge, ndidi diamana bwalu.*

C'est la parole du chef, qui donne solution au problème.

---

<sup>8</sup> Kabasu Babu, K., *Joseph Kabila et la reconstruction réinventrice du Congo*, éd. L'Harmattan, Paris, 2010, p.134.

<sup>9</sup> Bongeli, Y., *D'un Etat-bébé à un Etat congolais responsable*, éd. L'Harmattan, LASK, Paris, Kinshasa, 2008, p. 175.

<sup>10</sup> Tshisungu wa, T. J., *Retour sur la science de l'oralité*, éd. Bala, Ottawa, 2019.

En toute circonstance, la dernière parole revient au chef qui est astreint à trancher le différend.

*Diya, ndikulu ; bianza ne makasa bitu byala kunyima.*

La parole est essentielle ; les mains et les pieds suivent.

Comme dans la bible (Proverbe 10,22), la parole sacrée est première et créatrice. Le travail des humains ne vient qu'en complément. C'est le sorcier qui abat le gibier. Le chasseur ne vient qu'achever.

## **2°) Le leadership, c'est la générosité, c'est un grand cœur**

À travers plusieurs proverbes, le leadership s'incarne dans la générosité qui se vit dans le primat de l'intérêt général sur l'intérêt individuel.

*Mukalenge, bwiminyi bu kutwadila nkwasa.*

Chef, que l'avarice transporte ta chaise (en réunion).

*Mukalenge Kabundi ntambishe makumbu ne nkutambishe byebe.*

Sire Kabundi, vole à mon secours ; je t'aiderai aussi un jour.

*Mukalenge katu wangula nkashama.*

Le noble, ne s'abaisse pas pour ramasser un léopard (mort).

*Mukulu shipa nyama; uleje bana mwa kulambula.*

Le pouvoir va à celui qui est généreux ; il évite l'avare. Certes, il faut disposer des biens pour les redistribuer équitablement entre tous dans l'optique du sociologue, Président honoraire brésilien, Fernando Henrique quand il pense que les valeurs morales donnent sens à l'économie. Car, dans la vision négro-africaine, l'économie n'est qu'un moyen, le social étant la finalité. Le leader est invité à la générosité envers tout le monde, de l'étranger jusqu'au plus proche parent vivant ou mort à qui l'on laisse de la nourriture chaque nuit à table. Le chef, comparé à un oiseau au long bec, va chasser au loin et ramène du gibier qu'il partage avec toute la communauté. C'est la loi sociologique du don et du contre-don.

## **3°) Le leader, c'est la sagesse par excellence**

Le leadership prend corps dans la sagesse reçue des anciens, expérimentée dans sa vie et transmise aux générations futures.

*Parlez aux êtres humains ; s'ils sont sages, ils vous écouteront.* C'est de la sagesse, écouter parler les anciens, les leaders culturels pour paraphraser l'anthropologue Tshimpaka Yanga, les rois-mages-savants, pour penser avec le politologue Ilunga Kabongo.

*Nos pères sont morts, il n'y a pas si longtemps ; ce qu'ils nous ont appris, déjà, nous l'avons oublié.* Nos ancêtres nous ont légué tant de sagesse que nous les survivants, avons vite fait de jeter dans les oubliettes. De la sorte, nous rompons la continuité historique et culturelle qui constitue le fil conducteur de la mémoire d'un peuple.

#### 4°) Le leadership, c'est le sens de la noblesse

Le leader cultive le sens de la dignité humaine et de la responsabilité sur la communauté.

*Cya kansusnsuka mbilulu ; lumu, kalungupuki.*

*Ce sont les vêtements qui se sont usés ; l'honneur ne doit, en rien, être rogné »*

L'honneur n'a pas de prix pour un chef, il est à sauvegarder. Mais les vêtements, comme tous les biens matériels, sont de nature à s'user.

*Bwa kudja, katwakadi kwenda ; cya katwendesha, makalenge.*

*Ce n'est pas pour la nourriture que nous avons migré ; c'est pour la noblesse que nous avons migré.* Le mouvement migratoire des *Bantu* à travers la planète terre n'est pas liée simplement à la famine comme certains esprits simplistes ont l'habitude de l'affirmer. Ce serait plutôt pour défendre la dignité humaine et conquérir les espaces nouveaux que les *bantu* ont fait le mouvement migratoire.

*Le pouvoir tue le chef.* Pour son peuple, le leader se donne jusqu'au sacrifice suprême. La mort altruiste ennoblit comme dans le cas de Mahatma Gandhi ou de Martin Luther King, ou plus près de nous, Etienne Tshisekedi, Patrice Lumumba, Laurent Désiré Kabila, nos héros nationaux.

#### 5°) Le leadership, c'est le droit d'aînesse

Le leadership revient à la position de l'aîné, le plus ancien, le plus fort.

*C'est par la force totale qu'on accède au pouvoir ; au faible, on le confisque.* C'est à l'être humain spirituellement, socialement, économiquement fort, qu'on attribue le pouvoir. Tandis que l'homme faible, le pouvoir, non seulement qu'il lui échappe, il lui est arraché.

*Le droit d'aînesse, c'est le pouvoir. Le droit d'ainesse est pareil au fétiche ; la jeunesse se trahit.* Contrairement au fétiche tenu en secret par l'ancien et dans la discrétion totale, les jeunes d'aujourd'hui sont indiscrets et se trahissent à force de trop parler. Alors que les jeunes initiés apprenaient à garder les secrets de l'initiation toute la vie durant.

#### 6°) Le leadership, c'est le courage

Le leadership est un ensemble d'actes de bravoure dans l'intérêt de la communauté.

*Les forces sont différentes ; la chèvre a arraché la patte au léopard.* Un être humain, physiquement faible peut moralement être le plus fort. L'aîné a manqué de sagesse et s'en est allé interroger le cadet.

*Bungana, ncisumbu.* Le grand nombre d'êtres humains fait le héros. Comme une armée d'innombrables sauterelles en train de ravager les champs au Kenya, un peuple uni est héroïque.

*Si tu manques de courage, efforces-y-toi.* Un chef ne peut manquer de courage, il y est bien obligé, dans l'intérêt de la communauté.

## 7°) Le leadership, c'est ce sont les êtres humains unis

Un leadership véritable fait corps avec sa communauté unie et conscientisée sur les vertus de l'unité et du grand nombre.

*Mukaleng'a bantu ; bant'wa mukalenge.*

*Le noble est entouré par des êtres humains ; ceux-ci sont dirigés par leur chef digne.*

Un chef véritable est porté à cœur par sa communauté humaine ; de même, les communautés dignes de ce nom, se donnent un chef noble et plein du sens de dignité.

*Le pouvoir, ce sont les êtres humains; quand tu en manques, l'on t'arrachera le tam-tam en public.* Un chef vrai est entouré par d'innombrables êtres humains qui le défendront en public.

*Bwimpe bwa cibanga, mwedi ; bwimpe bwa ditunga, mbantu.*

*La beauté du menton, c'est la barbe ; la valeur d'un village se mesure au nombre de ses habitants.*

Le leader idéal selon la tradition *bantu* devrait être d'abord autant un homme de parole et généreux, ensuite un homme plein de sagesse, et enfin un homme à la fois au sens élevé de noblesse et de courage, au sens de responsabilité d'aïnesse et entouré par bien des êtres humains. Ainsi donc, le leadership ancien se fonde sur la communauté et la promeut.

## CONCLUSION

Le véritable progrès d'une société est global, concerne tous les compatriotes, même s'il est cogité par un leadership collectif inspiré par la tradition ancienne qui va au-delà du temps court et prend en compte l'espace planétaire.

Pour le développement de notre mère-patrie, je cherche un collectif des « intellectuels guérilleros » qui arborent quatre faces : scientifique, politique, économique et éthique dans la synthèse de l'ancien et de l'actuel en vue d'inventer un avenir radieux de tous. Pour ce faire, je propose une théorie de réflexion et d'action transformatrice de l'humanité, la sociologie pyramidale.

Verticalement, toute société est hiérarchisée en une large base, un centre moyen et un sommet restreint. Horizontalement, mon modèle pyramidal permet de redresser le social dans ses innombrables dimensions politique, économique, socioculturelle et scientifique, unies au sommet et séparées à la base.

Le modèle spatio-temporel Nord-Sud, Est-Ouest ; et du temps long, l'ancien, le moderne (esclavagiste, colonial) et nouveau (néocolonial, de la mondialisation) facilite une explication en profondeur dans le temps long et en étendue dans l'espace mondial ainsi que le suggère les quatre faces de la pyramide orientée vers les quatre points cardinaux.

Le modèle transformationnel rend possible d'expliquer le social qui change sans cesse dans l'unité dialectique des intellectuels, des classes ouvrières et paysannes conscientisées par l'esprit patriotique.

La sociologie pyramidale appliquée à l'enseignement, entrevoit la grande base constituée par les étudiants ; le centre est l'espace des enseignants et des administratifs alors que le sommet est le lieu du comité de gestion. Horizontalement, la vie comme l'enseignement, prend quatre dimensions ou qualités indicatrices essentielles. Les membres du comité de gestion sont tenus à être des génies créatifs, des leaders collectifs (*ba mukaleng'a bantu*), des modèles d'éthique sociale qui disent « *Cia kansunsuka mbilulu ; lumu ka lungupuki* » et des bienfaiteurs universels qui ont intériorisé que « *mukulu kwata nyama ; uleje baana mwa kulambula* ». Les enseignants et le personnel administratifs sont invités à devenir un corps des professionnels (*Bantu'a mukalenge*), des faiseurs d'étincelles (*beena lungenyi*), des facilitateurs, des gens respectueux de la déontologie professionnelle (*bantu ba nsongo*) et serviables à souhait, dans l'intérêt général de la communauté-nation. Les étudiants devraient devenir non seulement des ingénieurs, mais aussi des animateurs des communautés tout en étant des jeunes à la conduite exemplaire et des entrepreneurs socioéconomiques et planificateurs avérés.

## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- BAJOIT, Guy, *Pour une sociologie relationnelle*, Presses Universitaires de France, Paris, 1992.
- BONGELI, Yeikelo ya Ato, *D'un État-bébé à un État congolais responsable*, éd. L'Harmattan-LASK, Paris-Kinshasa, 2008.
- KABASU BABU, Katulondi, *Joseph Kabila et la reconstruction réinventrice du Congo*. Défis et perspectives, éd. L'Harmattan, Paris, 2010.
- KADIEBWE, Tshidika L., *Politiques de développement rural et paysannerie eu Congo Kinshasa*. Contribution à la sociologie relationnelle, éd. Universitaires Européennes, Beau Bassin, 2018.
- KADIEBWE, Tshidika L. *Les acteurs sociopolitiques et la crise rurale en Territoire de Demba*. Contribution à la critique de la sociologie des mouvements sociaux, Thèse de doctorat en Sociologie, Université de Lubumbashi, 2018.
- KANKWENDA, Mbaya (dir), *Les intellectuels congolais face à leurs responsabilités devant la nation*. Mélanges en mémoire du professeur A.R. Ilunga Kabongo, éd. ICREDES, Kinshasa-Montréal-Washington, 2007.
- MEAD, Margaret., BROWN, Muriel., *La société engagée*, éd. Nouveaux Horizons, Paris, 1968.
- REZSOHAZY, Rudolf, *Le développement des communautés*. Participer, programmer, innover, éd. CIACO, Louvain-la-Neuve, 1985.
- TSHIMPAKA, Yanga, *L'énigme de NTU*. Regard sur la Région des Grands Lacs Africains, éd. Cactus, Lubumbashi, 2006.
- TSHIYEMBE, Mwayila, *Quel est le meilleur système politique pour la République Démocratique du Congo: fédéralisme, régionalisme, décentralisation?*, éd. L'Harmattan, Paris, 2012.
- TSHISUNGU WA TSHISUNGU J., *Retour sur la science de l'oralité*. Mélanges offerts à Crispin Maalu-Bungi, éd. Bala, Ottawa, 2019.



## La prévalence et les facteurs de la malnutrition infantile à la nganza

Eddie Kabasele Munyoka  
Professeur/ISDR-Tshibashi  
Jean-Pierre N. Kanku  
Professeur/ISDR-Tshibashi  
Jean Paul K. Kangandu  
Chef des Travaux/ISDR-Tshibashi  
Premier T. Musangilayi  
Chef des Travaux/ISDR-Tshibashi  
César M. Kalamba  
Chef des travaux/ISDR-Tshibashi  
Patrick M. Nsabwa  
Chef des Travaux/ISDR-Tshibashi  
Joëlle M. Mulala  
Chef des Travaux/ISDR-Tshibashi

---

### Résumé

*Dans cet article, la prévalence de la malnutrition des enfants de 0 à 5 ans et les déterminants qui y sont associés ont été examinés pour la Nganza, une des communes de la ville de Kananga. Les statistiques descriptives et la régression logit ont été utilisées pour analyser les données anthropométriques recueillies auprès de 227 enfants. Les régressions logit étaient basées sur trois indices binaires de la malnutrition : la taille pour l'âge Score Z (**Taz**), le poids pour âge Score Z (**Paz**) et le poids pour la taille score Z (**Ptz**). Les outils utilisés pour obtenir les résultats étaient le NutriSurvey basés sur les recommandations de l'OMS (National Center for Health Statistics NCHS (Centre National des statistiques sur la Santé des EU).*

*Les principales conclusions de cet article sont les suivantes. En ce qui concerne la prévalence de la malnutrition, nous avons constaté que 57,9% ; 46,7% et 22,8% d'enfants de l'échantillon présentaient un retard de croissance, un poids insuffisant et une émaciation respectivement. Ces chiffres sont bien préoccupants, car ne se rapprochant pas de moyennes enregistrées en 2014 pour la RDC. Qui pis est, aucune mesure n'est prise pour remédier la situation. Les facteurs suivants sont déterminants pour la malnutrition infantile à la Nganza. L'âge des enfants, la vaccination, l'intervalle entre enfants, la scolarité de la mère, le revenu et avoirs de la famille, les calories consommées, la durée d'allaitement, l'accès aux toilettes internes et à l'eau potable, car leurs coefficients sont statistiquement significatifs au seuil de 5% et 1%. Il y a lieu de capitaliser sur ces facteurs pour formuler une politique provinciale de la lutte contre la malnutrition infantile au Kasai Central.*

**Mots clés :** Nganza, Malnutrition, Enfant de 0 à 5 ans, Retard de croissance, Insuffisance pondérale, Émaciation, Régression logit

## INTRODUCTION

À Kananga, RD Congo, l'aspect de la plupart des infrastructures de tous les domaines confondus fait penser à une ville inhabitée, ou ayant connu une guerre subite dont les séquelles ne sont pas encore effacées. C'est tout simplement dire que la pauvreté apparente y règne. Celle-ci n'épargne pas les personnes vulnérables : les enfants, les veufs et veuves, les vieillards et les familles monoparentales. Ces personnes et surtout les enfants sont exposés à la malnutrition en raison d'apport insuffisant d'aliments, d'infections récurrentes, du manque de soins appropriés et d'une distribution inégale des nourritures au sein de leurs familles.

Certes, la nutrition inadéquate affaiblit le système immunitaire. Elle augmente le risque des maladies infectieuses. Ces dernières épuisent les stocks nutritionnels des enfants. Elles les rendent malléables et faibles. Elles réduisent ainsi la capacité de leur défense immunologique. Elles peuvent non seulement nuire à leur croissance ou développement physique, intellectuel ou cognitif, langagier, socio affectif et moral mais aussi causer leur mort.

Selon le rapport de l'OMS du 2017 sur la nutrition dans le monde, l'Afrique est confrontée à de graves problèmes liés à la nutrition. Il dénote à la fois les cas des carences en nutriments et autres méfaits. Malgré la diminution de la prévalence au retard du développement global des enfants au niveau mondial, environ 60 millions d'enfants africains de moins de cinq ans ne grandissent pas correctement (FAO, 2018). Au moins 10 millions d'autres personnes sont également considérées comme faisant de l'embonpoint, ce qui représente un lourd fardeau sanitaire pour le continent africain et entrave les efforts de son développement (Baye, 2017).

Une étude sur la nutrition dans 140 pays, a trouvé que la croissance démographique était un facteur contributeur au retard du développement global des enfants sur le continent africain (Britto,et al.,2017) Environ 30% de ménages sont confrontés à l'insécurité alimentaire en raison des ressources limitées pour acheter de la nourriture (Baye, 2017). Même avec une modeste croissance économique, par-là entendez que la production alimentaire est accrue, le gaspillage ou les pertes alimentaires suffisamment contrôlés ou réduits, cela n'a pas suffi de se traduire en apport de nutriments sains et d'aliments nécessaires pour le développement global des enfants (Britto,et al.,2017 ; FAO, 2018).

Le manque d'aliments nutritifs ayant un coût énorme pour le continent africain, cela affecte non seulement le bien-être humain, mais également le progrès économique et le développement des infrastructures (Aka, 2017). Pour les enfants, l'amélioration de la nutrition constitue l'une des formes les plus essentielles des infrastructures, mieux connue sous le nom « infrastructure des matières grises ». C'est d'elle qu'il s'agit dans cet article avec le cas d'espace tiré de la Commune de la Nganza à Kananga dans la province du Kasai Central. Avec une meilleure capacité du savoir-faire, la province peut compter sur l'ingéniosité de sa population pour progresser. Pourtant, elle est encore sous une léthargie que personne ne peut expliquer. Elle perd de miser sur l'accroissement économique de son produit intérieur brut au profit de la sous-alimentation en raison d'une mortalité accrue de ses habitants, de l'absentéisme et la corruption de ses travailleurs, des maladies chroniques des milliers de ses citoyens et de la perte de sa



productivité, pourtant évitables. Cela veut dire : en mettant fin à la malnutrition infantile ou tout au moins en la réduisant et en améliorant l'apport alimentaire aux enfants, elle contribuerait à inverser ces problèmes. Cela constituerait un investissement à long terme que les décideurs provinciaux n'aperçoivent pas du moins pour l'instant.

Dans le document stratégique de la réduction de la pauvreté de la province, la nutrition d'enfants semble être le cadet de ses soucis alors que dans celui de la Rd Congo, elle est placée au cœur des efforts pour réduire la pauvreté, lutter contre les maladies, relever le niveau d'éducation, lutter contre le changement climatique et parvenir à la croissance économique : la cure prescrite par les Institutions de Breton Wood contre la pauvreté.

Qui plus est, le premier Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) identifie l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans parmi les priorités (Baye, K. 2017 ; FAO, 2018). La malnutrition infantile devrait être l'un des problèmes majeurs de la province du Kasai Central. Dans cette étude, la malnutrition est considérée comme la série de problèmes associés à l'insuffisance énergétique d'aliments et/ou celle de l'apport en nutriments.

Cet article a deux objectifs. Le premier est d'examiner la prévalence de la malnutrition à la Nganza. Le deuxième étant d'identifier ses facteurs déterminants pour les enfants de cinq ans et moins. La municipalité de la Nganza a été choisie au hasard comme la Commune hôte ; car elle présente les caractéristiques à la fois urbaines et rurales. Elle est la plus vaste et aurait connu plus des cas des violences du phénomène appelé Kamuina Nsapu en 2017. La planification d'une intervention appropriée contre la malnutrition infantile dans la province nécessite la connaissance de ses tenants et ses aboutissants.

À cette fin, très peu d'études ont été menées sur la malnutrition infantile dans la province. Celles réalisées sont embryonnaires limitées à certains égards dans leurs méthodologies simplistes ne laissant pas percevoir l'ampleur du problème au niveau de la province qui a perdu les usines agroalimentaires : celle de la farine de soja à l'ITA Tshibashi et celle de Bisoka à Tambwe St Bernard. Les produits de ces usines étaient destinés à combattre la malnutrition qui sévissait dans la province.

Les études sur la malnutrition provinciale ont utilisé les indicateurs conventionnels de l'état nutritionnel pour mesurer la prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans. Présentement, bon nombre d'études soulignent que l'utilisation de ces indicateurs ne permet de classer les enfants que dans les catégories générales de malnutris. Elle ne parvient pas de déterminer la prévalence globale de la malnutrition associée aux différents indices d'échecs anthropométriques. Donc, tels indicateurs sous-évaluent la prévalence de la malnutrition en raison du chevauchement potentiel des enfants dans plusieurs catégories d'échec anthropométrique [Ake et al, 2010].

De ces faits, cette étude utilise un indicateur alternatif de la malnutrition récemment développé et relativement robuste : l'indice composite d'échec anthropométrique (CIAF) pour déterminer la prévalence de la malnutrition infantile. Elle analyse ensuite les facteurs socioéconomiques

des enfants de 0 à 5 ans, leurs mères et de la santé publique qui s'y associent dans la zone de la Nganza à Kananga.

## **1. BRÈVE APERÇUE DE LA MALNUTRITION**

Les effets de la malnutrition sur le développement de l'enfant ont fait l'objet de nombreuses recherches et ont été examinés dans les pays développés et en développement (Iram et Butt, 2004; Mukalay et al., 2010). Le développement de l'enfant ne se limite pas à sa morbidité et à sa croissance physique. Il inclut également des aspects de développement comportemental qui favorisent ses compétences. L'enfant compétent est celui qui sait s'adapter efficacement à son environnement et interagir avec lui (Baye, K. 2017). Selon Mainali et al, (2018), cinq domaines englobent ces compétences. Il s'agit du domaine cognitif : de la personnalité, de la motivation : de la perception de soi et du style interpersonnel.

La malnutrition est la maladie qui se développe lorsque le corps ne reçoit pas la quantité adéquate de vitamines, de minéraux et d'autres nutriments nécessaires au maintien de la santé des tissus et du fonctionnement des organes (FAO,2018). La malnutrition survient chez les personnes sous-alimentées ou suralimentées. La sous-alimentation est une conséquence de la consommation de trop peu de nutriments essentiels ou de leur utilisation ou de leur excrétion plus rapidement qu'ils ne peuvent être remplacés. Les nourrissons, les jeunes enfants et les adolescents ont besoin de nutriments supplémentaires. Il en va de même pour les femmes enceintes ou allaitantes. La perte d'éléments nutritifs peut être accélérée par la diarrhée, une transpiration excessive, des saignements abondants (hémorragies) ou une insuffisance rénale. L'ingestion de nutriments peut être limitée par des maladies et affections liées à l'âge, des régimes excessifs, des allergies alimentaires, des blessures graves, une maladie grave, une hospitalisation de longue durée ou une toxicomanie. La malnutrition protéino-énergétique est la principale cause de mortalité chez les enfants des pays en développement. Ce type de malnutrition est le résultat d'un apport insuffisant en calories provenant de protéines, de vitamines et de minéraux. Les enfants déjà sous-alimentés peuvent souffrir de malnutrition protéino-énergétique (MPE) lorsque la croissance rapide, les infections ou les maladies augmentent le besoin en protéines et minéraux essentiels. Ces minéraux essentiels sont appelés micronutriments ou oligo-éléments. Deux types de MPE sont le kwashiorkor et le marasme. La Kwashiorkor survient quand l'apport calorique est correct ou suffisant, mais avec un apport en protéines insuffisant, tandis que le marasme se manifeste lorsque le régime alimentaire est pauvre en calories et en protéines.

Environ les deux tiers de tous les enfants mal nourris dans le monde se trouvent en Asie et un quart en Afrique (FAO,2018). La malnutrition due à la suralimentation résulte d'une consommation excessive, d'une consommation excessive des mauvaises choses, d'une activité physique insuffisante ou de la prise d'un excès de vitamines ou d'autres substituts alimentaires. Le risque de suralimentation est également augmenté par un excès de poids de plus de 20%, une alimentation riche en sel et en graisses et la prise de fortes doses d'acide nicotinique (niacine) pour réduire les niveaux élevés de cholestérol. La vitamine B6 pour soulager le syndrome prémenstruel. La vitamine A pour corriger les problèmes de la peau. Le Fer ou autres

oligo-éléments non prescrits par un médecin peuvent aussi en être les causes. Les troubles nutritionnels peuvent affecter tous les systèmes du corps et les sens de la vue, du goût et de l'odorat. Ils peuvent également produire de l'anxiété, des changements d'humeur et d'autres symptômes psychiatriques. La malnutrition commence par des modifications des niveaux de nutriments dans le sang et les tissus. Des altérations du niveau des enzymes, des anomalies tissulaires et des dysfonctionnements d'organes peuvent être suivis de maladie et de décès.

La pauvreté et le manque de nourriture sont les principales causes de la malnutrition (Das, 2017). Il est souvent documenté que les membres des ménages à faible revenu n'ont pas toujours assez d'aliments sains à manger (El Bilali et al., 2018). La malnutrition protéino-énergétique survient chez les patients opérés et hospitalisés. (Harris-Fry, et al., 2017). Les pertes d'appétit associées au processus de vieillissement en sont aussi listées comme les causes. La malnutrition affecte une bonne partie des personnes âgées parce qu'elles sont susceptibles de perdre l'intérêt à manger.

En outre, les maladies démentielles telles que la maladie d'Alzheimer peuvent amener les personnes âgées à oublier de manger. Il existe un risque accru de la malnutrition associé aux maladies chroniques, en particulier les maladies du tractus intestinal, des reins et du foie. Les patients atteints de maladies chroniques comme le cancer, le sida, les parasites intestinaux et d'autres troubles gastriques peuvent perdre du poids rapidement et devenir vulnérables à la sous-alimentation, car ils ne peuvent pas absorber de précieuses vitamines, calories et fer. Les personnes ayant une dépendance à la drogue ou à l'alcool courent également un risque accru de la malnutrition (Harris-Fry, et al., 2017). Ces personnes ont tendance à avoir un régime alimentaire inadéquat pendant de longues périodes et leur capacité d'absorber les nutriments est altérée par l'alcool ou les effets de la drogue sur les tissus corporels, en particulier le foie, le pancréas et le cerveau. Les personnes souffrant d'anorexie ou de la boulimie peuvent limiter leur consommation des aliments des valeurs et de ce fait deviennent mal nourries (Das, 2017). Certaines personnes allergiques aux aliments peuvent avoir du mal à se procurer des aliments qu'elles peuvent digérer. De plus, les personnes allergiques aux aliments ont souvent besoin d'un apport calorique supplémentaire pour maintenir leur poids.

Cette étude concerne la malnutrition infantile. Celle qui se manifeste chez les enfants. Seuls les enfants de cinq ans et moins ont été étudiés. Une cause certaine de la malnutrition infantile connue vulgairement surtout au Kasaï est appelée en Tshiluba « bukusa ». Ce dernier est une malnutrition infantile qui apparaît chez les enfants dès que leurs mères tombent enceintes avant leur sevrage. Certes, l'allaitement exige au corps de fournir plus d'énergies. Généralement, les mères nourricières produisent le lait adapté aux besoins de leurs enfants en termes de qualité et de quantité. Même si la mère souffrait de la malnutrition modérée, la quantité et la qualité de son lait ne seraient peu ou même pas du tout affectées (Harris-Fry, et al., 2017). Ainsi, même si une maman mange peu ou moins bien au cours d'une journée, la quantité et la qualité n'en seront aucunement affectées. Le corps privilégie la production du lait en puisant dans les réserves de la mère, au besoin, si son alimentation n'est pas adéquate. Il ne sera pas de même si la mère tombe enceinte durant l'allaitement.

Durant la grossesse, certaines hormones entrent en compétition avec la production du lait maternel. Cela peut affecter la quantité du lait maternel produit, surtout pendant le deuxième trimestre de la grossesse, car la production du colostrum pour le fœtus s'opère. Au cas où l'enfant allaité n'aurait pas suffisamment d'aliments solides, riches en nutriments et sains, il pourrait afficher les signes de la malnutrition (Das, 2017).

Il est clair que le développement des compétences chez les nourrissons, les enfants et les adolescents nécessite des interventions complexes et intégrées (El Bilali et al., 2018 ). Les chercheurs travaillant dans le domaine du développement de l'enfant sont d'accord (Kazeem et Musalia. 2018; El Bilali et al., 2018 ; Harris-Fry, et al., 2017) concernant les interventions nutritionnelles et autres qui s'attaquent aux causes de la malnutrition liée à la pauvreté. Sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la malnutrition est illustrée par le fait que les faibles niveaux d'éducation des parents limitent leur capacité à promouvoir une bonne nutrition, le développement et la santé de leurs enfants. Le faible niveau de développement et d'éducation de l'enfant mal nourri qui en résulte limitera la productivité économique à un âge plus avancé, expliquant l'effet du cercle vicieux sur plusieurs générations.

## **2. MILIEU D'ÉTUDE ET MÉTHODOLOGIE**

### **2.1. Commune de la Nganza**

Cette commune s'appelait autrefois Tshimbi Tshia Makala. Tshimbi est le nom d'un ancien administrateur civil de la Commune. Tshia makala veut dire ayant l'avantage comparatif en production de la braise du bois. Le nouveau nom de la Nganza tire son origine d'une rivière qui sépare la commune au Nord-Est avec la commune de Kananga et vers Nord-Ouest avec celle de Katoka.

Nganza est une Commune urbaine de la ville de Kananga anciennement appelée Luluabourg. Elle est habitée majoritairement par des résidents modestes dont la plupart sont devenus des commerçants qui envahissent les magasins de la grande avenue Macar renommée Étienne Tshisekedi. Elle a un grand marché à son centre autour de la maison communale.

La Commune est traversée par la route d'intérêt national reliant le centre-ville de Kananga à l'hôpital de Tshikaji IMCK, un hôpital de référence qui a formé les infirmiers du niveau supérieur (A2) et qui est doté d'un mini barrage électrique qui fournit le courant 24 heures sur 24. Il a aussi un réseau privé de distribution d'eau exclusif pour la cité de Tshikaji.

Nganza comme la plupart des Communes kanangaises souffrent par manque de l'électricité et d'eau potable. Elle avait une usine de fabrication de BISOKA qui ne fonctionne plus. Elle est plus dominée par les chrétiens catholiques, protestants presbytériens, Néo-apostoliques et Kimbanguistes. On y trouve aussi une école de formation des officiers en sigle EFO qui est une formation du niveau universitaire pour les premiers cadres de l'armée de la RDC. Elle abrite aussi deux campus universitaires : l'un pour l'Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) dans le quartier Mwimba et l'autre à Katambayi pour l'Université de Kananga. Les

écoles officielles, catholiques protestantes, néo-apostoliques et kimbanguistes du niveau primaire et secondaire y sont présentes.

## 2.2. Données

Un échantillon des mères des enfants de 5 ans et moins a été tiré. Ces mères d'enfants devaient avoir les fiches des pesées et habiter la commune urbaine de la Nganza. Elles furent contactées pour récolter les données nécessaires pour cette étude. La taille totale de l'échantillon était de 235 mères provenant de différents ménages repartis à travers toute l'étendue de la Commune. Des entretiens ont été réalisés avec elles. Un questionnaire standardisé couvrant les informations sur les dépenses des ménages, la consommation, les revenus, les caractéristiques socio-économiques et diverses variables institutionnelles leur a été administré. Les répondantes ont été invitées à préciser les années de leur scolarisation, leurs âges, la taille de leurs familles, intervalles entre les enfants (l'avant et le puis-né), toutes les données sur les prix des différentes activités entreprises. Les revenus familiaux, les conditions sanitaires (eau, type de latrines, étaient enregistrés pour chaque ménage. Les données sur les fiches de pesées des enfants telles que la taille, le poids et l'âge ont permis de calculer les Scores Zs en bas de moins 2 SD (écart-type). Après le nettoyage des données, 12 questionnaires ont été jugés inappropriés pour l'analyse.

## 2.3. Analyse conceptuelle

La décision sur ce qu'il faut manger est prise par le ménage. Pour les enfants de 5 ans et moins, c'est la mère qui décide. Elle ou le ménage fait un choix pour son enfant même s'ils sont plusieurs de moins de 5 ans. Cette décision dépend de ses atouts, du niveau des infrastructures de sa commune, du prix de la nourriture, de la technologie permettant de rendre consommable la nourriture.

Pour modéliser la malnutrition infantile, cette étude utilise les connaissances en nutrition et en économétrie. La malnutrition infantile est l'opposé de la nutrition infantile. Supposons une fonction d'utilité nutritionnelle infantile  $U$ .

- $U = f(X, T, N)$  (1)
- Où  $U$  est la fonction d'utilité  
 $X$  est le vecteur des aliments consommés
- $T$  est le facteur temps
- $N$  est le vecteur d'indice composite d'échec anthropométrique (CIAF) qui est la mesure de la taille pour l'âge Score Z (**Taz**), le poids pour âge Score Z (**Paz**) et le poids pour la taille score Z (**Ptz**).

Supposons que la nutrition ou malnutrition est représentée par le  $N$  et que la mère décide de mieux nourrir son enfant. L'objectif de maximiser l'utilité est contraint par la fonction de nutrition, les caractéristiques socioéconomiques du ménage dans lequel l'enfant se développe, et les caractéristiques socioéconomiques de l'enfant lui-même.

La relation entre la nutrition et la santé est très complexe et complémentaire, car il y a d'une part un apport du public et de l'autre un apport du ménage. Comprendre et modéliser mieux cette relation, ainsi que la nature de la fonction d'utilité sont très importants dans cette étude. Le point de départ est que le niveau ou le statut nutritionnel d'un ménage ne dépend que partiellement de son apport en éléments nutritifs. Il est tributaire d'autres biens et services fournis par le secteur privé et/ou par le secteur public. Au niveau du ménage, on peut penser à un processus de la fonction de l'état nutritionnel (N). C'est une fonction de l'apport en nutriments (calories, protéines, vitamines, minéraux, et autres), mais aussi de l'apport de non-nutriments, attributs qui affectent la nutrition, tels que la fraîcheur des aliments achetés, leur propreté et leur conservation. À cela s'ajoutent les intrants fournis par le secteur privé et qui peuvent affecter la nutrition entre autres le temps et les soins nécessaires pour préparer les aliments, y compris leur nettoyage, cuisson, et qualité d'eau utilisée. On ne peut ignorer que certains aliments peuvent être réfrigérés ou congelés pour s'assurer qu'ils ne périssent ou avarient ou encore se conservent pour un usage ultérieur. Le secteur public fournit des intrants suivants l'eau potable, les services d'hygiène (poubelle publique), l'électricité, l'éducation ou la formation, etc. Compte tenu du niveau d'apport nutritionnel, l'absence ou le niveau bas des trois derniers types d'intrants influencent la qualité des aliments. Cela peut résulter de fois en une indigestion de nutriments, aux maladies gastro-intestinales et autres. Bref, c'est la réduction de l'état nutritionnel. Enfin, la fonction de l'utilité nutritionnelle est également en partie déterminée par le statut de la santé de l'individu, ainsi que par son âge, son genre, et lieu. Une chute en bonne santé pour des causes autres que l'insuffisance de nutriments, l'accessibilité aux soins ou services médicaux peut affecter la nutrition. Pour cela, nous posons que le précédent nutritionnel pour chaque enfant est égal et les services médicaux sont passables. Sur la base de ces hypothèses, la forme abrégée de la fonction mal-nutritionnelle de l'enfant se résume comme ci :

$$N_i = f(C, E, M, S, \epsilon) \quad (2)$$

Dans laquelle « C » est la consommation, E est le vecteur des caractéristiques propres à l'enfant ; M est le vecteur de caractéristiques spécifiques au ménage ou la mère de l'enfant ; S est le vecteur des variables de la santé environnementale et  $\epsilon$  est le terme d'erreur. Cette forme abrégée du modèle est importante pour analyser l'impact total des caractéristiques de l'enfant, du ménage et de la santé publique plutôt que son impact conditionnel à un ensemble des variables de choix via un modèle structurel (Strauss et Thomas, 1995).

Voici alors chacune des fonctions mal-nutritionnelles qui nécessitent d'être estimées à l'aide du logiciel SPSS:

$$Taz_i = f(\text{caractéristiques de l'enfant, caractéristiques du ménage, caractéristiques de sa santé, } \epsilon_{ta}) \quad (3) \quad Paz_i = f(\text{caractéristiques de l'enfant, caractéristiques du ménage, caractéristiques de sa santé, } \epsilon_{pa}) \quad (4) \quad Ptz_i = f(\text{caractéristiques de l'enfant, caractéristiques du ménage, caractéristiques de sa santé, } \epsilon_{pt}) \quad (5)$$

Dans les  $\epsilon_{ta}$ ,  $\epsilon_{pa}$  et  $\epsilon_{pt}$  sont des termes d'erreur aléatoires supposés non corrélés avec les covariables incluses dans les modèles de résultats nutritionnels sous forme réduite. Les caractéristiques propres à l'enfant sont l'âge et le genre de l'enfant, et l'immunisation ou vaccination. Les caractéristiques au niveau du ménage peuvent être divisées en caractéristiques parentales et autres caractéristiques du ménage. Les caractéristiques parentales comprennent

l'âge de la mère, le niveau de scolarisation, la taille du ménage le ratio de la dépendance, et la durée de l'allaitement.

Une mère scolarisée devrait améliorer la nutrition de son enfant en modifiant la fonction de préférence du ménage et également en améliorant les pratiques de garde d'enfants. Les autres caractéristiques du ménage comprennent la structure du ménage, le revenu, la situation de son actif, la taille ou le nombre de personnes à sa charge. La structure du ménage nous permet de vérifier si la présence de frères et sœurs plus âgés peut améliorer le statut nutritionnel d'un enfant. La taille du ménage et la composition par âge du ménage améliorent le statut nutritionnel d'un enfant (El Bilali et al., 2018.). Des études antérieures ont également inclus un vecteur d'autres caractéristiques du ménage telles que la religion, l'origine ethnique et même la profession du chef de ménage, en fonction de la disponibilité des données. Pour cette étude, la totalité des mères étant chrétiennes, la religion comme caractéristique a été abandonnée. Les variables de santé représentent l'accès à la vaccination et aux soins de santé, ainsi que des facteurs environnementaux tels que l'eau potable et les latrines internes ou externes, service d'hygiène (Kara Ross et al., 2014).

## **2.4. Analyse anthropométrique**

L'anthropométrie est une technique qui utilise les mesures du corps humain pour tirer des conclusions sur l'état nutritionnel de l'individu et de la population. L'anthropométrie est plus souvent appliquée aux enfants d'âge préscolaire c.-à-d. l'âge en dessous de 5 ans. Pour effectuer une analyse anthropométrique, plusieurs variables telles que l'âge, le genre, la taille et le poids de l'enfant sont pris en compte. Ces mesures sont utilisées pour générer les indices tels que la taille pour l'âge, le poids pour l'âge et le poids pour la taille. Les indices générés sont comparés aux valeurs de référence standard du United States National Center for Health Statistics (Centre National des statistiques sur la Santé des EU) le (NCHS) pour obtenir les scores Z.

Le Score Z de la taille pour l'âge, par exemple, est donné par :  $Z = (X - \mu) / \sigma$  dans lequel X est la taille pour l'âge de l'enfant,  $\mu$  est la taille médiane pour l'âge de la population de référence d'enfants du même groupe d'âge et du même genre,  $\sigma$  est l'écart-type de la population de référence. Le scores z détermine l'état nutritionnel de l'enfant. Pour cette étude, trois indices de la malnutrition de tous les enfants échantillonnés ont été déterminés. Ces indices sont : le retard de la croissance, l'insuffisance pondérale et l'émaciation. Le retard de croissance fait référence à une faible taille pour l'âge. C'est une mesure de la malnutrition chronique ou à long terme chez les enfants et un bon indicateur du retard de croissance cumulatif. Les enfants dont le score Z de la taille pour l'âge est inférieur à moins 2 écarts-types par rapport à la médiane de la population de référence sont classés comme présentant un retard de croissance modéré. Un poids insuffisant dénote un faible poids pour l'âge. Il est la mesure de la combinaison de la malnutrition chronique et aiguë. Les enfants dont le score Z du poids pour l'âge est inférieur à moins de 2 écarts-types par rapport à la médiane de la population de référence sont considérés comme ayant un poids insuffisant modéré. L'émaciation, le poids pour la taille faible est une mesure de la malnutrition aiguë, un indicateur d'urgence, à durée très courte ou de l'état nutritionnel fluctuant. Il est couramment utilisé en situation d'urgence pour évaluer les carences



nutritionnelles lorsque l'âge de l'enfant n'est pas connu. Les enfants affichant un Score Z du poids pour la taille inférieure à moins de 2 écarts-types par rapport à la médiane de la population de référence sont classés comme modérément émaciés. L'analyse anthropométrique a été réalisée à l'aide du logiciel « NutriSurvey ».

## 2.5. Analyse de régression

Dans le but d'analyser les facteurs déterminants, la malnutrition, l'équation (2) est réécrite de la sorte avec les coefficients :

$$N_i = \alpha_0 + \alpha_1 C_i + \alpha_2 E_i + \alpha_3 M_i + \alpha_4 S_i + \varepsilon_i \quad (6)$$

Dans lequel :

- $N_i$  est l'indice de la malnutrition soit **Taz**, **Paz** et **Ptz**.  $C$  représente la consommation du ménage dans lequel l'enfant vit.
- $E$  est le vecteur des variables propres à l'enfant.
- $G$  est le vecteur des caractéristiques du ménage d'où provienne l'enfant.
- $S$  est le vecteur de la santé publique et  $\varepsilon$  est le terme d'erreur.

Trois indices de la malnutrition soit le retard de croissance, l'insuffisance pondérale et l'émaciation sont analysés en tenant compte des caractéristiques de l'équation (6). Chaque indice de la malnutrition prend la valeur 1 pour un enfant mal nourri et celle de zéro quand il est bien nourri. Les variables dépendantes étant dichotomiques, la technique d'estimation Logit est appropriée pour l'analyse statistique des données. De plus, l'utilisation de la procédure de correction de groupe pour l'estimation du modèle fut appliquée. Cette façon de faire évite les erreurs de types robustes.

L'approche d'échantillonnage aléatoire des mères, la prise en charge de la corrélation intracluster potentielle du terme d'erreur est assurée et le produit de la matrice de variance-covariance est cohérent. Le logiciel SPSS 25 était utilisé comme l'outil pour analyser et réaliser la régression logit. Il s'agit de substituer simultanément les équations (3), (4) et (5) avec les symboles correspondants de l'équation (6).

## 2.6. Résultats et discussion

Le tableau 1 présente les statistiques descriptives de l'échantillon étudié. Son analyse montre qu'en moyenne 53% d'enfants étaient des garçons et 47% étaient des filles. L'âge moyen d'enfants était d'environ 49 mois. En moyenne 89% d'enfants avaient reçu tous les vaccins de leur âge au moment de l'étude. La moyenne d'âge de leurs mères était de 35 ans. Cela indique qu'elles étaient relativement jeunes. La taille moyenne du ménage d'où provenaient les enfants était de 5 enfants, une taille inférieure à la moyenne nationale qui avoisine 7 enfants par ménage.



Tableau 1. Description de l'échantillon

| <i>Variables</i>         | <i>Description</i>                                | <i>Moyenne</i>       | <i>SD</i> |
|--------------------------|---------------------------------------------------|----------------------|-----------|
| Genre de l'enfant        | Genre de l'enfant (Masculin = 1, Féminin = 0)     | 0,53                 | 0,51      |
| Âge de l'enfant          | Âge de l'enfant (mois)                            | 48,5                 | 8,61      |
| Vaccination de l'enfant  | Enfant est vacciné (oui = 1, non = 0)             | 0,89                 | 0,21      |
| Âge de la mère           | Age of household head (years)                     | 35,25                | 5,76      |
| Taille du ménage         | Nombre de membres du ménage ()                    | 5,09                 | 1,16      |
| Ratio de la dépendance   | Ratio de dépendants sur la taille du ménage       | 58,0                 | 12,2      |
| Intervalle entre enfants | Mois séparant l' enfant des autres                | 16,91                | 0,33      |
| Éducation de la mère     | Nombre d'années d'études faites par la mère       | 13,01                | 3,11      |
| Revenu familial annuel   | Revenu familial par an (FC)                       | 350x10 <sup>3</sup>  | 416,81    |
| Kcal consommées/enfant   | Calories consommées par jour                      | 2235,5               | 314,8     |
| Avoirs de biens durables | Biens de valeur par ménage (en FC)                | 29,8x10 <sup>4</sup> | 251,06    |
| Durée d'allaitement      | Durée l'enfant est allaité /sa mère (mois)        | 17,4                 | 1,15      |
| Eau potable              | Accès à l'eau potable (oui = 1, non = 0)          | 0,35                 | 0,03      |
| Latrines internes        | Présence des toilettes internes (oui = 1,non = 0) | 0,28                 | 0,07      |

Le taux moyen de la dépendance était de 58%. Les mères d'enfants échantillonnés en moyenne totalisaient environ 13 ans de scolarité en d'autres termes elles ont fini généralement l'école primaire, car l'âge acceptable d'entrer au niveau primaire est de 6 ans en général. Le revenu annuel total du ménage était en moyenne de 350 x 10<sup>3</sup> Franc Congolais (FC) soit (291\$ US en 2017). Ce chiffre est inquiétant du fait que le ménage vit avec moins de 1\$ us par jour. Le chiffre des revenus confirme en outre le niveau de la pauvreté dans la Commune et même au niveau de la province. L'apport moyen en kilocalories était estimé à 2235,5 par individu par jour, ce qui est relativement inférieur à la recommandation de FAO de 2 500 kcal (Kabasele et al, 2017). Les biens de valeurs par ménage étaient évalués en moyenne à 29,8 x 10<sup>4</sup> FC. C'est le montant alloué à quelques biens des valeurs comme une maison durable, télévision, vélo, moto, DVD, radio, ordinateur, tablette et autre. Ce n'est pas étonnant de voir sa moyenne totalisée \$2483. C'est probablement grâce au prix des propriétés que ce montant atteint presque \$2500. Les résultats du tableau 1 montrent qu'environ 35% des ménages en moyenne ont l'accès à l'eau potable, tandis que 28% ont des toilettes hygiéniques dans la maison versus 72% avec les latrines qui favoriseraient les maladies infectieuses.

L'eau potable et les toilettes sont des indicateurs de la santé environnementale qui peuvent améliorer la santé et la nutrition des enfants. L'offre de l'eau potable est la responsabilité de l'État provincial et national. Ses infrastructures sont désuètes, délaissées, depuis un bon nombre d'années. Dans les années 80, presque chaque parcelle avait l'eau potable coulant du robinet. Présentement, la majorité des résidents de la Nganza se procurent de l'eau des sources sans désinfectants. Ce qui met à risque les enfants les rendant aussi susceptibles à la diarrhée et

autres infections. Pendant l'édition de cet article, ces résidents viennent de bénéficier l'eau de forage, une solution alternative avant que la Regideso rétablisse la distribution d'eau potable comme ce fut autrefois.

Les latrines les plus fréquentées sont installées à l'extérieur des maisons attirant ainsi plus des mouches, vecteurs des infections de tout genre. Autre fois, les services hygiènes étaient capables de les inspecter fréquemment. Ils recommandaient la désinfection à leurs propriétaires. Les services d'hygiènes appliquaient la réglementation sur la propreté comme il se devait. Présentement, rien n'est fait dans ce sens. Quand bien même ils peuvent opérer, la corruption surnommée motivation étant répandue partout au pays, il y a de fortes chances que les agents d'hygiène publique n'observent pas cette réglementation avec efficacité. La durée d'allaitement moyen pour les enfants de cette étude était 17,4 mois jusqu'au sevrage. Généralement 24 mois d'allaitement est la durée recommandée par l'OMS afin de permettre à l'enfant de bien grandir. En outre, l'intervalle entre les enfants qui se suivent avoisine la durée de l'allaitement soit 16,9 mois en moyenne.

Tableau 2. Statut nutritionnel des enfants de moins de 5 ans enquêtés à la Nganza

| <i>Variables</i> | <i>Description</i>            | <i>Moyenne</i> | <i>SD</i> |
|------------------|-------------------------------|----------------|-----------|
| TPA_Z            | Taille pour l'âge Score Zs    | 0,48           | 0,25      |
| PPA_Z            | Poids pour l'âge Score Zs     | 0,68           | 0,12      |
| PPT_Z            | Poids pour la taille Score Zs | 0,81           | 0,08      |

Les résultats de l'état nutritionnel des enfants de moins de 0 à 5 ans dans la Commune urbaine de la Nganza ont été présentés dans le tableau 2. Les scores Z moyens de la taille pour l'âge, du poids pour l'âge et du poids pour la taille étaient de 0,48 ; 0,68 et 0,81 respectivement. L'analyse de leurs écarts-types indique que les scores z de la taille pour l'âge varie le plus que les autres (0,25). Il est suivi de l'écart-type du Score Z du poids pour l'âge (0,12)

En moyenne, les résultats de l'état nutritionnel suggèrent que les enfants des ménages échantillonnés ont un problème de la malnutrition. Les uns ont les scores Z moyens étant supérieurs à moins de 2 écarts-types par rapport au score médian de la population de la référence. Les autres affichent les résultats contraires. Cette différence est consignée dans le tableau 3.

Tableau 3. Types de la malnutrition à la Nganza

| <i>Malnutrition</i>        | <i>% Retard de Croissance :</i> | <i>% insuffisance Pondérale :</i> | <i>% Émaciation</i> |
|----------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------|
|                            | <b>57,9</b>                     | <b>46,2</b>                       | <b>24,8</b>         |
| <i>Modérée</i>             | 39,0                            | 35,2                              | 14,2                |
| <i>Sévère</i>              | 18,9                            | 11,0                              | 10,6                |
| <b><i>Bien nourris</i></b> | <b>32,1</b>                     | <b>43,8</b>                       | <b>75,2</b>         |

Dans le tableau 3, la prévalence de la malnutrition sévère est définie comme le pourcentage d'enfants ayant un score Z inférieur à moins de 3 écarts-types par rapport à la médiane de la population de référence. Elle est modérée quand le score Z est inférieur à moins 2 l'écart-type de la population de la référence.

Les résultats du tableau 3 indiquent que 57,9% affichaient le retard de croissance 46,2% avaient un poids insuffisant par rapport à leur âge et 24,8% était émaciés. Parmi les enfants retardés en croissance, 18,9% présentaient les cas sévères alors que 39% des cas étaient modérés. Dans le groupe d'enfants ayant enregistré le poids insuffisant, les cas modérés avaient 35,2% tandis 11 % étaient considérés comme les cas sévères. Les mal-nourris aigus étaient classifiés en 14,2% pour les cas modérés vs 10,6% de cas sévères.

Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans en retard de croissance à la Nganza est préoccupant. Il démontre un recul qui ne peut enchanter les administratifs de la santé provinciale, car selon l'OMS, la RDC affichait un score de 42,7% d'enfants du même âge en 2014. C'est probablement à cause des événements de Kamuina Nsapu que la commune avait connus. Ces événements n'ont pas épargné la déstabilisation et le fonctionnement des infrastructures médicales de la Commune surtout à Muimba. Cette même justification reste valable pour la baisse de deux autres indices de la malnutrition notamment l'insuffisance pondérale et l'émaciation par rapport à la moyenne nationale des années passées. Bien avant les Kamuina Nsapu, la détérioration des infrastructures sanitaires était décrite par Kabasele et Tshibola, (2016). De ce fait, les événements de Kamuina Nsapu à eux seuls ne peuvent pas expliquer ce recul c'est ainsi qu'il a été important de déterminer les prédictors de la malnutrition à la Nganza.

Tableau 4. Facteurs déterminant la malnutrition à la Nganza

| Variables                       | État Mal nutritionnel de l'enfant |                        |                   |
|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-------------------|
|                                 | Retard de croissance              | Insuffisance pondérale | Émaciation        |
| <b>Constant</b>                 | <b>-8,248***</b>                  | <b>-7,270***</b>       | <b>-8,62***</b>   |
| Genre de l'enfant               | 0,109                             | 0,101                  | 0,790             |
| <i>Âge de l'enfant</i>          | <i>1,480**</i>                    | <i>1,561 **</i>        | <i>1,314**</i>    |
| <i>vaccination</i>              | <i>0,145**</i>                    | <i>0,198**</i>         | <i>1,391**</i>    |
| Âge de la mère                  | 0,373                             | 0,061                  | 0,16              |
| Taille du ménage                | 0,079                             | 0,081                  | 0,091             |
| <b>Intervalle entre enfants</b> | <b>-3,14***</b>                   | <b>-3,124***</b>       | <b>-3,101***</b>  |
| <b>Éducation de la mère</b>     | <b>-2,89***</b>                   | <b>-1657***</b>        | <b>-1,783***</b>  |
| <b>Revenu familial</b>          | <b>-2,35***</b>                   | <b>- 2,418***</b>      | <b>-2,07***</b>   |
| <b>Calorie consommées</b>       | <b>-122,7***</b>                  | <b>-129,801***</b>     | <b>-116,3***</b>  |
| Avoirs                          | <b>-130,44***</b>                 | <b>- 121,324***</b>    | <b>-153,87***</b> |
| <b>Durée d'allaitement mat.</b> | <b>-7,91***</b>                   | <b>- 6,211***</b>      | <b>-6,98***</b>   |
| <b>Accès à l'eau potable</b>    | <b>-1,521**</b>                   | <b>- 1,482**</b>       | <b>-1,594**</b>   |
| <b>Latrines internes</b>        | <b>-0,176**</b>                   | <b>- 0,253**</b>       | <b>-0,197**</b>   |
| Log-vraisemblance               | -44,95                            | -26,38                 | -76,12            |
| Pseudo R <sup>2</sup>           | 0,521                             | 0,481                  | 0,601             |

Les résultats de l'analyse de déterminants de la malnutrition infantile dans la Commune urbaine de la Nganza sont présentés dans le tableau 4. Il y a consistance quant aux signes des coefficients des toutes les trois colonnes des variables dépendantes. Les résultats de toutes les variables prédicteurs de la malnutrition qui sont positivement liées à la malnutrition ont un signe positif. Celles qui lui sont associées négativement ont un signe négatif. Par exemple, les résultats du tableau 3 montrent que l'âge de l'enfant est positivement lié à la probabilité de son retard de croissance, son insuffisance pondérale et son émaciation ce qui implique que toutes choses étant égales par ailleurs, les enfants plus âgés sont plus susceptibles d'être retardés en croissance, d'enregistrer un poids insuffisant pour leur âge et. Ce constat a été remarqué en Afghanistan par Akseer et al. (2018), au Nigeria par Kazeem et Musalia. (2018) et à Lubumbashi par (Mukalay et al., 2010).

Ces résultats sont contraires à ceux de (Aka et al, 2010). Cela est probablement dû à l'attention accrue portée aux enfants de sexe féminin, ainsi qu'à la réduction des soins et de l'attention accordée aux enfants plus âgés et sevrés.

L'apport calorique du ménage est négativement associé à la probabilité de voir les enfants enquêtés affichés un retard de croître, un poids insuffisant et une émaciation. En d'autres termes, les enfants enquêtés qui ont accès à plus des calories (c.-à-d. sécurité alimentaire) risquent moins de présenter le retard de la croissance, l'insuffisance pondérale et l'émaciation. Ce résultat a été constaté par El Bilali et al., (2018). Ils ont trouvé que l'état nutritionnel d'un enfant est dépendant de l'état nutritionnel général du ménage (El Bilali et al., 2018).

La durée d'allaitement a montré une relation très étroite, notamment avec la taille de l'enfant (Harris-Fry, et al., 2017). Dans le tableau 3, la durée de l'allaitement influence négativement la malnutrition infantile à la Nganza. Bon nombre d'auteurs ont mis en doute les capacités des femmes africaines illettrées à évaluer l'état nutritionnel de leur enfant en l'absence de consultations médicales. Cette étude n'était pas concernée par la capabilité ou la capacité des mères des enfants enquêtés à allaiter. Rappelons que notre objectif est de vérifier si la durée de l'allaitement de l'enfant de moins de 5 ans a une influence sur les trois indices de la malnutrition infantile. Elle a une relation négative avec la probabilité de voir les enfants de 5 ans et moins soient mal nourris. Spécifiquement l'allaitement prolongé confère une meilleure croissance en taille, avec effet positif sur le poids et de ce fait contre l'émaciation. L'effet bénéfique principal de l'allaitement prolongé reste la protection antibiotique qu'il offre aux enfants contre les maladies infectieuses.

La durée de l'allaitement est un facteur important, étant donné que beaucoup d'enfants étaient nourris au sein. La malnutrition chronique ne survient qu'après le sevrage (Ajieroh, 2010). L'éducation de la mère a une relation négativement et statistiquement significative avec l'incidence de la malnutrition infantile à la Nganza. Elle suggère que l'amélioration de l'éducation de la mère réduirait le niveau de malnutrition infantile. Abondant dans le sens, Britto et al., (2017) trouvent qu'investir en capital humain dans l'amélioration de la santé des enfants est plus qu'important. Les mères scolarisées tendent à être mieux informées des besoins nutritionnels de leurs enfants et ceux de leurs ménages et elles offrent ainsi les meilleurs soins alimentaires suite à leur prise de conscience. Avoir les toilettes internes dans le ménage a un effet négatif important sur la probabilité de retard de croissance, le poids insuffisant et l'émaciation. Cela n'est pas surprenant, car les meilleures conditions sanitaires réduisent le risque des maladies infectieuses et de la malnutrition. De même, l'accès à l'eau potable réduit la probabilité de l'incidence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans. Eau propre et les toilettes sont des variables de la santé publique qui, selon la littérature, contribueraient à améliorer le statut de la qualité nutritionnelle des aliments pour les enfants (Harris-Fry et al., 2017 ; Kara et al., 2014).

La colonne 2 du tableau 4 montre les déterminants de l'insuffisance pondérale et la colonne 3 concerne les prédictors de l'émaciation chez les enfants de 0 à 5 ans.

## CONCLUSION

Dans cet article, la prévalence et les déterminants de la malnutrition chez les enfants de 0 à 5 ans ont été examinés pour la Commune de la Nganza. Deux techniques statistiques (la descriptive et la régression logit) ont été utilisées pour analyser les données anthropométriques recueillies auprès de 227 enfants. L'analyse de régression logit était basée sur trois indices binaires de la malnutrition. Les outils logiciels pour arriver aux résultats étaient le NutriSurvey et le SPSS V 25.

Les principales conclusions de cet article sont les suivantes. Concernant la prévalence de la malnutrition à la Nganza, 57,9% ; 46,7% et 22,8% d'enfants enquêtés présentaient un retard de croissance, un poids insuffisant et une émaciation respectivement. Ces chiffres sont bien préoccupants, car plus élevés que les moyennes enregistrées en 2014 pour la RDC. Qui pis est, aucune mesure n'est prise pour remédier la situation.

En général, l'analyse descriptive des données indique que les enfants des ménages moins nantis affichaient plus les signes de la malnutrition que ceux étant en possession de biens de valeur, toilettes internes, accès à l'eau potable et autres caractéristiques socioéconomiques. Ceci soulignerait l'importance du revenu et avoir de ménages dans l'état nutritionnel des enfants.

L'analyse de régression a révélé que les variables relatives à l'enfant (âge et sexe), les variables relatives à la mère (éducation, revenu, taille de la famille, nutrition) et les variables relatives à la santé publique (eau potable, vaccination et latrines internes) étaient les déterminants significatifs de la malnutrition chez les enfants de moins ou égale à 5ans. Il a été constaté que, toute chose restant égale par ailleurs, le genre et l'âge des enfants étudiés n'influencent pas leur état nutritionnel.

La scolarité de la mère est importante dans tous les 3 modèles des régressions, ce qui indique que la nutrition des enfants s'améliorera avec la scolarité de la mère. L'accès à l'eau potable et la disponibilité des toilettes internes réduisent également le risque de malnutrition infantile. Ceci est conforme aux recherches précédentes dans d'autres pays. La taille du ménage, l'âge de la mère, le ratio de dépendance et le genre de l'enfant sont insensibles ou sans effet statistiquement significatif à la malnutrition infantile dans la Commune de la Nganza.

Les résultats de cette étude ont des implications politiques importantes pour la réduction de la malnutrition chez les enfants à Kananga.

Premièrement, le fait que la scolarité de la mère soit clairement un facteur déterminant est une indication de l'importance de sa formation scolaire et professionnelle. C'est elle qui la rend habile, compétente et apte à comprendre quelques notions sanitaires et nutritionnelles pour l'enfant, la famille et pour elle-même. De ce fait, mieux la mère de l'enfant est scolarisée, moins son enfant est susceptible de souffrir de la malnutrition. Pour une province dont la tradition souhaite faire étudier plus les garçons que les filles, réduire la malnutrition infantile avec l'initiative de la scolarisation des femmes doit être repensée, car elle exige le changement des mentalités. C'est un grand défi à relever. Il est impérieux de le faire. Après tout, la

responsabilité de l'alimentation et de soins sanitaires des enfants est à leur charge. Disons que tout autre élément déterminant la malnutrition étant fixe, la qualité de l'alimentation et les soins sanitaires offerts aux enfants reflètent le niveau de scolarité de leurs mères. Il faut donc cibler les femmes enceintes, les associations des femmes, les coopératives pour bénéficier de programmes spécifiques d'éducation et de soins de santé. Ces programmes spécifiques d'éducation et de santé pourraient être inclus dans le programme d'enseignement formel. De cette façon, dès l'adolescence déjà, les filles et les garçons sont informés sur la prévention contre la malnutrition. Deuxièmement, l'accès à l'eau potable pour les communes provinciales urbaines et rurales est un facteur déterminant très important de la malnutrition. Une eau propre empêchera la propagation des maladies qui peuvent affecter négativement la santé et la nutrition non seulement des enfants, mais aussi des adultes. Les ménages devraient être encouragés à installer des toilettes sanitaires et descentes. Les services d'hygiène publiques peuvent légiférer pour contraindre tous les ménages à observer un environnement propre et sain.

Enfin, il est important d'interpréter les résultats de cette étude avec prudence, car elle n'a pu tenir compte de poids à la naissance des enfants et l'ordre de leur naissance. Ces variables seraient importantes pour l'état nutritionnel des enfants. De plus, l'échantillon de 227 enfants de 0 à 5 ans a été jugé relativement petit par un des correcteurs. Donc, inclure dans l'étude d'autres variables spécifiques à l'enfant telles que le précédent sanitaire (maladies contractées depuis la naissance), son poids à sa naissance, et agrandir la taille de l'échantillon pourraient produire des résultats plus robustes.

## RÉFÉRENCES

- Agarwal, B. 2018. Gender equality, food security and the sustainable development goals. *Curr. Opin. Environ. Sustain.* 34: 26-32.
- Ake Odile Tano, [Issaka Tiembré](#), Yao Eugène Konan, [Philippe Donnen](#), [N'cho Simplicie Dagnan](#), [Kouamé Koffi](#), Alimata Jeanne Diarra-Nama et [Michèle Dramaix](#). 2010. Malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans au nord de la Côte d'Ivoire [Santé Publique Vol. 22](#), No 2. Pp 213 -220.
- Ajieroh, V. 2010. A Quantitative Analysis of Determinants of Child and Maternal Malnutrition in Nigeria. IFPRI Nigeria Strategy Support Program, Brief No. 11, 2010
- Akseer, N., Z. Bhatti, T. Mashal, S. Soofi, R. Moineddin, R.E. Black and Z.A. Bhutta. 2018. Geospatial inequalities and determinants of nutritional status among women and children in Afghanistan: an observational study. *Lancet Glob. Health.* 6(4): 447-459
- Baye, K. 2017. The Sustainable Development Goals cannot be achieved without improving maternal and child nutrition. *J. Public Health Policy.* 38(1) 137-145.
- Britto, P.R., S.J. Lye, K. Proulx, A.K. Yousafzai, S.G. Matthews, T. Vaivada, R. Perez-Escamilla, N. Rao, P. Ip, L.C.H. Fernald, H. MacMillan, M. Hanson, T.D. Wachs, H. Yao, H. Yoshikawa, A. Cerezo, J.F. Leckman and Z.A. Bhutta. 2017. Nurturing care: promoting early childhood development. *Lancet.* 389(10064): 91-102
- Das, K. 2017. Conflicts Leave a Trail of Poverty and Malnutrition: Evidences from Assam. In: De, U.K., Pal, M., Bharati, P. (Eds.), *Inequality, Poverty and Development in India: Focus on the North Eastern Region*. Springer Singapore, Singapore, p. 363-381.
- El Bilali, H., C. Callenius, C. Strassner and L. Probst. 2018. Food and nutrition security and sustainability transitions in food systems. *Food Energy Security.* doi:10.1002/fes3.154.



FAO,2018. Sustainable Development Goals. <http://www.fao.org/sustainable-development-goals/goals/goal-2/en/>.

Harris-Fry, H., N. Shrestha, A. Costello and N.M. Saville. 2017. Determinants of intra-household food allocation between adults in South Asia – a systematic review. *Int. J. Equity Health*. 16: 107.

Kabasele, E. M et R.N. Tshibola, 2016. La Réduction de la pauvreté dans l'ex Kasai Occidental : Chimère ou Réalités. *Le Semeur du Kasai Revue pluridisciplinaire* Numéro 1/2016 Pp 39-54.

Kabasele E M, Jean Pierre N. Kanku, Jean Claude M. Tshilumbayi, Crispin Tshibangu Bampidié, André Biakane Kabasele, 2017. Analyse des contraintes de l'autosuffisance alimentaire des ménages à Demba. *Le Semeur du Kasai Revue pluridisciplinaire* Numéro 2/2017 Pp. 33-52.

Kara Ros, Aleksan Shanoyan, and Yacob Zereyesus. 2014. Longitudinal analysis of child malnutrition trends in Ghana. Agrecom Dpt. Kansas State University, Manhattan, KS, USA.

Kazeem, A. and J.M. Musalia. 2018. The implication of early childhood malnutrition for age of entry into primary school in Nigeria. *Child Ind Res*.<https://link.springer.com/article/10.1007/s12187> -

Mainali, B., J. Luukkanen, S. Silveira and J. Kaivooja.2018. Evaluating synergies and trade-offs among Sustainable Development Goals (SDGs): Explorative analyses of development paths in South Asia and Sub-Saharan Africa.*Sustainability*. 10(3): 815

Ministère du Plan et Macro International. Enquête Démographique et de Santé, République Démocratique du Congo 2007. Calverton, Maryland, U.S.A.: Ministère du Plan et Macro International :2008.

Mukalay Abdon W.M, Prosper M.K. Kalengav, Michèle Dramaix, Philippe Hennart, Carole Schirvel, Lydia M. Kabamba, Benjamin I. Kabyla, Philippe Donnen.2010. Facteurs prédictifs de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de cinq ans à Lubumbashi(RDC) *Santé publique*, Vol 22, n°5, Pp.541-550

Uzma Iram, Muhammad Sabihuddin Butt, 2004. Socioeconomic and environmental determinants of child-care patterns of preschoolers in Pakistan. *International Journal of Social Economics*. Vol. 31 No. 3, Pp. 218-238.  
<https://wikimonde.com/article/Kasai-Central>



**La promotion de l'aviculture familiale des poules de races locales,  
l'une des solutions aux problèmes socio-économiques dans les ménages  
de la ville de Kananga**

Alphonse Tshikunga Tshibawu  
Assistant/ISDR-Tshibashi

---

**INTRODUCTION**

Dans son rapport annuel du 14/10/2015, publié par la Radio Okapi, le 15/10/2015 sur le site [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net), le FMI déclare que la RD Congo présente un visage paradoxal d'un pays immensément riche en ressources naturelles où la pauvreté est « généralisée ». Selon ce même organisme, 8 personnes sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté absolue qui est estimé à 1,25 dollar américain par personne par jour.

Selon le Petit Larousse illustré (2010), la pauvreté est un manque d'argent, de ressources. C'est un état de celui qui a peu de ressources, de biens, d'argent. Le mot « ressources » signifie moyens d'existence d'une personne, éléments de la richesse ou de la puissance d'une nation (idem, 2010). La pauvreté est un concept multidimensionnel comme le dit Grégoire NGALAMULUME TSHIEBUE (2016, pp.54-55), parce qu'elle intéresse plusieurs aspects tant individuels que communautaires, et selon les milieux où l'on se trouve. Dans notre contexte, nous nous limitons à l'aspect ressources (ou revenu) de l'individu.

Les causes de la pauvreté sont entre autres : la mauvaise gouvernance, l'insécurité, le chômage, le salaire insignifiant, l'analphabétisme, l'exode rural, la paresse, l'ignorance (ou manque d'information), etc. (Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, pp.25-28). La pauvreté a comme conséquences, les conflits dans la communauté entre les riches et les pauvres, la malnutrition, la mortalité infantile, le manque d'accès aux soins médicaux et aux différents services sociaux de base, la réduction de l'espérance de vie, manque de logement et d'habillement décents, etc. (Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, pp.16-18).

Or, l'élevage peut permettre de lutter contre la pauvreté en fournissant une quantité suffisante de protéines animales pour l'équilibre de la santé humaine, ainsi qu'un revenu pour la famille. Cela permet de résoudre tant soit peu les problèmes socio-économiques de l'habitant de Kananga qui s'adonnerait à cette activité. Pour ce faire, nous proposons l'élevage des poules de race locale, car c'est l'élevage le plus pratiqué à Kananga (cf. Tableau n°2).

Cependant, à Kananga on connaît des difficultés énormes dans l'exploitation avicole. Cela constitue un frein incalculable au progrès de cette activité. Vu les conséquences de la pauvreté que l'habitant de Kananga est en train de subir, nous proposons comme solution, la promotion

de l'élevage familial des poules de race locale en suggérant quelques améliorations dans la manière d'élever cette volaille pour que l'éleveur puisse en tirer profit.

Dans notre rédaction, nous avons répondu aux questions suivantes :

1. Quelles peuvent être les difficultés rencontrées en élevage familial des poules de race locale à Kananga ?
2. Quels profits l'aviculteur de Kananga tire-t-il de cette activité ?
3. Quels remèdes préconiser, pour la promotion de l'aviculture familiale à Kananga ?

L'aviculture est l'élevage des oiseaux, des volailles (Le Robert de poche, France, 2006, p. 59). Ici, il s'agit de la poule de race locale. L'élevage c'est l'action d'élever, loger les animaux domestiques, les faire naître (reproduire), les faire grandir, les entretenir, les nourrir, les soigner les faire produire pour en tirer profit (Le Robert de poche, France, p.250).

D'aucuns pourraient se demander pour quelle raison nous nous sommes intéressés à l'aviculture familiale de poule de race locale au lieu de parler des autres espèces animales. Dans notre observation, en regardant autour de nous, nous avons remarqué que la poule de race locale est l'oiseau le plus élevé et le plus utilisé dans notre milieu par la majorité des ménages à Kananga comme le prouve notre enquête sur terrain dans le tableau n°1 ci-dessous. Cette poule est rustique, d'élevage facile et peu exigeante du point de vue alimentaire. Sa commercialisation est rapide par rapport à d'autres espèces comme le canard, la pintade, le dindon, le lapin ...

**Tableau n°1 : Différentes espèces animales élevées chez nos enquêtes**

| Espèces animales élevées | Effectifs |          | %     |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
|                          | Maximum   | Exprimés |       |
| <b>Poules</b>            | 150       | 140      | 93,33 |
| <b>Pintades</b>          | 150       | 5        | 3,57  |
| <b>Dindons</b>           | 150       | 0        | 0     |
| <b>Canards</b>           | 150       | 40       | 33,33 |
| <b>Porcs</b>             | 150       | 30       | 20    |
| <b>Chèvres</b>           | 150       | 20       | 13,33 |

Dans le tableau n°1, nous constatons que la poule est l'espèce la plus élevée dans les ménages des Kananga à 93,3% suivie de canard à 33,3%. Cela nous a poussés à nous intéresser plus à la promotion de l'élevage familial des poules de race locale, vu surtout que l'éleveur connaît beaucoup de difficultés dans son élevage. Et pourtant il y a moyen de surmonter ces difficultés et de tirer profit de cette activité.

Dans notre investigation sur terrain, nous avons enregistré une panoplie d'écueils qui seraient à la base des échecs en aviculture familiale à Kananga.

Nous allons le découvrir dans les lignes qui vont suivre.

Pour arriver à la promotion de l'aviculture familiale, nous proposons les remèdes en tenant compte des difficultés trouvées chez l'aviculteur au cours de notre enquête sur terrain.

Pour cela nous nous proposons :

- de décrire comment se pratique l'aviculture familiale de la race locale des poules à Kananga pour mettre en exergue les difficultés rencontrées dans cette activité;
- de chercher à savoir quels avantages l'aviculteur peut tirer de cette activité ;
- de suggérer les remèdes à y apporter pour la promotion de cette activité en fonction des difficultés cernées lors de nos échanges avec les aviculteurs sur terrain.

En notre qualité de spécialiste en production et santé animale, il est de notre devoir d'apporter notre modeste contribution afin d'aider, par nos conseils, les aviculteurs de la ville de Kananga, ville située dans la province du Kasai Central, en République Démocratique du Congo, à améliorer leur activité avicole de type familial. Cela pourrait les aider à subvenir à leurs besoins. Notre étude s'étend sur deux ans, de 2014 à 2015. Pendant cette période, nous avons vacciné les poules de race locale contre la pseudo-peste aviaire sur la ville de Kananga. À cette occasion, les aviculteurs nous ont présenté beaucoup de problèmes auxquels ils sont confrontés dans cette activité.

Pour cette étude, nous avons mené notre enquête sur un échantillon de 140 éleveurs des poules tirés au hasard en prenant 1 ménage après chaque 10 parcelles, dans les communes de Kananga, de Katoka et de Ndesha. (cf. tableau n°2).

**Tableau n°2 : Échantillon d'enquêtes en rapport avec le nombre des poules**

| N° | COMMUNES | SEXES |      | Total | %     | Nbre de poules | Moyenne |
|----|----------|-------|------|-------|-------|----------------|---------|
|    |          |       |      |       |       |                |         |
| 1  | KANANGA  | 26    | 35   | 61    | 43,57 | 443            | 7,2     |
| 2  | KATOKA   | 21    | 18   | 39    | 27,86 | 284            | 7,2     |
| 3  | NDESHA   | 17    | 23   | 40    | 28,57 | 168            | 4,2     |
| 4  | TOTAL    | 64    | 76   | 140   | 100   | 895            | 6,3     |
|    | %        | 45,7  | 54,3 | 100   |       |                |         |

Au cours de notre enquête, nous avons eu l'occasion de rencontrer 140 personnes qui correspondent aux ménages éleveurs des poules de race locale. Nous avons interrogé 64 hommes, soit plus ou moins 45,7% des enquêtés, et 76 femmes qui correspondent à 54,7% des enquêtés. L'homme ou la femme interrogé (e) pour l'enquête a été trouvé(e) à la maison lors de l'enquête.

Ces enquêtés appartiennent aux différentes catégories socioprofessionnelles qui se répartissent comme suit :

**Tableau n°3 : Catégories socioprofessionnelles de l'échantillon**

| PROFESSION   | HOMME | FEMME | TOTAL | %    |
|--------------|-------|-------|-------|------|
| SALARIE      | 22    | 5     | 27    | 19,2 |
| COMMERÇANTS  | 2     | 23    | 25    | 17,8 |
| CULTIVATEURS | 17    | 28    | 45    | 32,1 |
| TOUS TRAVAUX | 12    | 5     | 17    | 12,1 |
| SANS EMPLOI  | 0     | 15    | 15    | 10,7 |
| PASTEURS     | 11    | 0     | 11    | 7,8  |
| TOTAL        | 64    | 76    | 140   |      |

## **1. L'AVICULTURE FAMILIALE DE RACES LOCALES DES POULES À KANANGA**

En vue de cerner les problèmes qui se posent en aviculture familiale des poules de races locales, nous allons essayer de découvrir et de décrire l'aviculture familiale telle qu'elle se pratique à Kananga en prenant en compte les races locales élevées, le logement de la poule, l'alimentation, la reproduction et les soins vétérinaires administrés aux poules.

### **1.1. Les races locales élevées**

La race est un groupe d'animaux domestiques de même espèce ayant une origine commune et certains caractères héréditaires semblables, formé par l'homme dans les mêmes conditions naturelles et artificielles du milieu pour certains buts bien déterminés. (TUDORASCU R. et PETRESCU G., 1974, p.58). Selon Jean Gilain (s.d. p.210). Il existe les races naturelles et les races artificielles. La race naturelle sauvage représente l'ancêtre des races domestiques. C'est ainsi que la poule *Bankiva* est l'ancêtre de la poule domestique.

***Les races naturelles domestiques*** *n'ont aucune fonction spécialisée* : de constitution robuste, de tempérament énergétique, elles sont bien adaptées à leur aire géographique. Non exploitées par les indigènes, elles sont soumises à la seule sélection naturelle. C'est à ce groupe des races domestiques naturelles qu'appartiennent les poules de races locales. Grâce aux améliorations du milieu, une meilleure alimentation, associée à une hygiène bien comprise, les races domestiques naturelles peuvent s'améliorer dans leur conformation, leur rendement. (J.GILAIN, s.d.p. )

Généralement, on classe les poules par rapport à leur production (viande, œufs ou les deux à la fois), leur morphologie ou la couleur de leur plumage. Ainsi, on peut distinguer : la race de ponte, la race à viande et la race mixte. Les poules de races locales sont utilisées pour les œufs et la viande. Ce sont des races mixtes. Elles sont rustiques et ne présentent pas de grandes difficultés d'alimentation et de soins. L'inconvénient est que par an, une poule pond 50 à 60 petits œufs de plus ou moins 30 grammes. Selon leur plumage et leur morphologie, on distingue : la race commune, la race à cou nu, la race naine, race au plumage ébouriffé ou frisé.

**La race commune ou race moyenne.** Elle a un plumage varié, noir, noir tacheté, rouge, gris perdrix, etc. Elle a un instinct de couvaison très prononcé ; son poids moyen à l'âge adulte est compris entre 1 et 2,5 kilos de poids vif.

**La race à cou nu.** Elle est caractérisée par l'absence des plumes sur le cou et sur la région médio-ventrale correspondant au jabot et parfois les plumes manquent sur la tête. Elle pèse en moyenne 0,9 à 1,2 kilo de poids vif à l'âge adulte.

**La race naine.** Elle est courte sur pattes et de petite taille, elle est très rustique et bonne couveuse. Son plumage est varié. L'adulte pèse 0,8 à 1 kilo de poids vif.

**La race au plumage ébouriffé ou frisé.** C'est une race dont les plumes ont le dessous vers le dessus. Elle se présente comme si elle a été lavée et frictionnée. Elle est rare, mais s'adapte bien aux conditions difficiles. La poule adulte pèse 0,8 kilo et le coq pèse 1,65 kilo.

À Kananga la race la plus utilisée est la race commune suivie de la race à cou nu. Les deux autres races sont rares dans beaucoup de poulaillers.

## 1.2. Logement des poules chez l'aviculteur de Kananga

La plupart des éleveurs des poules à Kananga n'ont pas construit des poulaillers appropriés. Pendant la journée, les poules sont laissées en divagation, sans abri, à la merci de différents prédateurs (éperviers, chiens, porcs, voleurs...), exposées aux maladies contagieuses et aux accidents de circulation. Ce système est à la base de beaucoup de pertes.

Pendant la nuit, les poules sont logées soit dans une pièce servant de cuisine, soit dans un coin du salon, mises dans un carton ou dans une cage traditionnelle (cf. tableau n°4). Cela peut entraîner des zoonoses.

**Tableau n°4 : les logements de poules à Kananga**

| L'endroit où les poules logent | Fréquences | %          |
|--------------------------------|------------|------------|
| Poulailler                     | 5          | 3,6        |
| Cuisine                        | 115        | 82,1       |
| Salon                          | 19         | 13,6       |
| Sans avis                      | 1          | 0,7        |
| <b>Total</b>                   | <b>140</b> | <b>100</b> |

Comme nous pouvons le constater dans le tableau n°4, 82,1 % des aviculteurs loge les poules dans la cuisine, d'autres soit 13,3% les logent dans le salon, dans un carton ou dans une cage traditionnelle. Il n'ya que 3,5% qui logent leur volaille dans un poulailler approprié. L'éleveur qui n'a pas construit le poulailler de sa part avance comme raison de cette pratique, l'insécurité de ses poules ; lorsqu'elles sont logées en dehors de sa maison d'habitation, on peut les voler.

### 1.3. L'alimentation des poules en aviculture familiale à Kananga

Au cours de notre enquête sur terrain, nous avons cherché à savoir si l'aviculteur familial assure l'alimentation de ses poules. Pour la plupart de ces éleveurs, la poule étant laissée en divagation, elle se débrouille seule, à la recherche de sa nourriture. Alimenter la poule n'est pas la préoccupation de l'éleveur. La petite frange des éleveurs qui logent leurs poules dans le poulailler est la seule qui pense aussi à apporter l'aliment à ses poules.

Pour ceux qui ne donnent pas l'aliment à leurs poules, la raison avancée par la plupart d'entre eux est qu'ils manquent les moyens pour acheter les ingrédients qui peuvent servir à la composition de la ration alimentaire à donner à leurs poules (cf. tableau n°5)

**Tableau n°5 : avis sur l'alimentation des poules par l'éleveur**

| Avis      | Fréquences | %    |
|-----------|------------|------|
| Oui       | 40         | 28,5 |
| Non       | 93         | 66,4 |
| Sans avis | 7          | 5    |
| Total     | 140        | 100  |

Dans ce tableau nous constatons que 93 enquêtés soit 66,4 ne nourrissent pas leurs poules. Ils les laissent se débrouiller, en divagation à la recherche de l'aliment ; 40 soit 28,57 seulement nourrissent leurs poules.

Ces derniers, quoique nourrissant leurs poules, ne leur donnent pas un aliment équilibré, car ne connaissant pas les proportions des ingrédients qu'il faut mettre dans la composition de la ration pour apporter les éléments de la ration (protéines, glucides, lipides, vitamines oligoéléments et minéraux) nécessaires afin d'assurer une croissance harmonieuse, une bonne production animale et un bon entretien de l'organisme. Comme aliment, ces éleveurs donnent à leurs poules : les restes ménagers (bidia, sons de maïs), les déchets de fretins, les sons de riz. Ces ingrédients sont de qualité non appropriée et en quantité insuffisante. Avec l'alimentation pareille, l'aviculteur ne doit pas s'attendre à de bonnes performances de sa volaille quant à la croissance harmonieuse, à la production des œufs et de la viande ainsi qu'à la bonne reproduction.

### 1.4. La reproduction des poules en aviculture familiale à Kananga

La reproduction est la fonction par laquelle les êtres vivants perpétuent leur espèce. C'est l'action de donner naissance à des êtres de son espèce (Larousse dictionnaire de Français).

Pour la reproduction des poules en aviculture familiale de la race locale à Kananga, chaque matin, on assiste à des scènes insolites : les enfants amènent une poule avec une patte liée à une corde allant à la recherche d'un coq du quartier. Dès qu'ils trouvent le coq du quartier, ils jettent leurs poules vers le coq afin que celui-ci monte sur la poule.

La plupart des éleveurs ne songent pas à avoir un coq dans leurs troupeaux. La plupart des éleveurs vendent leurs coqs. Ils ne restent qu'avec les troupeaux des femelles (poules) dans leurs élevages.

Le danger de cette pratique est qu'il suffit que le coq du quartier soit atteint d'une maladie contagieuse pour que toutes les poules du quartier soient aussi contaminées. Et l'aviculteur verra tout son élevage décimé.

En outre, en cas d'absence d'un coq dans le quartier, l'éleveur aura les œufs non fécondés et improductifs des poussins. Le plus souvent, l'éleveur se contente de voir sa poule saillie, sans tenir compte de la qualité génétique du coq qui a sailli sa poule. Cela ne peut pas permettre à l'aviculteur d'avoir les poussins de bonne qualité génétique.

### 1.5. Des soins vétérinaires administrés en aviculture familiale

Lors de nos investigations sur terrain, nous avons interrogé les aviculteurs sur les difficultés majeures qu'ils rencontrent dans leurs élevages. Comme on peut le constater dans le tableau n°6, des difficultés majeures rencontrées par l'aviculteur dans cette activité viennent en premier lieu, les maladies, ensuite vient le vol.

**Tableau n°6 : Difficultés rencontrées en élevage des poules de races locales**

| Difficultés rencontrées par l'éleveur | Effectifs  |           | %         |
|---------------------------------------|------------|-----------|-----------|
|                                       | Maximum    | Exprimé   |           |
| <b>Maladies</b>                       | 140        | 121       | 86,6      |
| <b>Vol</b>                            | 140        | 112       | 80        |
| <b>Manque d'argent</b>                | <b>140</b> | <b>14</b> | <b>10</b> |

Comme nous venons de le voir dans le tableau n°6, parmi nos enquêtés, sur 140 personnes, 86,6% réponses concernent les maladies. Dans les réponses données par les mêmes 140 personnes, nous avons eu 80% réponses qui visent le vol. Cela nous montre que les maladies priment sur le vol.

C'est ainsi que nous avons cherché à savoir qu'elle est la principale maladie qui frappe les poules en aviculture familiale des races locales. Des réponses reçues de la part des aviculteurs, il s'est avéré que la principale maladie observée par beaucoup d'éleveurs est la maladie de Newcastle ou pseudo peste aviaire qui fait ravage dans les poulaillers des aviculteurs locaux. Après la maladie de Newcastle vient la pullorose aviaire (voir tableau n°7).

**Tableau n°7 : Principale maladie observée en aviculture familiale de Kananga**

| <b>Maladie observée</b>     | <b>Fréquence</b> | <b>%</b>   |
|-----------------------------|------------------|------------|
| Pseudo peste aviaire        | 91               | 65         |
| Pullorose (Typhose aviaire) | 42               | 30         |
| Autres                      | 2                | 1,43       |
| Sans avis                   | 5                | 3,57       |
| <b>Total</b>                | <b>140</b>       | <b>100</b> |

Dans les autres cas, nous avons les maladies comme la variole aviaire, les verminoses, etc. Les sans avis sont les éleveurs qui n'observent pas l'état de santé de leurs poules pour savoir si elles sont malades ou non.

Quant aux soins vétérinaires administrés par l'aviculteur, celui-ci se contente de recourir seulement à la naturothérapie, en utilisant différentes parties des plantes (feuilles de chanvre, piment, racines de papayer) lorsque la maladie éclate dans son élevage. L'aviculteur recourt rarement aux produits vétérinaires pour le traitement des maladies chez sa volaille. Cette situation est à la base du découragement des éleveurs des poules qui arrivent parfois même à abandonner cette activité lorsqu'il n'y a pas de bons résultats.

En analysant la manière dont l'élevage des poules de races locales est pratiqué à Kananga, nous constatons que les difficultés qui handicapent cet élevage sont dues à l'absence de logement approprié pour la volaille, la carence alimentaire, le mauvais choix des reproducteurs, les maladies et l'absence des soins appropriés, le manque d'organisation des éleveurs en regroupements. Tout ceci découlant de manques de connaissances (ou d'informations) en matière avicole.

## **2. CONTRIBUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AVICULTURE FAMILIALE À LA VIE DES MÉNAGES À KANANGA**

L'intérêt de l'homme pour l'aviculture est déterminé par les avantages qu'il tire de cette activité. Celle-ci contribue à résoudre beaucoup de problèmes de la famille éleveuse. À la question posée à nos enquêtés par rapport à la destination des produits de leur élevage, ils nous ont donné plusieurs avantages qu'ils bénéficient de cette activité, sur les plans économique, social, coutumier, agricole.

### **2.1. Sur plan économique**

L'aviculture permet à l'éleveur de faire l'épargne dans son troupeau. Il peut acheter les poussins âgés de plus ou moins deux mois et qu'il pourra revendre après quatre mois d'élevage et gagner de l'argent. La commercialisation de la poule de race locale à Kananga est facile. Elle est rapidement achetée par rapport aux autres espèces animales comme : pintade, canard, dindon, lapin, etc. Car on assiste souvent à la scène « cage contenant une poule à l'allée au marché, et cage contenant la farine, les fretins, et de l'huile au retour du marché ».



## **2.2. Sur le plan social**

L'aviculture fournit les œufs et la viande de la poule qui sont des aliments très riches en protéines, éléments nécessaires pour les jeunes en croissance, des femmes enceintes et des convalescents. La poule est consommée pendant les fêtes de fin d'année et les fêtes de première communion pour les chrétiens protestants ou catholiques. Elle permet de recevoir les visiteurs de marque dans la famille (gendre, belle-mère, beau-père, etc.)

La vente des œufs de poule et/ou des poules permet de répondre aux différents besoins de la famille, notamment : payer les frais scolaires des enfants, acheter l'uniforme et les fournitures scolaires des enfants, acheter les habits pour les membres de la famille, payer les soins médicaux pour les membres de la famille des malades, etc.

## **2.3. Sur le plan coutumier**

La poule est aussi utilisée dans les cérémonies traditionnelles comme le mariage, le deuil, la communication avec les ancêtres, etc.

## **2.4. Sur le plan agricole**

Les matières fécales (ou fientes) collectées lors du balayage de l'endroit où les poules passent la nuit sont répandues dans le jardin afin de fertiliser le sol où l'on plante les légumes pour améliorer son rendement.

Au cours de notre enquête, nous avons constaté que la moyenne de nombre des poules par ménage est de 7 à 8. Un tel cheptel ne peut pas permettre de trouver satisfaction à autant de besoins qui se présentent dans la famille de l'aviculteur. À cet effet, nous proposons ce qu'il faut faire pour la promotion de l'aviculture familiale afin que celui qui la pratique puisse résoudre ses problèmes socio-économiques en mettant en pratique les techniques que nous mettons à sa disposition à travers cet article.

## **3. REMÈDES À APPORTER POUR LA PROMOTION DE L'AVICULTURE FAMILIALE À KANANGA**

Dans notre contexte, nous entendons par « promotion de l'aviculture familiale », une action visant à élever à un niveau supérieur, l'élevage des poules de race locale. Autrement dit, c'est une action de favoriser l'élevage des poules de race locale, ou encore l'action d'encourager l'éleveur des poules de race locale à élever ses poules en améliorant les conditions d'élevage pour qu'il parvienne à en tirer profit et par ricochet, à résoudre certains problèmes d'ordre social et économique de sa famille. Cependant, cette activité ne manque pas de présenter certaines difficultés (problèmes) qui sont à la base du découragement de l'éleveur qui continue de croupir dans la misère. Par conséquent, il nous semble opportun d'apporter comme remèdes pour la

promotion de l'aviculture familiale des races locales à Kananga, les améliorations de logement de ces poules, de l'alimentation des poules, de la reproduction et de leur santé.

### **3.1. Les améliorations de logement des poules**

Nous préconisons la mise en place d'un poulailler amélioré qui protège les poules contre les intempéries (vents, pluie, soleil), évite l'entrée des microbes et des parasites, permet de contrôler les effectifs, facilite le travail humain et rend possible le ramassage et le stockage du fumier qui peut être utilisé pour la fertilisation du sol ou vendu.

Ce poulailler amélioré sera contigu à la maison d'habitation pour éviter le vol. Il doit répondre aux exigences minimales de densité, de sécurité pour les animaux et de facilité de travail pour l'éleveur (ou volailler) afin de faciliter l'hygiène du poulailler. Il faut séparer le logement des adultes de celui des jeunes (0 à 3 mois) pour lesquels il faut construire une poussinière juxtaposant le bâtiment principal. Une caisse en bois peut servir de poussinière. De ce système on peut protéger les jeunes des prédateurs et des maladies qu'ils subiraient en milieu adulte. La construction du poulailler devra être la moins chère possible. D'où il faut de préférence recourir aux matériaux locaux.

Pour contenir les animaux afin d'éviter le vol, les prédateurs et la divagation qui causent beaucoup de pertes, il faut aménager une clôture de plus ou moins deux mètres de haut en matériaux locaux (osiers, claustras en bois, hampes de palmes). Pour l'aménagement du local, le sol du poulailler est dur, damé et couvert d'une litière à base de copeaux de bois non traités, d'écorces d'arachide, de paille hachée ou de balles de riz. Les nids seront disposés contre le jour afin de procurer une bonne ambiance aux couveuses.

Il faut un nid pour trois poules adultes. Les pondoirs de 30 centimètres de haut et de long et de 40 centimètres de profondeur et 25 centimètres de côté pour l'ouverture seront mis à la disposition des pondeuses. Les nids et les pondoirs seront tapissés de paille. Un bac de poudrage aux dimensions de nid sera mis à l'extérieur du poulailler dans lequel on mettra la cendre ou un produit antiparasitaire mélangé au sable. Les mangeoires et les abreuvoirs fabriqués à partir des matériaux locaux seront mis à la disposition des poules sous l'ombre (arbre ou paillote). La poule ayant toujours tendance à se percher, on aménagera les perchoirs obligatoirement de section rectangulaire (2cm x 4cm) dans le poulailler au fond à 30 centimètres du mur et à 50 cm du sol.

Les dimensions du poulailler sont soumises à la présence des poules par mètre carré. Si les poules sont en liberté complète et que le poulailler sert seulement de dortoir, il faut prévoir 5 à 6 poules par mètre carré. Si les poules sont en claustration complète (ce qui n'est pas le cas pour nos poules locales), il faut prévoir 2 poules par mètres carrés pour éviter le stress de surpeuplement et les bagarres des poules. La densité dans la poussinière sera en moyenne de 25 poussins par mètre carré jusqu'à l'âge de 3 semaines. Pendant cette période, il faut obligatoirement, en plus des mangeoires et abreuvoirs, y disposer une source de chaleur (éleveuse, lampe tempête ou brasero). Si l'aviculteur respecte toutes les normes que nous

venons de porter à sa connaissance sur le logement de ses poules, il aura moins de problèmes de pertes dues au vol, aux prédateurs, à la contamination et aux accidents de circulation. Il aura aussi l'occasion d'avoir suffisamment de fumier pour fertiliser le sol de son jardin ou pour vendre.

### **3.2. Les améliorations de l'alimentation des poules de races locales**

La poule laissée en liberté complète (totale) c'est-à-dire en divagation se débrouille seule pour trouver sa nourriture en grattant dans le sol à la recherche de vers de terre, dans l'herbe séchée pour trouver des termites, dans les plates-bandes des voisins pour arracher les jeunes plantes qui y poussent, etc. Cela va entraîner les conséquences fâcheuses pour la poule qui est battue, tuée, volée ou atteinte des maladies contagieuses, etc.

Lorsque l'éleveur garde sa poule en claustration complète ou en semi-liberté, il doit lui donner la nourriture ou aliment.

#### **3.2.1. Rôle de l'aliment**

La quantité de l'aliment donnée à l'animal par jour est appelée ration alimentaire. Celle-ci doit assurer : 1. Chez les jeunes, la croissance et le plein développement ; 2. Chez les adultes, la couverture des besoins d'entretien ; 3. Chez tous, la production recherchée (œufs, viande, etc.). (A.BRION et M. FONTAINE, 1984, p.678).

#### **3.2.2. Caractéristiques d'une ration alimentaire**

Selon J. PAGOT (1985), la ration alimentaire d'un animal domestique sera satisfaisante si elle remplit les conditions suivantes :

- 1) procurer en quantité suffisante des éléments dont la transformation fournit l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'organisme animal ;
- 2) apporter une quantité d'eau suffisante au métabolisme et la régulation thermique ;
- 3) contenir des matières protéiques en quantité suffisante et de qualités adéquates pour assurer la croissance et l'entretien de l'organisme ;
- 4) contenir en quantité suffisante et dans de bonnes proportions des matières minérales ;
- 5) contenir des vitamines ;
- 6) avoir un encombrement en rapport avec une valeur nutritive suffisante ;
- 7) n'être pas toxique.

#### **3.2.3. Éléments de la ration**

Les éléments de la ration sont : les glucides ou hydrates de carbone, les lipides ou matières grasses, les protéines, les vitamines, les sels minéraux, les oligo-éléments ainsi que les antibiotiques, sans oublier l'eau. Ils jouent différents rôles dans l'organisme de la poule. Ces rôles sont présentés succinctement dans le tableau n°8 ci-dessous :

**Tableau n°8 : Éléments de la ration et leurs rôles dans l'organisme**

| <b>Éléments de la ration</b>    | <b>Rôles respectifs dans l'organisme</b>                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Glucides ou hydrates de carbone | Ils sont les principales sources d'énergie utilisée par l'organisme animal                                                                                                                                             |
| Lipides ou matières grasses     | Leur fonction principale est de servir comme source d'énergie                                                                                                                                                          |
| Protéines                       | Sont les constituants indispensables de sang, de muscles, d'organes, de peau, de tendons, d'os, d'ongles et de plumes. En fait tous les tissus de l'animal. Elles peuvent être aussi source d'énergie.                 |
| Vitamines                       | Malgré les petites quantités requises, elles sont absolument nécessaires pour le maintien de la santé, la croissance et la reproduction. Ce sont les biocatalyseurs avec les sels minéraux.                            |
| Sels minéraux                   | Les fonctions des éléments minéraux sont nombreuses. Les composés de ces éléments sont trouvés dans tous les tissus. Leur absence dans les organes ou tissus rend ces derniers incapables d'accomplir leurs fonctions. |
| Oligo-éléments                  | Interviennent dans le fonctionnement harmonieux de l'organisme comme les éléments minéraux                                                                                                                             |
| Antibiotiques                   | À petites doses ils favorisent la croissance des poules.                                                                                                                                                               |

Source : HARRY W. et TITUS Ph., pp.11à 35

### **3.2.4. Sources des éléments de la ration : (matières premières)**

La poule de race locale étant moins exigeante sera nourrie de manière simple en trouvant la plupart des ingrédients de sa ration alimentaire dans les produits de récupération qui restent de l'alimentation de l'homme, que celui-ci ne mange pas ou qui ne coûtent pas cher pour l'homme, où on peut trouver tous les éléments de la ration dont la poule a besoin (cf. tableaux n°7et8)

Par exemple : farine basse de maïs, de riz, son de riz, tourteau palmiste, poudre d'os calcinés, poudre des poissons (déchets des poissons), drêche, auxquels on peut ajouter un peu de maïs, soja, haricots Kasai, arachide, sel de cuisine, de l'eau (qui ne doit pas obligatoirement manquer), de la verdure et les vitamines. Tout ceci donné en bonnes proportions permettra au poussin de bien se développer et à la poule de bien produire les œufs et la viande. Ceci lui permettra aussi de résister aux maladies. La ration alimentaire de la poule doit contenir : 18 à 20 p100 de protéine pour un jeune sujet de 0 à 8 semaines, 16 p.100 pour une poule adulte et 15 p.100 pour un coq (A. BRION et M.FONTAINE, 1984).

**Tableau n°9 : Composition des quelques aliments à dominance protéique pouvant entrer dans la ration alimentaire des volailles à Kananga**

| Matières premières             | Matières sèches (%) | Protides (%) | Glucides                |                  | Lipides (%) | Calcium (%) | Phosphore ou cendre (%) |
|--------------------------------|---------------------|--------------|-------------------------|------------------|-------------|-------------|-------------------------|
|                                |                     |              | Extractif non azoté (%) | Cellulose (%)    |             |             |                         |
| Arachides décortiquées         | 9-91                | 25-26        | 12-13,3                 | 1,7-2,7          | 45-50       | 0,07        | 0,39                    |
| Soja (graines)                 | 89-91               | 33-40        | 18-20                   | 5,0              | 17-20       | -           | 5-6                     |
| Haricot du Kasai               | 88-90,5             | 23-25        | 55-56                   | 4                | 1,5-2       | -           | 3,5 (cendre)            |
| Pistache de terre (graine nue) | 88-90               | 15-16,7      | 55,7-57                 | 6                | 6,1-7,4     | 0,9         | 2,6                     |
| Poissons fumés et séchés       | 85-90               | 75-82        | -                       | -                | 5-6         | ?           | ?                       |
| Chenilles                      | 88-89               | 51,6-53,5    | 3,5                     | 12-16<br>Chitine | 13-17,6     | 1-2         | 5-8                     |

**Source :** *Extrait des données fournies par L.DUBOIS et CONZEMIUS V (1956, pp.86-87)*

Dans ce tableau, nous avons les sources des protéines d'origine végétale (arachides décortiquées, soja graine, haricot du Kasai et pistache de terre) et les sources des protéines d'origine animale (poisson fumé et séché, chenille) que l'aviculteur de Kananga peut se procurer sur le marché local.

Nous avons aussi besoin, en plus des sources des protéines, des aliments énergétiques et des aliments biocatalytiques. Ainsi, nous présentons dans le tableau n°8 différents aliments assurant l'apport en énergie, leur digestibilité et leur composition.

**Tableau n°10 : Différents aliments pouvant entrer comme sources d'énergie dans la composition de la ration alimentaire de la poule de race locale à Kananga**

| Matières premières     | Matières sèches (%) | Protides totaux (%) | PBD (%) | Glucides                |               | Lipides (%) | Cendre (%) |
|------------------------|---------------------|---------------------|---------|-------------------------|---------------|-------------|------------|
|                        |                     |                     |         | Extractif non azoté (%) | Cellulose (%) |             |            |
| <b>Maïs</b>            | 88,1-89             | 9,3-9,6             | 7-7,5   | 70,3-73                 | 2,1-2,5       | 4,2-4,5     | 1,3-1,4    |
| <b>Millet</b>          | 88-91,5             | 11-12               | 8,8     | 62-63                   | 8,1-9         | 3,3-4,1     | 3,4        |
| <b>Riz Paddy</b>       | 85,5-87,5           | 6-7                 | ?       | 64                      | 8,8-9         | 2           | 4,7-5,5    |
| <b>Riz Cargo</b>       | 88,3-88,6           | 8                   | ?       | 76                      | 0,3-0,6       | 2           | 4,7        |
| <b>Brisures de riz</b> | 88-97               | 13,06               | ?       | 73-92                   | 1,09          | 0,72        | 1,09       |
| <b>Manioc</b>          | 86-90               | 1,2-1,6             | 0,6-0,8 | 78-80,1                 | 4,7-6         | 0,2-0,4     | 1,9        |

*Source : condensé des données fournies par L. DUBOIS et V. CONZENIUS*

Dans ce tableau, nous avons réuni les aliments qui apportent principalement de l'énergie dans la ration alimentaire de notre poule, de race locale dans l'aviculture familiale à Kananga. En plus de ces aliments, on ajoutera la verdure qui apportera les vitamines et les minéraux dans la ration sans oublier la poudre d'os qui est source de calcium et phosphore, le calcaire qui apporte le calcium et le sel de cuisine qui assurent l'apport en sodium et chlore.

On peut aussi donner les concentrés de commerce composés des vitamines, oligoéléments et minéraux pour les poules qui n'ont pas accès au parcours. Donc pour l'alimentation, quand l'aviculteur donne une ration alimentaire à sa volaille, il doit être sûr que celle-ci contient tous les éléments nécessaires pour répondre aux besoins de l'organisme en tenant compte de l'âge du sujet et de la production attendue. Les jeunes ont plus besoin des aliments riches en protéines et en vitamines pour leur croissance ; alors que les adultes reçoivent un aliment contenant moins de protéines par rapport à celui des jeunes, mais riche en énergie pour leur entretien.

**Tableau n°11 : 100 kg d'aliment type pour les poussins de 0 à 8 semaines**

| Aliment                     | Qtés (kg)  | P.B.D (1) sur 100g | Part apportée (2) |
|-----------------------------|------------|--------------------|-------------------|
| <b>Maïs</b>                 | 55         | 7,5                | 4,125%            |
| <b>Riz paddy moulu</b>      | 10         | 8,8                | 0,88%             |
| <b>Soja (graine moulue)</b> | 25         | 36                 | 9%                |
| <b>Farine des poissons</b>  | 4          | 78,5               | 3,14%             |
| <b>Farine des chenilles</b> | 2          | 53                 | 1,06              |
| <b>Poudre d'os</b>          | 2,0        | -                  | 0                 |
| <b>Calcaire</b>             | 1,5        | -                  | 0                 |
| <b>Sel de cuisine</b>       | 0,5        | -                  | 0                 |
| <b>Total</b>                | <b>100</b> |                    | <b>18,205</b>     |

Cette ration contient 18,205% de protéines. Elle convient pour notre poussin de race locale. On la supplémentera avec les concentrés de commerce à mettre dans l'eau de boisson et de la verdure ad libitum.

**Tableau n°12 : 100 kg d'aliment type pour poules adultes de race locale**

| <b>Aliment</b>              | <b>Qtés (kg)</b> | <b>P.B.D(1)<br/>sur 100g</b> | <b>Part apportée en %<br/>De PBD. (2)</b> |
|-----------------------------|------------------|------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>Maïs</b>                 | 65               | 7,5                          | 4,875%                                    |
| <b>Riz paddy moulu</b>      | 9                | 8,8                          | 0,792%                                    |
| <b>Soja (graine moulue)</b> | 15               | 36                           | 5,4%                                      |
| <b>Farine des poissons</b>  | 5,0              | 78,5                         | 3,925%                                    |
| <b>(Ndakala)</b>            | 2,0              | 53                           | 1,06%                                     |
| <b>Farine des chenilles</b> | 2,0              | -                            | 0                                         |
| <b>Poudre d'os</b>          | 1,5              | -                            | 0                                         |
| <b>Calcaire</b>             | 0,5              | -                            | 0                                         |
| <b>Sel de cuisine</b>       |                  |                              |                                           |
| <b>Total</b>                | <b>100</b>       |                              | <b>16,052</b>                             |

Cette ration contient 16,052% de protéines. Elle convient pour les poules adultes.

PBD signifie protéine brute digestible. Si la volaille a accès au parcours en herbe ou si l'aviculteur peut apporter la verdure à sa volaille, c'est cette verdure qui peut leur apporter les vitamines et les oligoéléments. Si cela n'est pas possible, l'aviculteur achètera, pour sa volaille, les concentrés de commerce qui contiennent les vitamines, les minéraux, les oligoéléments et les acides aminés essentiels.

### **3.2.5. Quantité de l'aliment à donner à la poule selon l'âge**

La ration alimentaire doit être de qualité adéquate et en quantité suffisante. Si elle est donnée à l'excès, c'est du gaspillage. Si c'est peu, il y aura carence. Donc, il faut donner la quantité suffisante. Pour la quantité de l'aliment consommée jusqu'à 6 mois, âge du début de la ponte, les études restent à faire là-dessus, car selon L. DUBOIS et V. CONZEMIUS (1956, p.66), les races légères qui ont plus au moins 2,5 kg de poids vifs arrivent à consommer journalièrement 125 grammes à 6 mois d'âge alors que SEN J. et IPUNGU donnent 77 grammes par poule pour une race légère de 2,05 kg de poids vifs âgée de 140 jours, soit 20 semaines. Cela nous amène à déduire que notre poule de race locale qui pèse 1 kg à 1,5 kg de poids vifs ne peut pas consommer plus de 100grammes d'aliments par jour.

### **3.3. Les améliorations de reproduction des poules de races locales à Kananga**

La reproduction est la fonction par laquelle les êtres vivants perpétuent leur espèce. C'est l'action de donner naissance à des êtres vivants de son espèce (Larousse dictionnaire de français, 2015, p. 367).

C'est la procréation. Elle est sexuelle chez nos animaux et nécessite l'union des deux cellules de sexes opposés provenant de deux reproducteurs eux-mêmes différents sexuellement : c'est l'allogamie (GILAIN J.s.d.p.214).

La reproduction revêt d'une grande importance, car c'est à partir d'elle que l'aviculteur peut augmenter son cheptel si les normes de reproduction sont respectées quant : au choix des reproducteurs, à la conservation des œufs fécondés, à l'organisation de l'incubation et à l'élevage des poussins.

En principe, l'aviculture familiale se caractérise par les petits cheptels de 50 à 100 têtes par ménage. Mais en parcourant nos résultats de recherche, nous constatons que la moyenne de cheptel est autour de 7 à 8 têtes par ménage. Cela ne peut pas permettre de résoudre les problèmes socio-économiques des ménages de gagne-petit à Kananga. Pourtant, nous souhaitons que l'aviculteur à Kananga arrive à augmenter numériquement son cheptel. Cela lui permettra de résoudre tant soit peu ses problèmes socioéconomiques.

### **3.3.1. Choix des reproducteurs**

Le choix des reproducteurs est très important dans la réussite de l'amélioration avicole. Pour apprécier la valeur d'un reproducteur, il est utile d'examiner l'aspect extérieur parce que ces caractères externes (phénotype) se rattachent aux qualités internes (génotype).(L.DUBOIS et V. CONZEMIUS,1956,p.3).

#### **3.3.1.1. Choix du coq**

Le choix des mâles (coqs) est plus important que celui des femelles (poules), car le mâle est père des tous les poussins issus des 10 à 14 poules (COOPIBO s.d.). Un bon coq doit présenter les caractères suivants : pattes droites, crête dressée tout droit, barbillons égaux, œil vif, plumes brillantes, les plumes de la queue, dans l'axe du corps, cou redressé avec tête haute (signe de bonne santé). Le coq atteint la maturité sexuelle à 5 mois, efficacité à 6mois. (Mémento de l'agronome, 1974). Chez la race locale, le rapport de sexes est de 10 à 14 poules pour un coq.

#### **3.3.1.2. Choix de la poule**

Le choix de la poule reproductrice est basé sur les critères suivants : âge, maturité sexuelle, développement harmonieux, meilleure aptitude physique, bonne capacité de ponte et de couvaion. Éviter les sujets qui présentent les indices de maladies tels que nervosité, malpropreté, avec excréments au cloaque (signe de diarrhée), présence de la gale aux pattes, etc. En plus des critères cités ci-haut, une bonne poule reproductrice doit présenter également les caractères suivants : plumes lisses, les yeux grands et vifs, la crête et les barbillons bien développés et rouges, les os des ischions bien écartés de trois à quatre épaisseurs des doigts. La maturité sexuelle est atteinte quand la poule a 2/3 du poids de la poule adulte, soit à 5 à 6mois d'âge (Mémento de l'agronome 1974).



### **3.3.2. La conservation des œufs fécondés**

Pour une bonne gestion des œufs fécondés, l'aviculteur doit prévoir des pondoires construits en caisses en bois ou en petites loges en briques de 30 centimètres de haut et de long, 40 cm de profondeur pour 6 poules pondeuses. Si les pondoires sont insuffisants, les poules ont tendance à pondre dans la litière ou dans le parcours, ce qui donne les œufs souillés ou des pertes (DUBOIS L. et CONZIMIUS V.1956, p.22).

Les œufs fécondés seront ramassés une à deux fois par jour et stockés dans un endroit frais, propre avec 75% d'humidité. Ils seront en position normale (horizontalement) ou avec le gros bout vers le haut s'ils sont stockés dans un plateau. Lorsque le stockage dépasse 10 jours le taux d'éclosion diminue (L.LAGRANGE1986).

### **3.3.3. L'incubation des œufs fécondés**

L'incubation des œufs fécondés peut être naturelle ou artificielle. L'incubation naturelle se fait par la poule couveuse alors que l'incubation artificielle se fait au moyen d'un incubateur ou couveuse qui demande la présence d'une source de chaleur fournie par le courant électrique ou le pétrole. L'incubateur est exigeant, car son acquisition et son utilisation requièrent beaucoup de dépenses.

L'éleveur des poules de race locale étant limité par les moyens utilisera l'incubation naturelle. En effet, lorsque la poule commence à rester longtemps dans le pondoir avec tendance de ne pas sortir, c'est l'instinct de couvaion. Selon sa taille, la poule recevra 6 à 18 œufs fécondés à couvrir sur un nid placé, soit dans un panier troué et retourné soit dans une caisse en bois de 45 centimètres de côtés avec un couvercle à claire-voie (SEN. J. et IPUNGU L. 1984-1985). Le nid sera préparé en superposant de bas en haut : une couche des petits cailloux, une couche de sable, une couche des pailles hachées.

Selon L.DUBOIS et V. CONZEMIUS (1956, p.33), il est possible de peupler une basse-cour familiale et même une basse-cour de rapport en faisant couvrir des poules en partant de quelques dizaines de sujets pour obtenir de centaines en pratiquant l'incubation naturelle complétée par l'élevage artificiel des poussins. Ceci est très intéressant pour l'aviculteur familial de races locales dont le cheptel est numériquement très faible, soit une moyenne de 7 à 8 têtes par ménage. (cf. tableau n°1).

### **3.3.4. L'élevage artificiel des poussins**

À l'éclosion des poussins, ceux-ci sont récupérés par l'aviculteur pour les élever artificiellement en poussinière. Cela permettra de les protéger contre les prédateurs, les intempéries, etc. Dans la poussinière, où ils sont élevés pendant plus ou moins 6 à 8 semaines, on disposera des abreuvoirs, des mangeoires et d'éleveuse ou autre source de chaleur pour la réchauffer. Cette source de chaleur peut être constituée d'une ampoule incandescente peinte en bleu, de lampe tempête entourée des treillis ou de braseros, entourés aussi des treillis pour que les poussins ne

viennent pas se brûler. Le sol de la poussinière est couvert d'une litière des copeaux de bois, des rafles de maïs broyés, des coques d'arachides ou des pailles hachées en morceaux de l'ordre d'un centimètre (SEN J. et IPUNGU). La densité sera de 25 poussins par mètre carré jusqu'à 3 semaines d'âge.

La surface allouée aux poussins sera agrandie progressivement pour respecter les normes, il faut songer au bac de graviers durs de 1 à 2 millimètres de diamètre pour le bon fonctionnement de l'estomac de poussin. Ces poussins vont bénéficier d'un aliment de premier âge riche en protéines à la teneur de 18 à 20%, riche en vitamine, oligoéléments et minéraux. Cet aliment sera fabriqué en grande partie à base des ingrédients locaux.

L'incubation naturelle combinée à l'élevage artificiel des poussins permettra à l'aviculteur de Kananga d'augmenter rapidement son cheptel malgré que sa poule pondre 8 à 14 œufs par période de ponte. Étant donné que les poussins sont récupérés à l'éclosion, la poule ne tardera pas à se remettre à pondre. D'où l'intervalle entre deux pontes va diminuer. Au lieu que notre poule de race locale bien nourrie et bien soignée ne donne que 50 à 60 œufs par an, elle va arriver à 100 œufs par an, car les autres poules ne feront que pondre sans couvrir, elles vont pondre plus de fois que d'habitude, parce qu'elles ne couvent ni n'élèvent leurs poussins.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, Jean GILAIN (s.d p.210) dit que « Grâce aux améliorations du milieu, une meilleure alimentation associée à une hygiène bien comprise, les races naturelles domestiques peuvent s'améliorer dans leur conformation, leur rendement ». La promotion de cette aviculture familiale de race locale est possible, si l'aviculteur y met sa volonté.

### **3.3.5. Avantages que peut tirer l'aviculteur de son élevage familial de race locale**

Dans le système d'incubation naturelle des œufs fécondés accompagnée de l'élevage artificiel des poussins, l'aviculteur a toutes les chances d'avoir sept pontes par an. Si nous considérons qu'une poule peut produire huit poules adultes sur dix à douze œufs produits par période de ponte, nous aurons huit poules fois sept qui feront cinquante-six poules, produites par poule, par an.

Si l'aviculteur a 10 poules reproductrices, il va produire 56 poules x 10, soit 560 poules par an. En estimant le prix moyen par tête à 4,5\$ à Kananga, notre aviculteur gagnera 560 poules x 4,5\$ par poule, soit 2520\$ par an, soit 210\$ par mois, toutes les conditions restant égales. Avec ce montant, notre aviculteur de Kananga peut résoudre certains problèmes de son ménage.

### **3.4. Les améliorations de soins vétérinaires aux poules à Kananga**

La part de la pathologie dans l'économie d'un élevage de volailles n'est pas à démontrer. La maladie impacte la rentabilité d'une exploitation avicole, soit directement, soit indirectement (SEN J. et LUNUMBI O.).

L'impact direct de la maladie est occasionné par les pertes dues à la mortalité consécutive à une épizootie, par exemple, maladie de Newcastle.

L'impact indirect de la maladie sur l'exploitation double : par la diminution de production des œufs ou de chair (retard de croissance ou amaigrissement), par l'hypothèque que font peser certaines maladies sur l'état sanitaire ultérieur de l'élevage, soit en créant des porteurs des germes, soit en provoquant la souillure des locaux ou du matériel par des formes de résistance de l'agent pathogène (spores bactériennes, kystes de coccidie, œufs d'helminthes). Ceci pousse à faire très attention à l'hygiène de logement, de matériel d'élevage et à l'état de santé de la poule en évitant les maladies par les méthodes préventives. En élevage, l'adage « mieux vaut prévenir que guérir » est une règle d'or, car il ne faut pas attendre que les animaux tombent malades pour intervenir avec les soins.

Il faut donc penser à administrer les soins vétérinaires à la poule avant qu'elle ne tombe malade. Nous vaccinerons la poule contre la pseudo peste aviaire à temps parce que c'est l'une des principales maladies qui fait des ravages en aviculture familiale et qui constitue un obstacle majeur à la promotion de l'aviculture familiale de races locales comme L. DUBOIS et V.CONZEMUS (1956, p.146) le confirment en déclarant que cette maladie est enzootique au Congo et qu'elle prend les allures épizootiques à des moments donnés de l'année (fin saison des pluies-début saison sèche et fin saison sèche-début saison des pluies).

Nous devons administrer aussi les produits vétérinaires suivants :

- les antiparasitaires externes comme la cendre ou le néguvon mélangé au sable que l'on disposera dans un bac de poudrage,
- les antiparasitaires internes pour lutter contre les vers gastro-intestinaux qui sont à la base de retard de croissance chez les jeunes et de la diminution des performances chez les adultes comme la production des œufs.

Le poulailler doit être tenu dans un bon état d'hygiène : l'eau de boisson propre et une alimentation équilibrée vont permettre à la poule de résister à plusieurs maladies (DUBOIS L. et CONZEMIUS V., 1956).

Mettre en quarantaine de nouveaux sujets achetés ou reçus en cadeaux avant de les mélanger à l'ancien cheptel évitera des pertes dans le poulailler. L'éleveur se rappellera toujours qu'en cas de toute anomalie dans son poulailler (une poule qui ne mange pas, qui ne marche pas comme d'habitude, qui a tendance à s'isoler,...), il doit faire appel à un technicien du domaine vétérinaire pour consultation.

En ce qui concerne les soins vétérinaires surtout pour la vaccination, les produits vétérinaires et les services vétérinaires que les éleveurs déclarent coûter relativement chers, il faut qu'ils s'organisent en groupement ou association des aviculteurs pour y accéder facilement, car : « Le petit éleveur isolé est un économiquement et zoo techniquement faible, c'est pourquoi dans tous les pays les éleveurs se sont groupés pour conjuguer leurs efforts » dit J. GILAIN (s.d.p. 264)

## CONCLUSION

En somme, tout au long de cet article intitulé: « La Promotion de l'aviculture familiale des poules de races locales, l'une des solutions aux problèmes socio-économiques dans les ménages de Kananga », après avoir donné le mobile qui nous a poussés à aborder ce sujet ; fixé l'opinion sur le milieu de notre recherche, la période sur laquelle elle s'étend et la taille de notre échantillon, nous avons, par la suite, fait l'état des lieux de l'élevage des poules de races locales à Kananga pour cerner les problèmes qui constituent le goulot d'étranglement qui empêche l'aviculteur de tirer pleinement profit de cette activité. Cet état des lieux nous a permis de relever certaines contraintes qui sont à la base de la médiocrité de la production avicole dans la plupart des ménages aviculteurs de Kananga. Il s'agit de manque de connaissances en matière de logement, d'alimentation, des soins vétérinaires et de reproduction des poules. Nous avons aussi cherché à savoir si l'aviculteur familial de races locales tire profit de cette activité. Le constat est que l'aviculteur familial de Kananga tire peu de profit de cette activité. Mais notre souci est de l'aider à faire plus. Pour ce faire, nous lui proposons la promotion de cette activité à travers l'amélioration : de l'hygiène de logement, de l'alimentation des poules, des soins vétérinaires et de la multiplication des poules afin de permettre aux ménages de Kananga qui pratiquent l'aviculture familiale de races locales d'en tirer profit ou bénéfices.

Pour contourner les difficultés liées à l'accès aux soins des vétérinaires, à l'acquisition des produits vétérinaires (vaccins, vermifuges, antibiotiques, etc.) qui sont considérés comme coûtant relativement cher, nous demandons aux aviculteurs de Kananga de s'organiser en groupements ou associations des éleveurs (aviculteurs) des poules de races locales à Kananga.

## BIBLIOGRAPHIE

1. BRION A. et FONTAINE M., Vade Mecum du Vétérinaire, 14e édition, VIGOT, Paris, 1984.
2. DOCUMENT DE LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ET DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETTE
3. DUBOIS L. et CONZEMIUS V., L'aviculture de rapport et la basse-cour familiale dans la région de Léopoldville, Bulletin agricole du Congo Belge, Royaume de Belgique, 1956.
4. GILAIN J., Les élevages au Congo Belge, LONDOT FRÈRES, Charleroi, s.d.
5. HARRY W. et TITUS Ph.D., The scientific feeding of chickens, Fourth edition, The Interstates, Danville, Illinois, USA, 1961.
6. LAGRANGE L. et BUNDUKI M., Guide de Pratique professionnelle, Université de Lubumbashi, Zaïre, 1986.
7. NGALAMULUME T.G Rur., Le Développement en RD Congo. Quelles réalités possibles, Academia-L'Harmattan, France, 2016.
8. PAGOT J., L'Élevage en Pays Tropicaux, Édition G.P. Maisonneuve et Larose, Paris(Ve), France, 1985.
9. SENN J. et IPUNGU L., Cours de Technologie d'Exploitation animale et Hygiène des animaux domestiques, Publication didactique, Faculté de Médecine Vétérinaire, Université de Lubumbashi, Zaïre, 1984-1985.
10. SENN J. et LUNUMBI O., Cours de Zoo économie, Publication Didactique, Faculté de Médecine Vétérinaire, Université de Lubumbashi, Zaïre, 1987-1988.
11. TUDORASCU R. et PETRESCU G., Zootechnie Générale, P.U.Z., Kinshasa, Zaïre, 1974.
12. E, République Démocratique du Congo, Juillet 2006.
13. XXXXX, Mémento de l'Agronome, Ministère des Affaires étrangères, République Française, 1974.
14. XXXXX, Mémento de L'Agronome, Ministère des Affaires étrangères, Centre de Coopération Internationale en recherche agronomique pour le Développement, France, 2002.
15. Larousse Dictionnaire de Français, 2015.
16. Le Petit Larousse illustré, France, 2010.
17. Le Robert de poche, France, 2006.



## **La praxis professionnelle, une nécessité pour un technicien de développement rural**

Donald Tshibamba Kankolongo  
Assistant ISDR/Tshibashi

Valérien Mingashanga  
Assistant ISES/Kananga

---

### **INTRODUCTION**

Depuis plusieurs nuits et matins, la précarité de l'Enseignement Supérieur et Universitaire en R.D.C. étant un fléau qui mine la société, l'éducation appelée autrefois « *La cinquième roue* » doit être pensée et organisée prioritairement dans une logique économique et comme préparation au marché du travail. Elle doit être l'accumulation d'un capital humain, à penser en termes de coûts et bénéfices. Elle relève donc, comme tout autre capital et toute autre marchandise d'un marché.

Dans un de ses romans, Victor HUGO, évoquant le rôle de l'école, écrivait : « *Ceci tuera cela* » ceci c'était l'instruction, l'effort d'amener chaque homme à plus de conscience ; cela c'était avant toutes les conditions humaines qui détruisaient la personnalité et la condamnaient non seulement à la souffrance, mais également au mal. Aujourd'hui, peu d'hommes ne partagent encore ce bel optimisme, l'école, dès le plus jeune âge, le lycée ou l'université, pendant des années, auront tant de tâches à assurer,, tant de notions et de sciences à diffuser qu'il semble qu'ils n'aient plus le temps ni la possibilité d'aider les hommes à vivre. Trop souvent, l'enseignement n'apparaît plus comme le lieu où sont enfantés les hommes de demain, mais où sont pétris et peut-être malaxés de nouvelles mécaniques (humaines) pour produire. (J. Jousselein, 1968, pp. 176-177).

À tort ou à raison, « l'Enseignement Supérieur est l'instrument de formation de l'élite. Dans un monde de plus en plus peuplé et complexe, les diplômes revêtent une importance croissante pour la progression individuelle. Dans certains contextes, l'appartenance à l'élite ne se définit plus par la généalogie, mais par l'instruction. » (KATHLEEN, N., 1981, p. 29). Malgré le potentiel qu'ils constituent en qualité des catalyseurs dans l'évolution sociale, les Établissements scolaires ont toujours fait partie des mécanismes qui permettent aux sociétés de se perpétuer (...) l'idéal de l'enseignement est quelque peu différent ; les centres éducatifs sont censés encourager la recherche, le développement des connaissances, l'indépendance de la pensée et le libre échange des idées. Pourtant, la plupart ont aussi pour but de maintenir une situation dont ils sont un élément. Si les enseignements peuvent amener les jeunes gens à remettre en question les rôles qui leur sont assignés, les individus et les institutions qui le

disposent n'échappent pas nécessairement plus que la société dont ils sont le produit et le moyen de résoudre une multitude de problèmes de développement communautaire, économique et social (...) néanmoins l'expérience concrète de l'enseignement s'est révélée n'être qu'un facteur restrictif supplémentaire à leurs possibilités de choix. (Ibidem, p. 26).

- Peut-on améliorer la praxis professionnelle d'un Technicien e Développement Rural pour qu'elle soit une vie perpétuelle ?
- Que faire pour créer le rapport de visibilité entre formateurs – formés, formés – champ d'action ?

Il serait évident que l'éducation des jeunes soit conçue par rapport aux attentes de la société. Il ne s'agit pas en effet de l'intégrer dans n'importe quelle société, nous comprenons par une insertion positive tout l'impact que peut avoir l'école sur la société en mutation.

Il faut donc poser les problèmes de l'école dans un ensemble, le contexte du développement intégré, l'action pour le développement est une action culturelle, une action éducative à long terme : c'est le processus par lequel l'homme prend conscience de la situation et de ses exigences, apprend à analyser les causes et les facteurs de sous-développement, à critiquer son comportement, à s'ouvrir à de nouveaux modes de pensées, à voir clair dans les transformations de la société. (BAKOLE ILUNGA (wa) , 1978, p. 48).

Pour promouvoir cette corrélation effective, il serait impérieux de signifier que l'éducation de base n'est pas la clé de la réduction de la pauvreté, mais ne peut y apporter qu'une contribution limitée. Laquelle contribution dépend en outre du contexte politique, environnemental, économique, social et culturel. La qualité de l'éducation doit être améliorée par la création à l'école, des conditions nécessaires à un apprentissage utile et durable, par l'adéquation des programmes à la réalité nationale et locale, et par leur adaptation aux besoins de la population l'interaction et la socialisation seraient également préalables à l'élimination des causes structurelles de la pauvreté.

La motivation de cette étude est de promouvoir une analyse entre une vérité d'une connaissance ou d'une théorie qui est déterminée non par une appréciation subjective ; mais par les résultats objectifs de la pratique professionnelle. Et, « la science éduque l'agir humain à son renouveau de puissance pratique, tellement que c'est par ce biais que la science finit par devenir de la façon la plus effective et la plus générale le bien commun de tous les hommes. Tout en maintenant en principe l'ordre spirituel des valeurs entre la connaissance et la pratique de la vie, la rationalité scientifique réalise l'intime association de l'une et de l'autre. Elle met en chantier la transformation du monde quotidien de l'homme en même temps qu'elle poursuit l'entreprise de transformer sa connaissance de la réalité retrouvant au niveau de cette transformation pratique du monde, l'élan progressif à l'infini qui l'anime dans le champ de la connaissance » (DURABLE, D., cité par KABEMBA, T., 2010, p. 383).

En tenant rigueur de son postulat, la méthode fonctionnelle nous a facilité la tâche d'analyser le rôle de la communauté de l'ISDR-Tshibashi qui est un système qui remplit les fonctions manifestes qui sont consciemment voulues par les membres (Enseignants, PATO et enseignés). Cette dernière et les fonctions latentes qui ne sont ni voulues, ni comprises, mais existantes dans



la communauté. Elle nous a également aidés de découvrir les différentes fonctions que peut remplir la population et les conséquences qui en découlent sur le plan social, culturel et économique afin d'amener ou soutenir un élan de développement.

Notre travail est subdivisé en quatre parties, hormis l'introduction et la conclusion générale : la première partie traite sur l'université et la rupture praxéologique, la deuxième s'articule sur la socialisation praxéologique d'un TDR, la troisième sur un TDR catalyseur de développement rural et enfin la quatrième qui se base sur l'entrepreneuriat d'un Technicien de Développement Rural.

## **1. DE L'UNIVERSITÉ ET LA RUPTURE PRAXEOLOGIQUE**

La praxis est un terme grec qui vient du verbe prattein (accomplir) et qui signifie l'action ou la pratique. Elle s'oppose, dans la philosophie antique, à la théorisation c'est-à-dire à la contemplation, qui ne met en jeu que la vertu intellectuelle, c'est-à-dire la seule faculté de connaître le monde. « C'est seulement en arrivant dans la pratique sociale (...), aux résultats qu'ils attendent que les hommes reçoivent la confirmation de la vérité de leurs connaissances. S'ils veulent obtenir des succès dans leur travail, c'est-à-dire arriver aux résultats attendus, ils doivent faire en sorte que leurs idées correspondent aux lois du monde extérieur objectif ; si tel n'est pas le cas, ils échouent dans la pratique ». (CORNATION, cité par Ibidem, p. 382).

Alain Birou renchérit que : « chez Marx, la praxis est le mouvement réel qui, dans la société et par l'action des hommes, dépasse les contradictions de la société capitaliste pour permettre à l'humanité et à l'homme concret de récupérer leur être authentique. En ce sens, la praxis si identique avec le communisme ; car celui-ci n'est ni un état, ni un idéal, mais bien le mouvement réel qui dépasse l'état de choses actuel. Il est la correspondance consciente à l'action qui modifie le monde. (...). Ce mouvement réel trouve sa source dans le conflit entre l'État social et les forces de production. Par la praxis, l'humanité transforme le monde, lutte contre ses contradictions internes (lutte de classes) et devient du même coup créatrice de sa propre existence authentique, réalise la production de l'homme total. Ainsi la praxis est-elle la science opératoire de la société en tant qu'elle-même. Elle est la révolution en marche. » (1966, p. 213).

Pendant longtemps, l'acquisition des aptitudes professionnelles fut assurée dans le cadre familial, ou encore à travers les cellules sociales (compagnonnage, apprentissage auprès du maître, etc.

L'enseignement supérieur comme un besoin réel de la société est perçu de façon particulièrement aiguë, « l'école africaine dispensant un enseignement peu adapté aux réalités locales et aux problèmes nationaux, se présente de plus en plus à maints égards comme un instrument de déséquilibre social » (NOELLA, R., 1984, p. 2).

L'apparition de l'industrie moderne et de la civilisation technique a d'abord entraîné l'établissement d'un enseignement professionnel ou technique distinct de l'enseignement traditionnel.

Aujourd'hui ce stade est dépassé à son tour, il se caractérise de deux manières :

- L'enseignement professionnel est devenu très spécialisé, répondant ainsi au besoin d'efficacité et de rapide adaptation à l'évolution en cours qui caractérisant une civilisation de la production qui voudrait être aussi celle de l'opulence.
- Il ne peut plus être limité ni à un apprentissage auprès des contremaîtres ou des compagnons ni à une acquisition reçue une fois pour toutes dans les institutions scolaires ou universitaires spécialisées. (JOUSSELLIN, T., idem, p. 199).

Ainsi l'université qui, autrefois, se contentait de recevoir et d'utiliser les enseignants et enseignés par l'apprentissage professionnel entend intervenir dans la formation de ceux qui la constituent. Elle peut focaliser de son investissement la plus grande partie de son fond directement au profit des jeunes formés. Au fait, on voit aujourd'hui de plus en plus des résultats dans les quartiers ou villages des moulins, de source d'eau potable, de forages, des exploitations agricoles, des sites d'élevage, des caisses populaires, mutuelles, des pharmacies communautaires et des greniers qui sont les produits de la technologie bien à la portée des populations.

En plus, si les institutions éducatives pourraient passer de secours d'urgence aux actions de développement, l'effort va plus vers l'amélioration de la qualité des formes. Elles vont plus loin dans l'analyse des causes telles que l'inaccessibilité au marché d'emploi, les injustices sociales et s'attaquent aux causes politiques de ce qui ne va pas en analysant aussi la responsabilité des hommes, des riches qui dominent les pauvres.

Une caractéristique essentielle d'une nouvelle école qui doit préparer à la vie sera la préoccupation constante de la construction du milieu de vie. Le propre de nos étudiants doit devenir non de subir le milieu, mais de le dominer, de le contrôler, de le modifier. (TEVOEDJRE, A., 1978, p. 11). Il est aussi évident qu'à l'issue de l'école, l'étudiant doit avoir pratiqué certaines pratiques professionnelles pouvant le servir à devenir maître de sa vie.

Il est une autre qualité importante à développer sur la communication d'un jeune formé. Les enseignements qui ne tiennent pas compte de réalité et potentialités de chaque communauté bloque l'éclosion d'un développement durable. Il faut faire appel à une communication et à une circulation des informations éducatives dans les différentes boucles de rétroaction tout en tenant compte à un feed back conformément à la culture de chacune.

En effet, les problèmes de l'école et de son adaptation à l'Afrique moderne ont été étudiées dans la perspective récemment dégagée, le but de l'enseignement n'était pas à l'école elle-même, mais la préparation à la vie, et que celle-ci pour la grande majorité des Africains, est une vie rurale, l'enseignement doit donc avant tout préparer la jeunesse à une vie rurale améliorée. Nous pouvons souligner que tous travaux pratiques, soient conçus en fonction des réalités rurales, que les enseignants comprennent que leur influence s'étend à la formation de citoyens ruraux.

À travers ses enseignements, Cosmas Mbope remarque qu'à chaque époque et selon les contextes, les opérateurs éducatifs et les partenaires du système éducatif, pensent à renfermer le système éducatif, redéfinir le type d'homme et former par rapport au projet de société et aux problèmes qui naissent et à recadrer les modes de vie en revitalisant la nature des acteurs, l'on ne peut pas prôner l'auto-prise en charge d'un individu dans un état de passivité ou d'une collectivité dans un état de léthargie.

## **2. DE LA SOCIALISATION PRAXEOLOGIQUE D'UN TDR**

### **2.1. La socialisation d'un TDR**

Devenir une personne en Afrique ne s'interprète pas dans un agir concret au sens d'efficience, mais dans l'orientation fondamentale de l'individu vers la communauté ; c'est cette orientation qui donne à l'agir toute son efficacité. C'est donc dans l'agir avec et dans le parler avec que l'on devient homme. Dans la solitude, et sans sollicitude pour l'autre, notre humanité demeure incomplète. S'il est vrai que l'homme ne devient personne que dans la relation avec les autres, alors la qualité de ses relations déterminante pour la santé éducative des membres de la communauté. Dans une communauté où les membres ne s'aiment pas et vivent continuellement en conflit, la vie diminue. Ainsi, la société et/ou la communauté demeurent en dépit de ceux qui meurent et vieillissent, la cause et la fin de tout processus d'autodétermination et de développement. Mais, ce que l'on doit mettre ensemble, ce n'est pas seulement l'argent, mais toutes les sortes de talents.

Cependant, l'homme ne peut se réaliser dans cette communauté que par le processus de socialisation. La socialisation elle-même « est un processus d'influence mutuelle entre personnes et un autre processus qui aboutit à l'acceptation de modèles de comportement social et au fait de s'y adapter. (FICHTER, J.-H., 1968, p. 34). Le progrès a accru la complexité. Il n'y a plus aujourd'hui de sécurité que dans l'intégration à une société qui prend elle-même en charge les besoins de ses membres. « Certaines conditions économiques et sociales, qui résultent des progrès techniques et de la socialisation, assurent un terrain matériellement plus favorable au développement de la personne. » (CORNATION, M., 1969, p. 13).

Avec l'éducation, les jeunes qui apprennent à vivre dans un nouveau milieu, car, « la nature n'est plus notre milieu de vie immédiat, nous vivons dans un monde technique que nous ne pouvons pas ignorer, un milieu artificiellement créé en vue du profit commercial. En conséquence, il importe que l'univers technique dans lequel les jeunes sont appelés à vivre ne soit pas ressenti comme étranger, d'autre part, que l'univers commercial, surtout celui des mass medias, soit analysé et connu correctement. Nous vivons dans un monde de l'image, il importe que les nouvelles générations ne soient pas des analphabètes de l'image (...) chaque personne doit inventer sa propre vie. » (KABEMBA, T., ibidem, p. 386).

## **2.2. La praxéologie d'un TDR**

L'éducation est à la fois intention et action. Elle est établie en vertu d'un but à atteindre. Elle vise à modifier une situation et se définit alors en termes d'objectifs ou d'orientation. Toutefois, elle n'a de sens que si elle est efficace. Le problème de sa réussite ne peut donc être séparé de celui de sa fin.

Les institutions supérieures de développement rural sont considérées comme l'un des moyens fondamentaux pour former des citoyens dignes de ce nom, cultivés et responsables sans lesquels l'avenir serait menacé. Elles doivent fournir aux jeunes le moyen de développer leurs dons individuels, en tenant compte de la diversité des caractères des enseignés et favoriser le développement optimum de chacun.

Les communautés rurales sont douées d'une puissance créatrice illimitée. Elles sont capables de s'organiser et de diriger leurs efforts vers tous les domaines et toutes les branches dans lesquelles elles peuvent déployer leur énergie ; elles peuvent s'attaquer à la tâche de la production éducative et créer un nombre croissant d'œuvres techniques et professionnelles ou leur bien-être. Car, les gens simples qui composent ces communautés ont chacun une conscience de son individualisme, sa propre personne tient la première place dans ses préoccupations, chacun connaît beaucoup d'autres choses que lui-même ; il sait que son expérience personnelle est fort limitée et il admet l'existence d'une foule de choses qu'il n'a jamais perçues. Il profite d'abord de l'expérience d'autrui. Il a aussi des principes, car l'expérience de la vie lui a appris à apprécier les hommes et les choses ; il se trompe aussi et il en a la conscience.

Au fait, dans le processus du développement autocentré, la conscientisation praxéologique est la meilleure approche de l'action communautaire et celle qui permet aux concernés d'aller à la conquête de la liberté et de la satisfaction par leur propre effort. Cette éducation professionnelle doit pousser l'étudiant d'être le sujet et non l'objet de son propre développement.

Nous devons aborder une approche réaliste devant découvrir chez les étudiants des capacités et habiletés à renforcer avec d'autres mécanismes pour booster le développement d'une manière responsable et réaliste. Pour atteindre son idéal, elle désire conscientiser les formés sur leurs conditions réelles de leur vie et leurs moyens de les dépasser. Car, « toute pratique éducative qui ne prend pas en compte les dominations et l'exploitation auxquelles les (...) africains sont soumis ne travaille qu'à la reproduction de l'échange inégal. (BELLONCLE, G., cité par ELA, J.-M., 1982, p. 200).

## **3. UN TDR CATALYSEUR DE DÉVELOPPEMENT RURAL**

« L'être humain naît et meurt, mais il grandit selon son environnement. Dès la naissance, il est donné à tous, en germe, un ensemble d'aptitudes et de qualités à faire fructifier ; leur épanouissement, fruit de l'éducation reçue du milieu et de l'effort personnel, permettra à chacun de s'orienter vers sa destinée. La personnalité de l'individu dépend du milieu éducatif et des

orientations auxquelles il est soumis. » (NTUMBA TSHIKADUA (bin), 1995, p. 3). Il s'agit donc de contempler l'homme non pas comme autoréalisation ou comme acte d'être, mais comme un processus de réalisation dans la relation entre l'individu et la communauté, laquelle inclut non pas seulement les vivants sur la terre, mais aussi ceux qui sont dans l'autre monde et ceux qui naîtront. Par conséquent, c'est dans sa participation à la vie de la communauté que l'homme devient homme. Il ne devient homme que quand il tient fermement à la solidarité avec ses semblables. En maintenant ce lien de solidarité, il augmente la qualité de la vie non seulement pour lui-même, mais pour toute la communauté et l'humanité entière. Ce n'est donc pas le simple fait d'appartenir à une communauté qui fonde notre identité, mais notre participation effective à celle-ci. (KABEMBA, T., 2010, p. 377).

« Eduquer un homme, c'est protéger la société. Ce dicton subordonne avec subtilité l'identité des jeunes aux besoins du groupe ou de la société d'accueil : ils ont pour tâche de transmettre leurs connaissances et leurs expériences techniques aux autres plutôt que de les utiliser eux-mêmes. L'incompatibilité des méthodes d'enseignement avec les conditions économiques et les besoins réels de la société rurale est un reproche qui vaut pour beaucoup de systèmes d'éducation. L'acquisition de connaissances pratiques véritables permet aux formes de résoudre les problèmes immédiats qu'ils doivent affronter dans la vie quotidienne ou professionnelle. Les limites de production ne doivent pas seulement produire des objets, mais aussi un personnel de haute conscience et de compétence technique qui crée et innove un foyer d'ambiance rurale.

La notion d'un « foyer d'ambiance rurale » est l'éducation associée à une culture et un humanisme ; sa principale fonction étant de maintenir, d'augmenter et de transmettre la culture de génération en génération. Les liens de l'une avec les autres leur permettent de faire partager les mêmes connaissances techniques, les mêmes goûts et les mêmes jugements à des hommes qui sans cela pourrait difficilement se rencontrer et coopérer. L'éducation par la culture, intègre les nouvelles générations aux anciennes.

D'ailleurs, éducation comme culture n'a pas pour seul but de transmettre un bagage de connaissances ; elle communique aussi des sensibilités et des styles de vie, des attitudes et des comportements, parfois inconscients qui, en assurant la transmission intégrale de l'héritage transmis, maintiennent la bonne intelligence et la cohésion entre les membres d'une même société. L'interdépendance de ces divers éléments : connaissance, d'une part, et de l'autre, manière de vivre y compris relations entre les êtres et même politesse font la qualité d'un système éducatif et la valeur d'une culture. (op.cit., p. 320). La relation existant entre éducation et culture explique pourquoi le terme d'humanisme leur est généralement associé l'une comme l'autre sont au service de l'homme ou plus exactement l'une comme l'autre le valorisent, il serait nécessaire à découvrir son pouvoir et par suite sa dignité et sa vocation. Ce souci de découvrir et d'élargir la part de l'humain est à l'origine du contenu et de l'existence éthique de toute éducation.

Elle peut se concevoir qu'un jugement en termes de valeur, ce qu'elle offre et ceux à qui elle l'offre. Cet ensemble, culture, maturité, humanisme est conçu comme assurant la sagesse, laquelle n'est pas faite exclusivement de connaissance, mais est bien plus une sorte d'art qui

permet en exploitant toutes les ressources de la science comme celles de l'expérience et de la sensibilité à autrui, de savoir comment décider et agir, dans toutes les circonstances et ainsi d'être les conseillers et les guides d'autrui. (KABEMBA, T., ibidem, p. 403).

L'essor devrait former les jeunes capables à agir dans les situations et qui seraient les plus hommes. Jeunes qui assurent et prennent leur responsabilité en mains pour un avenir meilleur et durable. « C'est en créant les conditions de naissance et de développement d'un marché que le paysan crée les conditions du développement de sa propre production ; un marché, mais aussi une école, le village africain, s'il veut retenir ses agriculteurs et attirer tous ceux qui sont utiles à son environnement, doit fournir les services dont la population a besoin : éducation, santé, services sociaux, communication, énergie. Il faut sans quitter le village, pouvoir apprendre, travailler, se distraire ou soigner ; y naître et y vieillir, sans un minimum d'organisation et d'équipement social au sein du village, la ville continuera à attirer irrésistiblement les jeunes. (PISANI, E., 1988, p. 58).

#### **4. DE L'ENTREPRENEURSHIP D'UN TECHNICIEN DE DÉVELOPPEMENT RURAL**

La qualité de la formation donnée aux jeunes est-elle largement déterminée par l'état général de la société qui est la nôtre et dont nous sommes tous solidairement responsables, d'une manière ou d'une autre. L'excès de l'éducation ne peut être apprécié non seulement à partir des méthodes et techniques utilisées, mais il faut s'attacher aux résultats.

Par essence, le développement par la base consiste à impliquer un peuple dans la mise sur pied des structures et dans la conception des politiques éducatives et programmes qui servent les intérêts de tous afin de contribuer efficacement au développement, une nouvelle éducation de la jeunesse doit être orientée dans le sens de la liberté et la praxis pour conquérir le monde, car c'est la fièvre de la jeunesse qui tient le rêve du monde à une température normale. (KANKU, T., 2007, p. 90).

Il faut également lutter contre ce que nous appelons la « violence économique » et qui regroupe toutes les barrières à l'entrée totale des jeunes dans les activités entrepreneuriales légales et florissantes. Les jeunes doivent avoir les moyens d'investir afin de créer de la richesse et préparer leur avenir avec une grande peine, voient frustrés leur volonté sincère de travailler et leur disponibilité à assurer leur propre responsabilité dans le développement économique et social de la communauté. (J.Paul II, 1981, pp. 64-65).

En 1989, on peut lire : « ce dont l'Afrique a besoin, ce n'est pas de moins d'État, mais d'un gouvernement plus efficace qui cherche moins à intervenir directement et davantage à permettre aux autres d'être productifs. (...). Il s'agit de créer une fonction publique motivée, qui offre des traitements compétitifs à des personnes hautement qualifiées. Il faut veiller en particulier à renforcer la capacité d'analyse et de gestion économique des gouvernements. Il faut donner aux entreprises publiques un mandat précis, leur accorder l'autonomie de gestion et fixer pour elles des indicateurs de performances contrôlables. Les administrations locales pourraient de sources

de revenus régulières et indépendantes, notamment pour gérer les réseaux urbains en expansion qui relient les villes à l'arrière-pays. Dans les zones rurales, les services locaux, comme ceux d'alimentation en eau, pourraient être mieux gérés au niveau communal, ce qui implique une véritable délégation de pouvoir. » (BANQUE MONDIALE, 1989, p. 6).

La meilleure de l'éducation doit former et éduquer des hommes sur mesure de société et des sociétés sur mesure des hommes en vue de l'harmonie et de la gestion progressive des sociétés. Lorsque l'école n'a pas su donner aux sociétés d'Afrique des cadres aptes à travailler pour sa transformation et son progrès « l'école trahie » parce qu'elle forme des hommes qui ne savent rien faire dans la société, qui n'ont pas de travail et qui ne savent pas vivre heureux.

D'une part, l'éducation est conçue comme une initiation dans le monde de la culture, un monde qui porte sa valeur en soi. Le but de cette initiation est la maturité personnelle, que l'homme devienne vraiment adulte. Mais les partisans de cette éducation visent donc à former des individus qui par leur culture humaniste, peuvent s'affirmer supérieurs au reste de la population. D'autre part, l'éducation est considérée comme une instruction visant à donner le savoir exact des sciences et des technologies appropriées à tous ceux qui en ont besoin pour vivre dans le monde technique.

L'éducation a la tâche de transformer les hommes en bons producteurs et consommateurs, adaptés aux systèmes technologiques. Cette forme d'éducation a son élite aussi, car bien que tout le monde doive être instruit, quelques-uns doivent l'être plus que d'autres.

Le développement entrepreneurial exige que la créativité et le dynamisme du secteur privé se concentrent sur un certain nombre de domaines, comme l'agriculture, l'industrie, la technologie appropriée et le développement des infrastructures, le renforcement de l'initiative privée présuppose l'existence d'un secteur public efficace, porteur et compétent.

Pour économiste autrichien, le rôle et la fonction de l'entrepreneur est à replacer dans une perspective dynamique, s'inscrivant dans un cycle d'évolution tourné vers l'idée de progrès économique et de croissance. Cette théorie de l'évolution économique repose sur « la capacité d'innovation de l'entrepreneur qui fabrique un nouveau bien, introduit de nouveaux procédés de fabrication, crée des besoins nouveaux. L'entrepreneur n'est pas nécessairement l'inventeur lui-même, mais celui qui organise économiquement hommes, capitaux et innovation afin de créer de nouveaux besoins qui engendreront de nouveaux profits. Dans une perspective historique, Schumpeter a construit une théorie des cycles qui établit une corrélation entre les phases d'innovation importantes et les phases de croissance de l'économie, et les périodes de récession qui ne s'expliquent que parce que ce sens de l'innovation est figé. (Microsoft ® Encarta ® 2008 (C) 1993-2007 Microsoft corporation).

Comme nous l'avons souligné à l'introduction, l'éducation doit être considérée comme l'accumulation d'un capital humain favorable au marché d'emploi et capable de produire les œuvres économiques, matérielles et sociales qui peuvent servir l'environnement social. Cet



investissement humain doit nécessairement répondre aux exigences particulières qui aboutissent aux résultats bénéfiques.

En guise de conclusion, investir dans l'éducation professionnelle des jeunes pourrait bien à l'investissement le plus fructueux pour le monde en développement. Une révolution éducative est absolument essentielle. Un homme non instruit peut compromettre la capacité de réaliser un travail productif, de pourvoir à ses besoins et à ceux de sa famille, de se protéger et de protéger les siens. La finalité de la formation et la vocation des enseignés peut donc jouer un grand rôle dans le processus environnemental.

Et pourtant, la plupart des gouvernements reconnaissent que l'enseignement professionnel est un instrument capital pour bâtir une nation de demain. Les campagnes de développement national doivent tabler sur l'alphabétisation, l'instruction, l'apprentissage et la professionnalisation généralisés parmi les objectifs paritaires ; car le savoir, le savoir être, le savoir-faire tout le savoir agir ce sont des préalables nécessaires à la plupart des formes de participation communautaire.

Il est évident que si l'effort de l'éducation professionnelle ne fait l'intégration totale de la jeunesse dans la prise de décisions participatives, le droit à l'éducation et à la formation est un besoin essentiel au même titre qu'une vie matérielle décente. Nulle part au monde, il ne peut exister une jeunesse illettrée qui soit favorable au progrès ni une jeunesse instruite qui ne soit favorable au progrès. L'instruction devient alors hautement productive à condition qu'on lui assigne un rôle primordial, celui de permettre l'augmentation de la capacité générale et de la valeur de l'indépendance des jeunes formés. « Les jeunes sont dès lors les instruments à l'aide desquels se forme l'héritage d'une nation. Ils peuvent être le moyen visant à une fin, la justification des mesures adoptées par les instances politiques, sociales ou culturelles à un moment donné. Leurs comportements, leurs réactions et leurs attitudes peuvent être l'expression d'une nation ». (KENNETH, K., 1969, p. 26).

Quant à Monsieur Alain TOURAIN : « Il faut également qu'ils surgissent donc des personnes qui pensent autrement qui prennent des initiatives, sortent des sentiers battus, suscitent des mutations favorables, rétablissent l'équilibre et la justice sociale, leurs actions peuvent se dérouler par des innovations sans mettre totalement en cause la structure sociale, mais lui permet de s'imprégner d'une nouvelle impulsion, d'orienter dans une autre voie qui ouvre à des initiatives nouvelles, à des changements, susciter et former les animateurs ». (TOURAIN, A., 1978, p. 17).

Et à Paul VI d'affirmer : « l'homme n'est vraiment homme que dans la mesure où maître de ses actions et juge de leur valeur, il est lui-même auteur de son progrès, en conformité avec la nature que lui a donnée son créateur et dont il assume librement les possibilités et les exigences ». (1997, p. 12).

La pratique sociale de jeunes ne se limite pas à la seule activité de production ; elle revêt encore beaucoup d'autres formes : la lutte des classes, vie politique, activités scientifiques et artistiques ; bref, en tant qu'être social, l'homme participe à tous les domaines de la vie pratique



de la société. C'est ainsi que dans son effort de connaissance, il appréhende, à des degrés divers, non seulement dans la vie matérielle, mais également dans la vie politique et culturelle (qui est étroitement liée à la vie matérielle), les différents rapports entre les hommes.

## **BIBLIOGRAPHIE**

1. BAKOLE wa ILUNGA, Chemin de libération, édition de l'archidiocèse, Kananga, 1978.
2. BELLONCLE, G., cité par ELA, J.-M., L'Afrique des villages, Karthala, Paris, 1980.
3. COOMBS, P., La crise mondiale de l'éducation, PUF, Paris, 1983.
4. CORNATION, M., cité par KABEMBA, T., L'accompagnement non gouvernemental et l'auto-prise en charge des communautés de base dans la Ville de Kananga. Une contribution à la critique de la théorie du développement par la base. Thèse défendue à l'Université de Lubumbashi, 2012-2013.
5. JEAN-PAUL II : Le travail humain, éd. Saint Paul Afrique, Kin-Zaire, 1981.
6. JOUSSELIN, J., Le devenir de l'éducation, éd. Privat (Toulouse), Paris 1968.
7. KANKU, T., L'Afrique est à construire : la responsabilité spirituelle, Peter Lang, New York, 2007.
8. KATHLEEN, N., Femmes et sociétés, éd. Denoël, 19 rue de l'Université, Paris, 1981.
9. KENNETH, K., « Forger l'héritage de la nation » in Cahier JEB n 1, juin 1965.
10. MBOPE, M., Cours inédit de Politique éducative et développement communautaire, 1<sup>re</sup> licence, ISDR-Tshibashi, 1998.
11. MINISTERE DE L'ESURS : Stratégies de promotion de valeurs citoyennes dans le secteur de l'ESURS, Kinshasa, mars, 2013.
12. NTUMBA, T., Le scoutisme et le développement socioculturel des jeunes dans la Ville de Kananga, TFC, ISDR-Tshibashi, 1995.
13. NOELLA, R., Les grands problèmes de l'enseignement intégration et professionnalisation, éd. De l'Archidiocèse, 1984.



## **La cure africaine des maladies et son apport sur la santé de la communauté locale. Une étude sociothérapeutique**

Gisèle Ntumba Muanza  
Assistante/ISDR-Tshibashi

---

### **INTRODUCTION**

Chaque jour qui passe, beaucoup de gens sont malades. Ils vont au dispensaire ou à l'hôpital pour se faire soigner, mais les médicaments coûtent cher et sont rares dans les villages. Alors, les gens n'arrivent pas à se faire soigner convenablement. Parfois certaines maladies s'aggravent et conduisent à la mort.

Outre les soins médicaux modernes, nous pouvons nous soigner avec des plantes qui poussent autour de nous. Elles ne sont pas difficiles à cultiver et ce sont de bons médicaments. Il suffit de connaître leur mode d'utilisation pour avoir de bons résultats (INADES, 2007 : 7). Le projet de la médecine traditionnelle ou phytothérapie a pour objet d'aider à connaître le patrimoine de plantes médicinales et de l'étudier scientifiquement. Ces acquis pourront être introduits sous une nouvelle forme dans la médecine moderne, afin de mieux répondre aux besoins locaux, dans un contexte économique difficile (ADJANOHOON, E., 1989 : 1). Le souhait de tout homme est d'être en bonne santé. Ce principe humain reste primordial pendant son séjour terrestre. Eu égard à ce souhait de garder l'équilibre de l'organisme, l'homme se débat de plusieurs manières pour lutter, contre tout ce qui menace sa santé.

Pour garder le corps humain en parfait état d'équilibre, la population utilise d'une part des plantes médicinales et d'autre part les produits pharmaceutiques selon les possibilités et les conditions de vie de chacun. Les plantes ont été utilisées depuis toujours par les êtres humains comme source d'aliments, de produits cosmétiques et de médicaments. On les a également utilisés comme matière première pour la construction des maisons et la fabrication des vêtements.

La médecine moderne, à qui on doit des découvertes et des progrès, s'est avérée limitée dans la recherche des solutions aux problèmes de la population rurale, surtout dans les pays en voie de développement. La médecine traditionnelle africaine quant à elle, constitue un pilier du patrimoine culturel de la région. Selon l'OMS, elle a de fortes potentialités nécessaires pour remédier aux limites de la médecine moderne (OMS, 1978 : 39).

Pour bien mener notre investigation, nous nous sommes posé une question fondamentale, à savoir : qu'en est-il de la cure africaine des maladies et quel est son apport sur la santé de la communauté locale ?

Parler de la cure africaine sous-entend la façon dont les Africains procèdent pour le traitement de différentes maladies qui se trouvent dans leur environnement.

De manière générale, le thérapeute recourt à la cure africaine pour arriver à traiter les maladies que connaît la communauté locale. Certaines maladies déclarées incurables par la médecine moderne, sont traitées sur la base de certaines plantes. Dans le cadre de la lutte contre les maladies, les deux médecines sont invitées à une collaboration. D'où l'interdépendance et la complémentarité.

Mise à part l'introduction et la conclusion, notre réflexion gravitera autour des points ci-après : bref aperçu de la cure africaine des maladies, les systèmes médicaux de la cure africaine, l'apport de la cure africaine des maladies sur la santé de la communauté locale, la cure africaine des maladies et perspectives d'avenir.

## **1. APERÇU DE LA CURE AFRICAINE DES MALADIES**

### **1.1.Définition des concepts**

Un Chercheur doit d'abord définir ce dont il parle afin que l'on sache de quoi il parle effectivement. Cela lui éviterait certaines difficultés de compréhension et permettra ainsi aux lecteurs d'avoir une même appréhension du sujet de recherche. Pour orienter la compréhension générale de ce travail, nous allons commencer par définir les termes pour éviter toute confusion. Il s'agit notamment de la cure africaine, de la maladie et de l'apport.

#### **a) La cure africaine**

La cure africaine est définie comme étant les différents moyens de traitement des maladies par les Africains. Selon NGALAMULUME KATUMBA, les moyens ainsi que les méthodes de traitement des maladies dépendent d'une culture à une autre (NGALAMULUME K., 2010 : 6). Pour notre part, la cure africaine n'est autre chose que la médecine traditionnelle.

#### **b) La maladie**

La maladie est définie, quant à elle, comme une altération ou un trouble de l'organisme (Le Robert, 2012 : 272).

#### **c) L'apport**

C'est une contribution. C'est aussi l'ensemble des biens ou capitaux que l'on apporte.

### **1.2. Typologie des maladies dans la cure africaine**

La puissance ou l'importance de la cure africaine (médecine traditionnelle) réside dans la typologie des maladies qu'elle traite. Dans ce sens, nous constatons que cette cure traite

plusieurs sortes de maladies, parmi lesquelles nous relevons : les maladies ordinaires, les maladies dues à la sorcellerie et les maladies socioreligieuses.

### **1.2.1. Les maladies ordinaires**

Les maladies ordinaires sont celles qui ne résultent pas de la sorcellerie ni de la rupture d'un interdit culturel. Autrement dit, les maladies ordinaires sont des maladies virales, infectieuses dues au dysfonctionnement de l'organisme. Sans pour autant connaître toutes les propriétés chimiques des plantes, les Africains les utilisent à bon escient. À cet effet, la pharmacopée africaine dispose des plantes contre presque toutes les maladies. Nous soutenons à ce sujet NYONGA MPOYI quand il dit que la pharmacopée africaine a des plantes contre les ascaris, les ankylostomes, les panaris, etc. Les thérapeutes les utilisent à bon escient et font des prouesses (NYONGA M., 2013 : 35).

En ce qui concerne le traitement, la cure africaine suit presque le même schéma que celui utilisé par la médecine moderne. Avant tout traitement, le thérapeute pose d'abord le diagnostic lui rassurant le travail qu'il doit faire. Il est difficile que le thérapeute expose toutes les techniques qu'il utilise pour le traitement des maladies. Néanmoins, il a des règles ou interdits qu'il communique à ses patients, selon le cas, pour l'efficacité du traitement.

L'intention première de la cure africaine n'est nullement l'enrichissement ni l'acquisition des biens matériels, mais plutôt, et surtout, l'assistance du prochain et l'altruisme pour épargner son prochain de certaines souffrances ou douleurs atroces. Cette pratique permet aussi de maintenir l'équilibre de l'organisme ainsi que celui de toute la Communauté.

### **1.2.2. Les maladies dues à la sorcellerie**

Il s'agit de l'envoûtement, ou du mauvais sort jeté sur quelqu'un à travers une force maléfique. Il faudra noter aussi à ce sujet des maladies invisibles qui nécessitent un exorcisme. Il convient de signaler à ce sujet qu'il y a deux sortes de sorcelleries. Il y a d'une part la sorcellerie positive, utilisée par les chefs (pouvoir coutumier) pour la protection des villages. D'autre part, il y a la sorcellerie négative qui est pratiquée uniquement dans l'intention de nuisance.

Pour la guérison ou le traitement des maladies dites des sorciers, le thérapeute recourt à l'exorcisme, qui jusque là, reste un secret qu'on ne peut révéler qu'aux initiés.

### **1.2.3. Les maladies socioreligieuses**

Ce sont des maladies que l'on contracte à la suite d'une rupture d'un interdit culturel. Celui-ci n'admet pas l'excuse face à l'ignorance, à l'inadvertance ni à la souillure de la consanguinité. Les maladies socioreligieuses se manifestent aussi sous forme de châtiment à toute personne qui aurait eu des rapports sexuels avec un proche, ou qui aurait versé le sang d'un membre de sa famille. Ce châtiment moral encouru se manifeste par certains effets corporels tels que les malformations génétiques, la persistance de certaines maladies, la stérilité, etc.

Pour tout prendre, les maladies socioreligieuses participent à la rupture de la vie dont l'origine en Dieu, en passant par les ancêtres, les vivants et les autres êtres.

Parlant de la cure africaine, Ngalamulume Katumba nous dit que dans une certaine mesure, la médecine traditionnelle est considérée comme étant une médecine totale parce qu'elle soigne le corps et l'esprit (NGALAMULUME K., 2010 : 17). Autrement dit, la médecine traditionnelle dialectise le corps et l'esprit, le monde visible et le monde invisible, la nature et le sacré, le social et l'individuel, le communautaire et l'individuel. Elle a une allure holistique. Elle s'inscrit dans la vision de la complexité. Chez les Africains, on parle des maladies sociales. Quand un membre de famille est malade, c'est toute la communauté qui est de surcroît malade. De manière générale, dans la cure africaine, le thérapeute s'attèle beaucoup plus à l'identification des causes de chaque maladie en vue d'y apporter un traitement efficace et adéquat. À cet effet, l'aspect physiologique de la maladie vient en second plan.

## **2. LES SYSTÈMES MÉDICAUX DE LA CURE AFRICAINE**

Les plantes ainsi que d'autres ingrédients sont à la base de certains systèmes médicaux traditionnels très élaborés, vieux de quelques milliers d'années, originaires de pays tels que l'Inde ou la Chine (PAMPLONA R., 2000 : 405). Sans oublier celui de l'Afrique traditionnelle. Ces systèmes traditionnels de médecine jouent toujours un rôle fondamental, à tel point que l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) estime à 80 % le nombre d'habitants de la planète qui ont recours aux médecines traditionnelles pour résoudre leurs problèmes de santé fondamentaux.

Après une période de brillants progrès scientifiques, où la thérapeutique, science de la guérison, a placé tous ses espoirs dans les laboratoires sophistiqués et les dispositifs de haute technologie, on assiste à un regain d'intérêt pour les remèdes simples qu'offre la nature. Il s'agit, non seulement des plantes (phytothérapie), mais aussi de l'eau (hydrothérapie), du soleil (héliothérapie), ou les terres curatives (fangothérapie).

Dans la cure africaine, il existe plusieurs systèmes médicaux ou procédés, qui sont utilisés pour le traitement de différentes maladies. Dans ce sens, les maladies non physiques (invisibles) sont traitées par les procédés non physiques. En matière thérapeutique, on recourt aussi à la parole. C'est ainsi qu'on peut parler d'une assemblée thérapeutique, c'est-à-dire, un groupe de gens réunis pour solliciter la guérison d'un membre. Cette assemblée siège sous l'œil vigilant d'un ancien ou du plus âgé du groupe. Les différentes façons dont le thérapeute procède pour le traitement de certaines maladies nous pousse à parler des systèmes médicaux ou procédés ci-après : la phytothérapie, la zoothérapie, la fangothérapie...

### **2.1. La phytothérapie**

C'est le traitement des maladies sur la base des plantes seulement. Il faudra retenir que beaucoup de plantes que nous avons dans nos parcelles sont en d'autres termes, des produits efficaces pour le traitement de certaines maladies.

## **2.2. La zoothérapie**

C'est une technique où le thérapeute recourt à l'utilisation des restes des animaux pour le traitement de certaines maladies. Par cette technique, la teigne tondante et tant d'autres maladies sont soignées par l'utilisation du miel.

## **2.3. La fangothérapie**

Il s'agit de l'utilisation des matières géologiques pour le traitement des maladies. La cure africaine utilise l'argile, le kaolin dans la mesure où elle revêt un caractère particulier et une importance capitale. L'importance de l'argile s'explique par le fait qu'elle contient le zinc et le calcium qui sont des éléments importants dans la reproduction humaine. L'argile est utilisée pour purifier le sang. Elle lutte contre les nausées. C'est aussi un anti diarrhéique de grande envergure.

## **2.4. L'hémothérapie**

C'est une technique qui consiste à utiliser les restes des personnes humaines pour traiter certaines maladies. Le thérapeute garde seul le secret de la façon dont il procède pour avoir la matière et les éléments nécessaires pour le traitement. Devant cette situation des maladies, les Africains se dépassent et acceptent tout ce qu'on peut faire, pourvu que cela apporte le traitement de la maladie dont on souffre au point qu'ils tombent victimes des charlatans qui exploitent allègrement leur crédulité.

## **2.5. L'urinothérapie**

C'est une technique qui consiste à utiliser les urines des personnes humaines pour lutter contre certaines maladies. L'urinothérapie est utilisée avec un procédé spécial pour lutter contre l'empoisonnement, les blessures, les morsures, etc.

Selon Ngalamulume Katumba, l'urinothérapie est utilisée comme un produit contre certaines maladies, comme un anti (NGALAMULUME K., 2010 : 21).

## **2.6. L'héliothérapie**

Le soleil a une place essentielle dans le traitement de maladies. C'est l'exploitation de l'air dans la cure africaine. Le traitement des maladies se fait par inhalation, selon les instructions données par le thérapeute.

## **2.7. L'hydrothérapie**

Il s'agit du traitement des maladies par l'utilisation de l'eau. Le cas le plus fréquent dans ce système médical est l'utilisation de l'eau lors de complication de l'accouchement chez la

femme. L'eau est aussi utilisée pour soigner le hoquet. D'autres maladies nécessitent l'eau recueillie là où se croisent deux rivières. Elle doit être prise dans les conditions exigées par le thérapeute pour qu'elle puisse avoir la force de traitement des maladies. Il y a aussi le recours à l'eau dite bénite, que l'on avale dans l'espoir de trouver un soulagement, ou chasser un esprit maléfique.

### **3. L'APPORT DE LA CURE AFRICAINE DES MALADIES SUR LA SANTÉ DE LA COMMUNAUTÉ LOCALE**

L'on va voir la spécificité de la cure africaine des maladies. Et l'on relèvera ses aspects positifs et négatifs.

#### **3.1. Spécificité de la cure africaine**

Le traitement traditionnel sur la base des plantes ou autres ingrédients a une action pharmacologique qui mérite d'être étudiée et encouragée. Nous soutenons à ce sujet Eric de RONSY quand il dit que l'herbe est la première chose qui a été créée par Dieu. Elle a plus de force et il faut seulement savoir l'employer (RONSY E., 1964 : 78). Ainsi, l'homme devra bien l'utiliser pour soigner les maladies. Dans les premières mesures de lutte contre une maladie, l'utilisation des produits traditionnels, surtout d'origine végétale est fréquente. Elle est faite par le malade lui-même, soit par les membres de la famille, soit par le thérapeute.

L'avantage de la cure africaine des maladies est réel. Elle est souvent peu coûteuse. On utilise les produits du milieu, sans trop de contraintes ni sacrifices (la terre, les feuilles, les écorces d'arbres, les herbes, les racines, etc.). Les produits traditionnels sont vite préparés et toujours disponibles, et les effets sont souvent immédiats.

Louis Vincent Thomas et René LUNEAU abondent dans le même sens. Ils soutiennent que la pharmacopée indigène s'avère souvent d'une prodigieuse richesse et d'une indiscutable efficacité. La science occidentale pourrait encore en tirer profit (Louis V et THOMAS R., 1975 : 243).

Par ailleurs, les inconvénients sont aussi réels dans la mesure où les guérisseurs n'ont aucune formation objective. Ils utilisent des techniques rudimentaires et il y a l'absence d'évaluation scientifique (dosage imprécis, manque d'hygiène, etc.).

Eu égard à ce qui précède, les médicaments traditionnels n'ont jamais cessé d'être utiles et efficaces et les conséquences qui en découlent sont multiples.

#### **3.2. Aspect positif**

La cure africaine des maladies influe positivement sur la santé de la communauté locale. Sur le plan économique, les plantes ainsi que les autres ingrédients sont exploités pour l'usage local. C'est sur la base des plantes que certains produits pharmaceutiques sont fabriqués, soit sous forme artisanale, soit industrielle (ADJANOHOUM E., 1986 : 9).



L'usage des produits locaux permet à la communauté locale de limiter l'importation des produits pharmaceutiques qui paraissent onéreux pour la population. Étant donné l'insuffisance des infrastructures sanitaires pour la médecine moderne, la cure africaine permet à la Communauté locale de suivre le traitement sans beaucoup de peine. Selon l'O.M.S., 70 % à 80 % de la population en Afrique vivent dans les zones rurales. Devant l'insuffisance du personnel et des médicaments, en ce qui concerne la médecine moderne, la cure africaine prend ainsi la suprématie dans le traitement de certaines maladies.

Sur le plan social, il y a trop peu de cas de décès dû à ce traitement. Cette technique a beaucoup de facilités de réparation des erreurs commises lors du traitement, contrairement à la médecine moderne. La cure africaine se révèle efficace à ce sujet à travers une action thérapeutique définitive et radicale.

Nous pouvons donner l'exemple de la cure africaine qui peut déplacer une maladie dans le corps d'une personne, comme l'abcès, et la rejeter dans la brousse ou sur un arbre donné. Cette cure répond efficacement aux genres des maladies dites parfois incurables. A travers le traitement, la médecine moderne dénature la personne humaine, dans le cas de prostate, cancer et autres maladies, quand bien même dans certains milieux on pratique déjà la médecine esthétique. Par contre, la cure africaine intervient dans le traitement des maladies sans soustraire ou dénaturer une particule du corps humain (TSHINYANGUKE J., 1995 : 40).

Dans la cure africaine, ce qui est important est que les médecins traditionnels bantous font intervenir une vision du temps. Il ne s'agit donc pas d'agir immédiatement, mais plutôt, chercher d'abord les causes du déséquilibre de l'organisme. La recherche des causes est dans la plupart de cas collectif. À cet effet, les symptômes de la maladie n'ont qu'une importance secondaire. Il ne s'agit pas à cet effet de localiser la maladie, mais plutôt, de s'intéresser davantage à l'histoire du malade et de la maladie (O.M.S., 1978 : 40).

### **3.3. Aspect négatif**

En ce qui concerne l'aspect négatif de la cure africaine sur la communauté locale, nous mettons l'accent sur les effets secondaires et négatifs du produit, surtout quand on se confie à un charlatan ou en cas de surdosage ou du non-respect des interdits (PIROP, 2013 : 150).

Abondant dans le même sens, Bakole wa Ilunga soutient que lorsqu'on veut guérir un malade, on cherche à découvrir d'abord de quelle maladie il souffre et on essaie de faire un diagnostic précis. Après seulement, on pourra savoir quels médicaments lui administrer (BAKOLE wa ILUNGA., 1984 : 17).

Certains tradipraticiens semblent ne pas poser ni faire un diagnostic exact par le fait qu'ils n'ont pas la maîtrise de la physiologie humaine, de l'anatomie ou de la biochimie.

Nous relevons aussi à ce sujet le manque de rigueur et d'exactitude dans la posologie. Le thérapeute se base sur l'empirisme en ce qui concerne la préparation des médicaments, voire le traitement. Il n'y a pas de précision de la dose. Ce qui l'intéresse, c'est seulement la maladie et le traitement qu'il donne.

#### **4. LA CURE AFRICAINE DES MALADIES ET PERSPECTIVES**

Chaque jour, beaucoup de gens tombent malades. Ils se dirigent au dispensaire ou à l'hôpital pour se faire soigner, mais les médicaments coûtent cher. Dans les milieux ruraux, la population n'arrive pas à se faire soigner convenablement. Parfois certaines maladies s'aggravent et conduisent à la mort.

C'est dans cette optique que certains organismes tant nationaux qu'internationaux envoient aux communautés locales des milliards de dollars comme aide. Cet apport de la communauté internationale se fait non seulement en argent, mais aussi en produits pharmaceutiques. Cela plonge la communauté locale dans un état de dépendance perpétuelle en matière de santé.

Pour arriver à faire face à cette difficulté, il est souhaitable que la communauté locale arrive à produire des plantes qui sont d'usage dans la cure africaine. Au lieu d'importer chaque fois les produits européens, il faudra procéder à l'entretien et à la multiplication de ces plantes bien connues par les Africains. Pour y parvenir, il faudra :

- sensibiliser et conscientiser la population sur son état de misère et sur les ressources naturelles dont elle dispose ;
- lutter beaucoup plus pour l'épanouissement de la santé de la communauté locale. Il faudra à ce sujet, attirer l'attention sur le fait que les produits pharmaceutiques sont d'origine végétale ;
- mobiliser la Communauté locale à faire des cultures des plantes médicinales dans les jardins botaniques et à les protéger contre tout agent destructeur ;
- valoriser la phytothérapie par l'encouragement des recherches sur les plantes médicinales ;
- prévoir les séances de renforcement des capacités des thérapeutes afin qu'ils arrivent à respecter les notions d'hygiène et surtout pour une bonne conservation de leurs produits.
- Une des grandes recommandations est que l'État puisse introduire l'aspect thérapeutique des plantes dans le programme national, et cela à tous les niveaux.

En définitive, l'aide dont l'homme a besoin pour ses nombreuses maladies et souffrances vient de la terre, de simples herbes des champs. Elle vient également de ces humbles buissons, de cet arbre sauvage oublié dans les « simples », comme on appelait autrefois les plantes médicinales. C'est là que la nature cache ses meilleurs remèdes pour la santé des êtres humains.

Le monde des plantes est si vaste et si varié. Il y a tant de choses découvertes et beaucoup plus encore à découvrir dans les espèces de végétaux qui peuplent la planète Terre.

#### **CONCLUSION**

Notre réflexion a porté sur l'historiographie de la cure africaine des maladies et son apport sur la santé de la communauté locale. Nous avons à cet effet, commencé par donner des explications sur la cure africaine. Il s'agit donc de la façon dont les Africains se démènent pour traiter des maladies sur la base de certaines méthodes et autres procédés.

Les résultats de nos investigations ont permis de préciser que, outre quelques effets négatifs qui sont liés au surdosage et au charlatanisme, la cure africaine présente beaucoup d'aspects positifs sur la santé de la communauté locale. Dans la plupart des cas, le thérapeute demande à ses patients d'avoir la foi dans ce qu'il fait. La croyance et la confiance du malade font que la maladie puisse disparaître totalement.

Tout le monde cherche à être en bonne santé. Malgré tout, les maladies attaquent toujours. Les plantes sont de bons médicaments. Mais elles peuvent tuer si vous dépassez la dose. Demander des conseils aux personnes qui les ont déjà utilisées pour se soigner est souhaitable.

Il ne faut pas consommer à la fois les médicaments sur la base des plantes et ceux achetés dans les pharmacies ou reçus au dispensaire. Après les soins, faites-vous examiner pour vous rassurer de votre guérison complète.

La symbiose entre la médecine traditionnelle africaine et la médecine occidentale ou moderne peut contribuer à l'avancement et à une réflexion sur la médecine en général. Les deux médecines doivent travailler dans un esprit d'interdépendance et de complémentarité.

De nos jours, nous constatons que la cure africaine parvient à traiter des maladies déclarées incurables par la médecine moderne ; comme le cancer et la stérilité. D'où la nécessité d'un échange des vues entre les deux médecines pour la complémentarité. En définitive, il est souhaitable d'avoir des officines phytothérapeutiques à côté des grands centres de traitements modernes.

## BIBLIOGRAPHIE

1. ADJANOHOOUN, E. (1989), *Banque de données de médecine traditionnelle et Pharmacopée*, ACCT, Paris.
2. BAKOLE wa ILUNGA (1984), *Chemins de libération*, 3e éd., Ed. de l'Archidiocèse, Kananga.
3. INADES-FORMATION-CONGO (2007), *Se soigner avec les plantes*, Kinshasa, INADES.
4. LARGE J.P. (1985), *Maladies mentales et thérapeutique traditionnelle en Afrique Noire*, Ed. Universitaire, Paris.
5. LE ROBERT (2012), *Dictionnaire de Français*, Paris.
6. Louis v.et THOMAS R. (), *La terre africaine et ses religions*, Paris, Ed l'Harmattan, 1975.
7. NGALAMULUME K. (2010), *Le naturaliste et son apport à la santé publique*, Kananga.
8. NYONGA MPOYI (2012-2013), *Anthropologie de Développement*, cours inédit, 1<sup>re</sup> Licence, ISDR-T, Kananga.
9. O.M.S. (1978), *Médecine traditionnelle et son rôle dans le développement de services de santé en Afrique*, Brazzaville.
10. PAMPLONA R. (2000), *Guide de plantes médicinales*, Vol.1, Ed. SAPELIZI, Paris.
11. PAMPLONA R. (2000), *Guide de plantes médicinales*, Vol.2, Ed. SAPELIZI, Paris.
12. PIROP (2005), *La pharmacologie à l'école des sorciers « sciences et avenir »*, Hors-série.
13. RONS Y. (1964), *Ceux qui soignent dans la nuit*, Yaoundé, Ed.-clé.
14. TRAORE D. (1965), *Comment le noir se soigne-t-il*, Paris.
15. TSHINYANGUKE J. (1995), *La phytothérapie de quelques maladies épidermiques : Cas de pityriasis versicolores et les abcès, furoncle et pyomyosité*, TFC, ISP/Kananga.

## **Membership communautaire et les défis pour le développement socio-économique de Lukonga**

Donald Tshibamba kankolongo  
Assistant à l'ISDR-Tshibashi

---

### **INTRODUCTION**

Depuis plusieurs décennies que les théories de développement abondent, la population de la Commune de Lukonga n'a vu aucune leur cadrant avec l'organisation institutionnelle. Les actions de développement initiées dans le monde paysan et par les paysans n'évoluent pas solidement et ne transforment pas de manière efficace les mentalités des paysans, leur mode de vie et leur cadre de vie.

Dans les milieux ruraux d'Afrique, à cette époque de la situation socio-économique et du sinistre total que traverse la R.D.Congo ( ... ) une chose est cependant claire à savoir que les caractéristiques de l'État zaïrois sont pour l'essentiel celles des autres pays d'Afrique noire : (...). État envaillissant et appauvrissant. (GIFUA, G., 1987).

Devant cette crise criante, il convient de remarquer que plusieurs approches sont utilisées pour combattre ce fléau, les uns privilégient l'accumulation individuelle ou le progrès d'une seule personne, d'autres par contre, prônent le développement communautaire. Cette dernière 'apparente mieux avec la société africaine, car l'homme africain est un être social. Il n'existe qu'en communauté et par la communauté. Celle-ci se définit comme étant une communauté de sang et une communauté des moyens vitaux. Les individus vivent en interdépendance avec les uns et les autres. La survie de la communauté dépend du travail de chacun. (MABIALA, M.M.P., 2009). D'où, il faut promouvoir un membership capable de sauver la communauté agropastorale de Lukonga.

Le développement d'une collectivité intéresse en premier lieu sa population qui participe activement aux actions et parvient à créer d'autres réalisations d'initiatives de développement est à effet plus qu'une nécessité en vue d'atteindre des résultats escomptés. Quant à la Commune de Lukonga, nous constatons que de façon générale que la participation de sa population aux actions de développement reste faible et à désirer, ce manque de dynamisme communautaire bloque l'éclosion de la production effective de son environnement et la prise de décisions aux analyses de problèmes afin de trouver des solutions durables à leurs préoccupations sociales. « Et pourtant dans les pays pauvres, il est souhaitable que la population participe activement aux programmes de développement » (THISEKEDI, B., 2008).

La théorie de membership communautaire invite toutes les compétences paysannes de prendre à main leurs situations. « Car de nombreuses réalisations : écoles, dispensaires, routes, ... présentent un intérêt local, le fait qu'elles soient effectuées par ceux qui y ont un intérêt, apporte une certaine garantie de l'effectivité du travail ainsi que du fonctionnement futur de l'entretien des installations ou des équipements. »(BUGNICOURT,J., 1982).

Notre préoccupation s'articule autour des questions suivantes :

- Quels sont les freins qui bloquent l'éclosion du bien-être des populations de Lukonga ?
- Comment consolider la participation effective des catégories socioprofessionnelles à l'esprit d'équipe et leur engagement au développement communautaire ?
- Quelle action menée par et avec les institutions publiques et les acteurs non étatiques pour l'autopromotion de la collectivité rurale de Lukonga ?

Nous pensons qu'il y a lieu de rapprocher le développement communautaire à la pratique de MEMBERSHIP du fait de sa base qui est « *une participation participante* » de l'ensemble de discipline de toute la communauté rurale. La question étant complexe, une implantation stratégique de cette notion pourrait apporter de lumière susceptible de modifier la mission actuelle de développement communautaire dans notre environnement.

Ce développement qui n'est pas seulement une action d'ensemble, mais, et surtout une vie de la communauté qui reste en perpétuelle recherche de solution à ses problèmes. Donc, il faudrait que la notion de Membership et son application soient intériorisées à partir de la base par sa meilleure application. La résolution de cette question a des impacts au niveau éducatif et promotionnel des paysans de la Commune de Lukonga.

Considérant que la Commune de Lukonga est un système composé de plusieurs sous-systèmes (Quartiers, Quartiers suburbains, les groupements...), qui travaillent pour le développement communautaire. La méthode systémique nous a aidés à appliquer un raisonnement et une réflexion sur les interactions perpétuelles qui existent entre le Membership et le système et sous-système tout en cherchant à avoir des possibilités de transformation de cette entité vers le mieux-être.

Les techniques d'observation directe, observation documentaire, interview nous ont aidés à récolter les informations nécessaires. Et les années 2014 et 2017 nous ont facilité la tâche pour recevoir les données de ce travail.

Notre travail est subdivisé en 3 sections, hormis l'introduction et la conclusion générale. La première section traite sur le cadre théorique, la deuxième traite de la question du développement communautaire dans la Commune de Lukonga et la dernière qui montre le champ d'application stratégique du développement communautaire à Lukonga.

## **1. CADRE THÉORIQUE ET GÉNÉRAL**

### **1.1. Définitions de concepts usités**

#### **1.1.1. De la sémantique membershipienne**

Le concept Membership tire ses origines récentes (1966) de l'école canadienne anglo-saxonne de Québec et des milieux associatifs pratiquant l'économie sociale solidaire. En tant que théorie, le Membership est un ensemble d'idées, de pensées, d'énoncés qui ont caractérisé les penseurs à la fin du 19<sup>e</sup> siècle en Angleterre (crise ouvrière due au machinisme) et tout au long du 20<sup>e</sup> siècle au Québec/Canada dans les milieux associatifs, mutualistes, coopératifs, d'économie sociale et solidaire.

À ses débuts, le membership a subi les influences de la pensée de Robert Owen (Newton N., 1971), riche manufacturier qui créa les premières coopératives qui ont imprégné le mouvement chartiste. Selon les idées, les pauvres, les gagne-petit et les démunis recrutés dans les fabriques, ateliers et usines devraient mettre leurs « modiques » ressources ensemble en vue de les fructifier, de leur donner une plus-value afin de venir en aide à tour de rôle aux membres dans le cadre de l'assistance. Les idées étaient imbues de l'esprit de solidarité, d'amour, de partage et d'altruisme. Ces idées nées de la misère ouvrière ont rassemblé les hommes, les femmes et les enfants dont le destin était en proie à l'indigène.

En tant que logique et philosophie, le Membership est devenu tout un courant d'idées, de pensées, d'avis et considération par ceux qui étaient les plus touchés par la mauvaise condition humaine d'exploitation de l'homme par l'homme. D'après les penseurs de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les propriétaires de fabriques considéraient les ouvriers et les apprentis comme des choses et surtout des bêtes de traite, donc, il fallait coaliser entre « petits » pour se maintenir.

Chaque situation à résoudre nécessite que les acteurs puissent avoir un esprit d'équipe, agir ensemble pour aider la communauté à parvenir aux objectifs bien définis. En ce qui concerne la communauté rurale de la Ville de Kananga, un membership qui est l'ensemble des personnes capables de pouvoir aider les autres à surmonter certaines difficultés de leur développement. Ces acteurs qui sont acquis et s'engagent à discuter, à marcher et à raisonner avec les autres pour la cause d'une évolution positive qui amène au bien-être de tous. Cette inclusion participative des acteurs à une action de développement communautaire prévoit que tous les membres aient un esprit d'équipe catalyseur.

Nous pensons que la formation à donner aux ruraux doit être une formation participative, c'est-à-dire un processus contribuant à la dissolution de cette hégémonie culturelle et idéologique (Ass. Allemande, 1990). Il est nécessaire que le processus favorable au développement de la communauté rurale permette la diversification et l'enrichissement des activités cynégétiques à partir de la mobilisation et la coordination des ressources humaines et financières, la distribution équitable de bénéfices en tenant compte de la participation effective de tous. Il sera donc le produit des efforts de sa population qui mettra en cause l'existence d'un projet de développement participatif intégrant des composantes économiques, sociales et culturelles.

Le membership n'est plus cet ensemble d'attitudes des comportements extérieurement manifesté par la parole et le discours, mais un ensemble visible des épreuves qui conditionnent la marche des groupes ruraux vers la prospérité matérielle. C'est ainsi qu'avant la fin du 20<sup>e</sup> siècle, les tenants du membership intègrent dans leurs logiques et réflexions, les termes apparents, tels que :

- ***Le Teamship***

Les membres réunis dans une structure constituent ainsi une organisation forte. Cette force se mesure au travail en équipe et l'esprit d'équipe. D'où le teamship, c'est un esprit caractérisé par le sens de collaboration qu'engendre une participation forte de membres aux affaires de la communauté. Le teamship dans certaine condition ou-entend un dynamisme, une activité intense des agents d'une collectivité rurale en vue de l'amélioration de leur condition de vie. Une amélioration qui n'est pas la préoccupation d'une personne de tarder, mais qui découle de la contribution de tous les membres tant de la structure membershipienne canalisatrice que la base en même temps actrice et bénéficiaire de ses initiatives.

- ***L'Ownership***

Agir ensemble non par distraction, mais pour l'épanouissement de vie humaine, tel est le souci majeur du membership dans l'exercice de ses actions pour atteindre le changement. Agir à la fois nécessite une cadence, un certain rythme qui crée l'harmonie, cela suppose la coordination des efforts à la table ronde où la prévalence rêvée au programme. Car les actions qui n'aboutissent pas à modifier les conditions d'existence de pauvres paysans n'ont rien à chérir même si elles émanent d'une expertise. Agir à la foi c'est aussi agir en même temps, c'est agir sur le champ. Pareille concomitance donne au membership plus d'efficacité dans ses ambitions réalistes de bien-être.

Cette notion s'écarte des tendances centrifuges, de l'inertie et de la sporadicité dans l'exécution des tâches ayant une vision communautaire. Raison pour laquelle l'ownership, pour parvenir à mobiliser toutes les vices à la fois afin d'agir sur le champ et au même moment indiqué, il recourt au préalable à une analyse rationnelle de la situation dans laquelle toute la communauté rurale sera impliquée.

Pour l'ownership et le membership l'analyse aussi indispensable qu'elle soit aidée à se rassurer des facteurs de chance auxquels accorde de priorité et les indices d'échec à éviter lors du déroulement d'une action salvatrice au bénéfice de la population. De cette manière, l'ownership repose sur l'entente mutuelle et la compréhension réciproque entre les membres et au sein de la communauté rurale ciblée par la cohésion des membres pour mieux agir ensemble, agir ainsi à la foi, sur le champ et au même moment propice au changement.

- ***L'Entrepreneurship***

Au début du 21<sup>e</sup> siècle caractérisé par l'esprit d'Allant qui incarne les entrepreneurs et qui les exhorte non pas seulement à se regrouper, mais à poser des actions, à transformer leur environnement et d'y créer une ambiance inhabituelle. L'entrepreneuriat est une notion qui invite les membres associés à ne plus tellement tenir des réunions pour identifier les personnes



vulnérables, mais de mettre au travail tous ceux qui partagent la même condition misérable et de les amener à entreprendre des œuvres émancipatrices. (BACULARD, O., 2009).

En effet, le membership qui était opposé littéralement au leadership, l'a enrichi, au lieu d'être seulement basé sur la pitié, la solidarité et l'entraide mutuelle, le membership s'est enraciné dans les économies sociales littérales en s'intercalant mi-chemin entre les économies planifiées et les économies capitalistes se manifestant comme celles qui se reconnaissent dans le modèle social, démocrate. (BOLTANSKI, Luc : 2005). « La croissance économique constitue un facteur des réactions de la pauvreté que les pauvres ont en mesure d'accéder aux opportunités économiques de croissance » (TOHE, M., 1998).

Comme leçon, nos populations rurales doivent apprendre à développer l'esprit entrepreneurial pour investir et créer des entreprises compétitives à tous les secteurs de la vie. Ces entreprises sociales qui génèrent des revenus avec des objectifs sociaux et qui réinvestissent des surplus pour raison d'entreprises et/ou au profit de la communauté rurale. Ces entreprises qui visent d'accroître l'autonomie organisationnelle, la capacité d'entrepreneur individuel à faire grandir lui-même l'action collective, répondre aux besoins des communautés entières, car implantation d'une industrie entraîne d'autres aspects du développement communautaire.

### **1.1.2. De la communauté**

Définie comme un ensemble des tiers des individus basés sur les intérêts communs, idéologie commune, un même objectif, elle est le ciment de solidarité. Professeur Joseph MBAYO, déclare que « dans ce modèle de l'entrelacement, l'égoïsme, le non-partage sont antisociaux. Jouir seul rend la chose amère, provoque la jalousie, le mécontentement et entraîne le conflit. La solidarité qui imprègne la vie du muntu l'invite justement à s'accomplir dans une vie partagée avec les autres. Le vrai bonheur est un bonheur partagé, un bonheur communautaire (...) (MBAYO.J. 2016).

### **1.1.3. Les défis**

Ils sont considérés comme les tâches, les préoccupations, les réalisations ou les actions à mener avec ou pour la communauté afin de pouvoir combattre les fléaux qui bloquent l'ouverture à un développement communautaire durable.

Cette réflexion voudrait simplement dire que la seule garantie pour prétendre faire participer activement les bénéficiaires à leur propre développement, c'est la considération de leur dignité en tant qu'être humain, laquelle est traduite par le respect de leurs droits et libertés fondamentaux que Keba Mbaye présente comme étant : « un ensemble cohérent des principes juridiques fondamentaux qui s'appliquent partout dans le monde tant aux individus qu'au peuple, qui ont pour but de protéger de prérogative inhérente à tout homme et à tous les hommes pris collectivement en raison de l'existence d'une dignité attachée à leur personne et justifiée par leurs conditions humaines ». (KEBA MBAYE, 1992).

#### **1.1.4. Le développement socio-économique**

Les idées propagées jusqu'ici renferment toutes une part de vérité, mais elles donnent peu de place aux hommes et aux femmes qui le sous-développent au quotidien, à leurs espoirs et à leurs incertitudes, à leurs potentialités et à leurs ambitions. Ils ne sont jamais considérés comme source de connaissance ni comme des personnes sérieuses qu'il faille écouter pour avoir ce qu'ils imaginent, ce qu'ils souhaitent ou ce qu'ils font (Basile EKANGA, O.W., 2016).

Le développement socio-économique a reçu plusieurs définitions. Il suffit d'en citer trois parmi celles qui ont été utilisées au cours des dernières années. En effet, une des approches la plus courantes consiste à le définir en fonction du produit national brut (PNB) par habitant. Lorsqu'on opère à l'intérieur d'un même pays, on substitue à cette notion celle du taux moyen de salaire ou du revenu par habitant. « C'est d'ailleurs sur cette base que s'établit le classement de la Banque Mondiale dans une volonté toujours affirmée de lutte contre la pauvreté et d'encouragement de la croissance économique des pays défavorables »(M. BRUYNINCKX, cité par B.A. KABEMBA, 2016).

Ainsi une définition du développement qui semble rationnelle est celle qui fait intervenir la notion d'amélioration de la qualité de la vie d'un individu ou d'un groupe d'individus. Elle touche à une série de modifications quantitatives et qualitatives intervenant au sein d'une population donnée et dont les effets convergents se traduisent à la longue par une élévation du niveau de vie et une évolution favorable du mode de vie.(B.A. KABEMBA, 2016, p. 53).

## **2. PRÉSENTATION DU MILIEU D'ÉTUDE**

### **2.1. Aspect géographique**

La Commune agropastorale de Lukonga qui a servi de cadre à nos recherches est l'une des Communes qui constituent la Ville de Kananga. Elle est située entre 0°40' et 0° de latitude Sud, et entre 22°2' et 22°3' de longitude Est. Elle s'étale sur un long plateau d'une altitude moyenne de 550 m. sa superficie est de 153 km<sup>2</sup>. Elle est limitée au Nord par le Territoire de Demba, à l'Est par la Commune de Kananga, à l'Ouest par la Commune de Ndesha, et au Sud par la Commune de Ndesha. Elle compte en 2015, selon l'Annuaire statistique 2014 de Kasai Occidental démembré 297.398 habitant dont 197.058 femmes et 150.340 hommes. La densité moyenne en 2009 est de      hab/km<sup>2</sup>.

La Commune est caractérisée par un climat tropical humide, un climat tropical équatorial et un climat de type soudanais où la température moyenne varie de 16° C. et 32° C. Elle est couverte principalement par deux formations végétales : la forêt dense humide ou équatoriale au Nord, la forêt subéquatoriale et la savane. La population de la Commune est composée majoritairement de bantous et minotairement de pygmées.

## **2.2. Aspect politico-administratif**

Sur le plan politico-administratif, la Commune est composée de six quartiers dont quatre urbains (Lumumba, Dikongayi, Mabondo et Itabayi). Cette Commune est dirigée par le Bourgmestre de la Commune de Lukonga qui est Chef hiérarchique direct.

Les structures politiques du Kasai Occidental démembré ne jouent pas pleinement leurs rôles à savoir l'organisation et le fonctionnement de leurs services, la formation idéologique des militants, la formation de l'opinion publique, la sélection des candidats et les gouvernés, l'adaptation et le maintien du système politique en renforçant ou réajustant la culture politique.

## **2.3. Aspect économique**

Dans la Commune, par le passé, les activités minières et ferroviaires avaient donné naissance à des quartiers suburbains et constitué un marché important de consommation. Ce besoin de faciliter l'approvisionnement en vivres par toute la main-d'œuvre entraîna la création d'industries destinées à transformer les produits agricoles en vue de répondre à la demande alimentaire des agglomérations. L'élevage de petit bétail, la pêche, l'artisanat, la fabrication de briques cuites et le petit commerce étaient une source financière pour cette Commune agropastorale de Lukonga.

## **2.4. Aspect sociosanitaire**

La commune de Lukonga a une zone de santé qui compte au total dix-sept centres de santé : Diboko, Dikongayi, Itabayi, Kambote, Kanyuka, Kasasa, Luandanda, Luboya, Lubuyi, Lumumba, Musangilayi, Nkese, Nsapu Kumuamba, Tshibashi, Tshimputu et Tudikolele et deux hôpitaux de référence. Ils sont appuyés par les différents partenaires internationaux : UNICEF, IRC, BEDOM, DIPID et autres. Ces partenaires appuient en produits pharmaceutiques, en formation de renforcement des capacités, en motivation des agents en construction et réhabilitation de certains centres dont les salles sont encore en qualité délabrée.

Bien que ces hôpitaux et ces centres de santé soient appuyés en instruments nécessaires, les conditions d'insalubrité environnementale, le manque de produits pharmaceutiques et alimentaires, la malnutrition des enfants de moins de 5 ans continuent à se faire sentir dans tous ses coins. Ainsi, lors de nos enquêtes nous avons enregistré plusieurs cas des maladies épidémiques (diarrhées, simples et rougeole chez les enfants de moins de 5 ans, la malaria, la fièvre typhoïde chez les jeunes enfants et chez les adultes).

Toutefois, signalons que cette déplorable situation n'implique pas l'incapacité de ces centres de santé, mais elle est plutôt onction de la crise que traverse la population de Lukonga. Les soins médicaux sont mis à la disposition de tous, mais parce que le moyen financier manque généralement à la majorité de la population, devant deux cas la maladie et la nourriture, on préfère accorder de l'importance à la nourriture qu'aux soins médicaux, mais avec l'implication

des partenaires internationaux le coût des soins médicaux était allégé. Mais, nous déplorons le détournement des intrants médicaux par des agents médicaux.

## **2.5. Aspect culturel**

Dès sa création, l'être humain éprouve souvent le besoin d'éducation. Car c'est elle qui fait de lui un homme nouveau, intègre et lui confère un rang social acceptable (KASONGA, K. 1992).

La culture indiquée dans le processus de l'enseignement est une dimension non négligeable pour une société qui a besoin de perpétuer sa tradition grâce à l'apprentissage. Nos sociétés étaient en effet, des sociétés initiatiques, où l'initiation la vie était indivisiblement une initiation aux techniques, à l'art de vivre et aux valeurs morales.

Aujourd'hui, avec la présence de l'école, l'enseignement de type occidental introduit par l'action coloniale, au lieu d'être facteur puissant de conscientisation, cet enseignement est une cause d'aliénation. Pour être plus explicite, l'enseignement occidental nous éloigne de plus en plus des réalités dans lesquelles vivent les grandes masses. (Rapport du Kasai Occidental, 1998, p. 12). L'éducation scolaire constitue un investissement humain considérable, une force fondamentale de la main-d'œuvre dans le progrès de pays en développement, pour la promotion culturelle durable. Ainsi, pour assurer une formation intellectuelle des jeunes et adultes, la Commune de Lukonga héberge dans son sein 35 écoles primaires, 10 secondaires et 3 Établissements d'enseignement supérieur et universitaire. Ces écoles proviennent des différentes confessions religieuses, des privés et de l'État. Nous remarquons que dans certaines institutions scolaires on souffre d'insuffisance d'équipements et de locaux viables. Les élèves étudient à même le sol et certains bâtiments sont en état de délabrement qui demande une réhabilitation rapide.

## **3. POURQUOI LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE À LUKONGA ?**

Le problème du développement en général n'est pas récent ; il a commencé et a frappé presque tous les pays du monde entier. Aujourd'hui, il est la préoccupation de pays d'Afrique et de notre Kasai Rural. Les pays d'Europe, de l'Amérique et autres, avant d'être déclarés développés sont passés par le stade traditionnel vers le stade moderne. En faisant une étude minutieuse, nous constatons que les milieux ruraux de la Ville de Kananga, par leur activité principale qui est l'agriculture, n'ont pas intégré dans la dynamique du développement communautaire, or, il est nécessaire et important que celle-ci participe au progrès socio-économique provincial et national. Le manque des industries qui n'encourage pas l'agriculture par la création des rapports agriculture – industrie et industrie – agriculture pouvant servir d'éléments capables de promouvoir le développement socio-économique du Kasai Rural, et qui peuvent susciter l'abondance de la production agricole pour ravitailler les industries.

Nos milieux ruraux se trouvent exploités considérablement par les centres-villes. Il n'existe vraiment pas d'échanges étroits entre ces deux milieux. La ville bénéficie souvent de tous les avantages sociaux au détriment de la campagne. Le milieu rural est abandonné à lui-même et

subit des conséquences de décisions prises sur tous les plans aux centres-villes, qui ne tiennent pas compte des réalités socio-économiques de ces milieux.

Le développement des milieux ruraux de la Ville de Kananga est un point de départ pour que notre Province se développe économiquement et socialement. Si la base n'est pas développée, le Kasai Rural rencontrera toujours des difficultés d'ordre économique, un partage égal des avantages sociaux devait exister entre ces deux milieux afin que celui qui est rural s'intègre facilement dans le développement communautaire. Aussi longtemps que la base se sent marginalisée et privée de certains avantages, il sera difficile qu'elle accepte le changement venant des idées proposées par la ville. Il faudra que la mentalité de nos milieux ruraux et urbains change afin de contribuer au développement communautaire et éviter tout facteur de blocage.

Cela étant, nous remarquons quelles actions de développement sont initiées à la base et font éclore un processus vers un changement réel et une contribution efficace des actions de la base au développement durable. Il arrive souvent que l'on se pose plusieurs questions visant l'amélioration des conditions de vie des populations rurales dans un environnement bien assaini. La plupart des pays du monde doivent développer les efforts pour redonner vie à leurs personnes et à leurs entités grâce à l'humanisation du cadre de vie approprié et aux efforts consentis globalement.

C'est la raison pour laquelle, les nations sous-développées et surtout leurs gouvernements doivent s'atteler à organiser le travail productif en mettant la population active à l'œuvre pour accroître la production. Les populations d'Afrique sont massivement exclues de la production normative et économique. Sans doute, elles demeureront dans cette situation tant que la contrainte de survie les empêchera de se consacrer à des activités valorisantes qui développent réellement.

Dans quels axes pouvons-nous appliquer ce développement communautaire au Kasai Rural ?

### **3.1. Le champ d'application stratégique du développement communautaire à Lukonga.**

La notion du développement communautaire dans le contexte environnement apparaît toujours très complexe. Il faudrait alors tenir compte de plusieurs paramètres pour ressortir les problèmes qui se posent et qui constituent un goulot d'étranglement dans la Commune de Lukonga et son environnement.

#### **Le niveau socioculturel**

Pour l'Afrique mobilisée entre son passé tribal et son avenir citadin, la question n'est pas de choisir la tradition et la modernité de laisser tomber simplement l'une pour ramasser l'autre, la question est de s'insérer dans le mouvement en recourant aussi bien à des éléments de tradition qu'à ceux de modernité, de façon à réduire aux mieux le stress que provoquent des changements trop subits (SCHWARZA, 1998).

Les milieux ruraux en général souffrent d'un déséquilibre structurel, beaucoup d'initiatives ne viennent pas de la base ni de leur réalité contextuelle. La question n'est pas de savoir si le peuple du Kasai Rural préfère avoir le changement de leur communauté, mais de connaître de quelle manière le réaliser. « Or on n'offre pas le changement et on ne le réalise pas par contrainte, mais plutôt par la persuasion et consensus. Pour Monsieur PISANI les échecs perpétuels de pays africains en matière de développement se justifient depuis les décennies parce qu'ils poussent sur les pédales externes, s'ils n'y parviennent pas, c'est aussi parce qu'ils veulent décoller sur les modèles importés avec un matériel inadapté qu'on n'a pas des possibilités d'entretenir. » (PISANI, E., 1988).

Le développement cadeau joue un rôle important pour promouvoir le développement à la base. Ce modèle privilégie le rôle de l'État ou des structures qui octroient des financements sans réelle participation de la base. Il consiste à initier les projets non maîtrisés par la base, ces programmes sont souvent tributaires de l'extérieur. Dès la conception la réalisation, la population ne bénéficie d'aucune consultation. Ce système longtemps pratiqué par les initiateurs des œuvres philanthropiques n'a provoqué aucun effet d'entraînement. Ces œuvres disparaissent avec leurs initiateurs parce que la population n'a été consultée.

Dans ce cas précis, le flux d'argent et le pouvoir des commandements viennent du sommet concepteur et la structure exécutive n'assure que la fonction de contrôle de transmission pour exploiter la base. Du côté de la base, le travail est achevé, car dans sa conscience, elle produit un travail d'autrui ou elle ne trouve pas son compte dans l'avenir.

Nous remarquons que le Kasai Rural, la décentralisation ne porte pas nécessairement en elle, par nature, une meilleure « participation communautaire aux affaires des collectivités de base » c'est pourtant le dessein qu'on lui prête habituellement et qui s'exprime dans les formules telles que « renforcement de la société civile », « démocratie à la base », « cogestion du développement », « rapprochement entre les femmes », « l'école de solidarité », « espace de rencontre interculturel » (TOHE, M., 1998).

### **La réhabilitation des infrastructures de base**

Il est primordial que l'apparition d'une entreprise tant commerciale qu'industrielle dans un milieu du Kasai Rural, la construction des routes de desserte agricole, des écoles, des centres professionnels, des églises, des hôpitaux équipés avec des produits pharmaceutiques et d'équipements, des banques de Crédit Agricole, s'avère indispensable à telle enseigne qu'elles procurent à ce dernier un climat environnemental harmonieux, ambiant et lutte contre l'exode rural. La réhabilitation des infrastructures de base crée des emplois et transforme les milieux ruraux en des « foyers de développement ».

Il est à noter que le Membership paysan peut donc contribuer à offrir aux actuels aspects du développement des opportunités d'activités nouvelles et de reconnaissance sociale. Mais nous apprenons à des frais trop lourds à quel point la politique de la R.D.Congo conditionne le sort d'organisation et la gestion de pouvoir de son peuple et ses habitants ruraux.

### **La bonne gouvernance**

Le Professeur KAREZ écrit que « la politique d'une cité est en effet la manière de la gouverner et de gérer ses problèmes, l'ensemble des institutions et organes chargés de gérer les choses de la cité constitue le pouvoir politique, le pouvoir d'État ou la machine d'État ». (KAKEZ, 1997). La bonne gouvernance devait favoriser la mobilisation de nombreuses ressources au service du développement de la base, l'appropriation par les populations rurales du concept de bonne gouvernance est impérative, mais elle nécessite de partir de leurs propres valeurs et références. C'est en définitive à une intervention de la citoyenne rurale qu'il fait appel. Les capacités organisationnelles managériales et de négociation des différents acteurs du Kasai Rural sont un facteur essentiel d'une gestion rationnelle.

### **Agriculture et élevage**

Les populations dans nos milieux ruraux vivent dans l'extrême pauvreté et la misère. La production agricole n'est nullement rentable, les ménages agricoles font encore de l'agriculture sur brûlis, les récoltes moins abondantes ne produisent pas de l'argent aux cultivateurs, les systèmes de crédits agricoles ont disparu depuis plus de deux décennies, les difficultés de transport de denrées alimentaires de première nécessité ont réduit les marchés de circulation de la monnaie.

Cette déplorable situation dont la cause réelle se laisse lire dans la mégestion des ressources humaines, naturelles et dans le manque d'encadrement des populations paysannes par l'État, nous démontre le découragement de certaines initiatives privées et la négligence des secteurs productifs et créateurs du bien-être socio-économique.

La participation communautaire doit être endogène. et la solution ne reviendra pas de la seule amélioration des techniques et moyens de production en agriculture, mais, l'étude de secteur débouchera sur l'élaboration d'un plan directeur de développement qui permettra de relancer sur une base durable le secteur agricole congolais pour en faire le levier du développement économique national et des milieux ruraux. Il découle que l'État doit s'investir à travers la volonté politique de la classe dirigeante à s'allier à la volonté populaire de façon à imprimer à la société rurale la finalité existentielle qui est le bien-être collectif.

Ainsi donc, les populations paysannes ne parviennent pas à fournir des efforts pour quitter leur mode de vie et s'adapter aux exigences du moment. Et pourtant, avec la formation de groupe, on saura comment on peut accroître la production agricole, organiser un réseau de collecte et de vente des produits agricoles, lutter contre certaines maladies, assurer une alimentation équilibrée. (DECLERK, M., 1981).

### **Suggestions**

- Que la problématique du développement du monde rural et moderne soit une préoccupation majeure de toutes les tendances (politiques, administratives, sociale, acteurs non-étatiques, etc.).



- Que les projets et les plans du développement initiés pour la base puissent intégrer leur participation pour qu'ils soient efficaces et durables dans l'exécution.

## CONCLUSION

En guise de conclusion, le développement durable de la Commune de Lukonga doit être conçu comme un ensemble de stratégies communautaires pour s'imposer des conditions plus humaines de vie au profit de chacun et de tous. Ces stratégies aident les populations rurales à se prendre en charge en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie individuelle et collective.

Il est nécessité indéniable pour le développement socio-économique : pour réaliser la théorie de membership qui veut impliquer la participation de cette population de la Commune de Lukonga, la stimulation à l'innovation et à la maîtrise de l'environnement physique et humain. Il est évident que toutes les forces vives puissent imprégner dans les actions qui peuvent déclencher l'épanouissement au sein de chaque communauté. Ces changements au premier rang desquels doivent figurer des changements d'attitude et de comportement de la part de tous les acteurs concernés.

Dans ce contexte, il est pertinent de rappeler que la plus grande difficulté ne consiste pas à intégrer les idées membershipiennes, mais bien davantage à se débarrasser des idées anciennes de sous-développement (égoïsme, clanisme, tribalisme, mauvaise gouvernance, dictature...) qui encombrent nos esprits. Il ne sert à rien d'élaborer un plan de développement de mettre en place de nouvelles structures si les hommes se sont consultés et associés à ce changement.

## BIBLIOGRAPHIE

### I. OUVRAGES

1. BEAUDOUX, E., Accompagner les ruraux dans leurs projets, Ed. L'Harmattan, Paris, 2000.
2. BURGNIOCOURT, J., La participation populaire : condition sine qua non au développement autocentré en Afrique, Ed. Dakar, 1982.
3. DECLERK M., L'éducation et les villageois, Ed. Harmattan, Paris, 1984.
4. KAKEZ (1997), cité par NGOMABINDA, Marketing et stratégies d'action d'un parti politique, PEF, Kinshasa, 1997.
5. KEBE MBAYE, Les droits de l'homme en Afrique, Paris, éd. A. Pedone, 1992, p. 25.
6. LAMMRINK, MP. Et WOLFFERS, I., Approches participatives pour un développement durable, Ed. Karthala, IPD, 1995.
7. MUABILA, M., Travail et travailleur au Zaïre : essai sur la conscience ouvrière de prolétariat urbain de Lubumbashi, PUK, Kinshasa, 1979.
8. PISANKI, E., Pour l'Afrique, Ed. Odile Jacob, Paris, 1988.
9. SCHWARZA (1998) cité par SHALLY G.B., L'entrepreneurs en Afrique Noire, Application aux entrepreneurs du secteur informel au Congo-Zaïre, Ed. Harmattan, Paris, 1998.



10. TOHE, M., « La décentralisation en Afrique de l'Ouest entre politique et développement », Ed. Harmattan, Paris, 1998.

## **II. REVUES & ARCHIVES**

1. « Association Allemande pour l'Éducation des Adultes, les aspects idéologiques de la formation participative », in Éducation des adultes et développement, n° 36, 1990.
2. GIFUZA, G. (1987) cité par MASHINI DHI MBITA, État africain dès le système international : une réalité ou artifice périodique : le cas symbolique du Zaïre, Thèse de doctorat d'État en droit, Université de LILE, Faculté des sciences politiques et sociales, p. 667.
3. KASONGA, K. »Crise comme élément essentiel », dans Revue de Théologie, n° 1 (1992), p. 5.
4. MBAYO, J., « Le Bomontu, le bonheur et le développement » dans Revue de l'UKA de Kananga, vol. 4, n° 7-8 (mai - novembre 2016), p. 123.
5. M.BRUYNINCKX, cité par B. KAZEMBA, « La situation socio-économique du Kasayi, Problèmes, atouts et aspirations » dans Revue de l'UKA, vol. 4 n° 7-8 (mai-nov., 2016), p. 51.

## **III. COURS**

1. TSHISEKEDI, B., Cours inédit de Technique de vulgarisation, Deuxième licence, ISDR-Tshibashi, 2009-2010.

## **IV. SITE WEB**

1. BACULARD, O., De la philanthropie à l'utilité sociale, <http://wwwsecounmelenat2009pdf>.
2. BOLTANSKI, L., Microsoft (R) Encarta (R) 2006 (détail), microsoft.corporation.2005.



## **La rationalisation des dépenses publiques comme mode de bonne gouvernance financière et gage du développement de la RD. CONGO**

Theodore Tshiamumanya Luwanda  
Assistant/ISES-KGA

---

### **INTRODUCTION**

Au lendemain des indépendances des États africains, la gestion des dépenses publiques devant assurer la survie et le développement des jeunes États constituaient un problème lancinant, à tel enseigne que la mégestion décriée dans certains d'entre eux les a plongés dans une crise financière et économique qui freina ipso facto leur développement. Comme pour faire fonctionner, toute société a besoin d'avoir des ressources susceptibles de couvrir les besoins collectifs ; l'État doit aussi développer son rôle à travers le progrès technologique sans précédent ou son interventionnisme le soumet au recours à la dépense, car, "gouverner c'est dépenser". Cependant, il s'engage à ne faire que des dépenses économiques utiles, c'est-à-dire celles qui contribuent à la croissance, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la performance dans le domaine économique qui a des effets d'entraînement sur d'autres secteurs <sup>(11)</sup>.

Or, dans la gestion de la *res publica*, il a été noté et c'est une constante dans l'histoire de la RD. Congo que les dépenses n'ont pas toujours été faites dans l'objectif du développement. Plusieurs maux sont dénoncés comme : la mauvaise conception des dépenses, mauvais usage des deniers publics, détournement des ressources, absence de contrôle, mauvaise exécution... Ainsi les finances publiques congolaises en tant que moyen d'action avaient plus servi aux auteurs politiques qu'aux fins du développement de la nation, parce qu'aucun contrôle n'était exercé sur la gestion et pas de suivi ni même des sanctions contre ceux qui sont reprochés de la mégestion.

BAKANDEJA wa MPNGU note à ce propos que pendant la deuxième république les finances de l'État constituaient aux yeux des populations congolaises une source d'enrichissement pour les acteurs politiques et un appauvrissement pour elles <sup>(12)</sup>.

---

<sup>11</sup> BAKANDEJA wa MPUNGU (G), Finances publiques pour une meilleure gouvernance, éd. Larcier, Bruxelles, 2006, p.

<sup>12</sup>BAKANDEJAWa MPUNGU, Droit des finances publiques, éd. Norf, Kinshasa, p. 14

La gestion rationnelle des dépenses publiques étant facteur qui déclenche le développement de tout État, comment la République Démocratique du Congo tient-elle en compte cet objectif de rationalisation ? En quoi consiste-t-elle en matière des dépenses publiques ?

L'étude de la rationalisation des dépenses publiques comme étant facteur du développement de la RD. Congo présente un intérêt indéniable à l'heure actuelle pour la RD. Congo où la bonne gouvernance constitue un slogan pour tous les acteurs politiques.

Le développement de la RD. Congo dépend également de la manière dont les dépenses publiques sont effectuées, celles-ci doivent être caractérisées par l'utilité qu'elles apportent à la société et après leur exécution un contrôle est toujours souhaitable pour en tirer les conséquences.

Notre démarche dans cette réflexion gravite autour de deux points : dans le premier nous dégagerons la consistance de la rationalisation des dépenses publiques et dans le second examinera l'évaluation de la rationalisation de celle-ci en RD. Congo.

## **1. CONSISTANCE DE LA RATIONALISATION DES DÉPENSES PUBLIQUES**

La question de la rationalisation des dépenses publiques demeure une préoccupation pour la République Démocratique du Congo en dépit du travail abattu par le gouvernement il y a plus d'une décennie.

Avant d'aborder la question de la rationalisation des dépenses publiques, gage de la bonne gouvernance financière en RD. Congo, il faudrait d'abord qu'on s'entend sur ce qu'est la rationalisation et les dépenses publiques à la manière des anciens qui avaient coutume de poser en principe que lorsqu'on parle d'une chose, il faut d'abord la définir (A) ; en suite chercher leur fondement et enfin d'en dégager la matérialisation (B).

### **1.1. Approche définitionnelle**

#### **1.1.1. Dépenses publiques**

La notion des dépenses publiques a évolué avec la conception des finances publiques. Si le principe fondamental de l'équilibre budgétaire tend à être aujourd'hui abandonné au profit soit l'excédent budgétaire, c'est en grande partie à cause de la conception nouvelle qu'on se fait des dépenses publiques dans leur définition externe (par rapport aux dépenses privées) et surtout dans leur nature interne qu'il faudra préciser et leur implication aux lois économiques<sup>13</sup>.

Pour les financiers traditionnels, les dépenses publiques sont les dépenses des collectivités, c'est-à-dire l'État et les collectivités locales dotées de la personnalité morale.

---

<sup>13</sup> BAKANDEJA wa MPUNGU (G), Finances publiques pour une meilleure gouvernance, Op. Cit, p. 36.

En d'autres termes, ce que donne à une dépense le caractère public, c'est la qualité juridique de l'auteur de la dépense, le fait qu'il s'agit d'un organe ou d'une institution publique. De ce, toutes les dépenses des particuliers et des collectivités privées (associations, sociétés, etc.) sont des dépenses privées. C'est donc la nature juridique d'une collectivité son caractère de personne morale publique qui définit la dépense publique. Cette définition de dépenses publiques a trouvé des limites au moment où l'État s'est mis à accomplir de mêmes tâches que les particuliers ; comme lorsqu'il devient lui-même commerçant.

La définition actuelle part d'une idée socio-économique : mesurer l'action dans la vie sociale et dans l'activité économique en particulier du pouvoir de l'autorité qui caractérise l'État et les collectivités publiques. Ainsi, on considèrera seulement comme dépense publique celles que l'État fait dans l'exercice de son pouvoir de commandement, et toutes les dépenses effectuées par l'État et les autres collectivités publiques dans les conditions analogues à celles des particuliers sont considérées comme des dépenses privées<sup>14</sup>.

Cependant, certaines dépenses des personnes privées peuvent devenir publiques, car de plus en plus, les personnes privées reçoivent l'autorisation d'user du pouvoir de commandement pour effectuer les activités d'intérêt général.

En dehors de cette notion des dépenses du secteur public qui correspond exactement à la définition socio-économique des dépenses publiques, le terme « dépenses publiques » proprement dit est employé en pratique dans un sens plus étroit : il désigne seulement les dépenses incluses dans budget général de l'État, les comptes spéciaux du trésor, les budgets des collectivités locales.

C'est cet aspect des dépenses publiques qui apparaît dans ce cadre de notre recherche comme une gestion saine, transparente et rationnelle.

### ***Rationalisation***

Les activités de l'État en matière de dépenses affectent l'ensemble du tissu économique national. L'impact de l'organisation budgétaire sur la vie économique ouvre la voie à la politique budgétaire celle-ci se préoccupe d'identifier la nature des dépenses publiques ; la configuration des recettes publiques calcule les effets du budget sur les perspectives de croissance et la politique monétaire. Ainsi fut créée la rationalisation des choix budgétaires (R.C.B) pour la première fois aux États-Unis<sup>15</sup>.

Ce terme est défini par le lexique des termes juridique comme le procédé de détermination des ressources et des charges budgétaires, faisant un appel systématique aux méthodes objectifs et

---

<sup>14</sup> DUVERGER M., Les finances publiques, PUF, Paris, 1963, p. 37

<sup>15</sup> Le système relatif au calcul des moyens et des charges impliquées dans l'exécution d'un projet ou d'un programme.

notamment à l'instrument mathématique en vue de soumettre à la décision des pouvoirs publics des alternances exprimées en termes quantifiés<sup>16</sup>.

Pour LEDUFF, la rationalisation des choix budgétaires n'est que l'application du management au secteur public. Éclairer la décision des pouvoirs publics, rendre efficace la gestion du secteur public sont les deux apports essentiels de la méthode de rationalisation des choix budgétaires<sup>17</sup>. Ainsi, s'appuyant sur les techniques modernes de choix développé dans le secteur privé, la R.C.B nécessite :

- Une redéfinition de la politique à suivre et des objectifs à atteindre ;
- Des études relatives aux programmes alternatifs pour parvenir aux objectifs ;
- Un contrôle périodique des résultats.

À cet effet, la rationalisation des choix budgétaire se présente comme une recherche méthodique appliquée à l'action publique, et qui utilise toutes les techniques disponibles d'analyse et de calcul, de prévision, d'organisation et de gestion, vise à la concrétisation efficace et fidèle d'une politique. Elle n'implique donc pas nécessairement le choix d'une politique. Les décideurs assurent alors toutes leurs responsabilités dans les options opérées.

La rationalisation se veut aussi l'éclosion de nouvelle orientation en matière des finances publiques suite au besoin de rentabilité et le déclassement du budget traditionnel<sup>18</sup>. La recherche d'un maximum d'efficacité ou moindre coût en reste le leitmotiv et elle opère par le choix d'objectif et le des moyens<sup>19</sup>.

Ainsi, la rationalisation touche à la fois au contenu et à la procédure d'élaboration du budget de l'État, elle fournit au budget l'information indispensable pour être aussi bien un plan d'action qu'un moyen d'action.

Signalons en effet que la technique budgétaire a gagné en efficacité depuis l'instauration de la rationalisation des choix budgétaires, car celle-ci a permis :

- La réflexion permanente sur les objectifs et les moyens ;
- Les choix plus rationnels;
- Un contrôle permanent.

Cette méthode nécessite une comptabilisation des moyens et leur dispatching (affectation) qui aboutit à l'élaboration des programmes qui apparaissent comme une indication des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs que l'on s'est assignés notamment la tranche de crédits annuels<sup>20</sup>.

## **2. FONDEMENT DE LA RATIONALISATION DES DÉPENSES PUBLIQUES**

---

<sup>16</sup> RAYMOND ET VINCENT, *Lexique des termes juridiques*, 2<sup>e</sup> éd. Dalloz, 1972, p. 278

<sup>17</sup> MOYA SAKANYI, *La science des finances publiques*, éd. Safari, Kinshasa, 2000, p. 82

<sup>18</sup> Celui-ci était présenté comme neutre avec un État présenté comme non interventionniste

<sup>19</sup> MOYA SAKANYI, Op ; Cit, p. 83

<sup>20</sup> MOYA SAKANYI, Op. Cit, p. 82

S'il est vrai que la quête du meilleur emploi des ressources budgétaires est une préoccupation universelle, la rationalisation des dépenses publiques trouve son fondement d'une part dans la bonne gouvernance financière et d'autre part, dans l'atteinte des objectifs de développement.

### **2.1. La bonne gouvernance financière**

Dans les années 70, certains économistes ont tenté de définir la gouvernance comme une série de dispositifs qu'une entreprise met en œuvre pour gérer ses coordinations internes et les conduire à réduire les coûts de transactions que génère le marché. Dans les années 80, les institutions internationales s'emparent de l'expression « good gouvernance » pour caractériser les critères d'une « bonne administration publique ». De là, la bonne gouvernance se présentera de plus comme une garantie exigible des pays incités, en échange de prêts, à mettre en place des réformes institutionnelles utiles à la réussite de leurs programmes économiques<sup>21</sup>.

De notre temps, la bonne gouvernance a quitté le terrain simplement économique pour envahir toutes les sphères gérables de la vie d'un État. Bien plus, elle est devenue la qualité majeure d'une administration et d'une gestion qui se veulent rationnelles, efficaces et modernes.

Ainsi, on définit la bonne gouvernance comme étant une manière dont le pouvoir en exercice gère les ressources économiques, sociales et même culturelles d'un pays<sup>22</sup>.

L'idée, d'origine économique, qui est mise en œuvre par ce concept de bonne gouvernance, est qu'il est irrationnel d'investir des moyens qui ne rapporteraient rien. La bonne gouvernance financière implique dès lors qu'on utilise à bon escient les ressources dont on dispose. Et cela non seulement dans la finalité d'en jouir, mais même encore de les accroître en vue d'améliorer également la qualité et la quantité de la jouissance.

Dans ce sens la bonne gouvernance financière s'inscrit en faux contre le gaspillage et l'irrationalité. Elle recommande qu'on affecte les moyens dont on dispose que là où ils sont le plus nécessaires les plus efficaces, les plus utiles et pourquoi pas les plus rentables.

### **2.2. L'atteinte des objectifs de développement**

La gestion du gouvernement et son action sont couvertes chaque année par un budget dont l'étape d'élaboration ainsi que les fonctions de ces étapes correspondent à celles du plan de développement économique et social du pays.

Le professeur Paul BRUYNE note que si le budget de l'État a pour fonction d'être un instrument de la politique économique autant que de la politique financière, il doit être établi et exécuté en relation étroite avec le plan de développement c'est-à-dire en respect des objectifs et les

---

<sup>21</sup> MINANIBIHUZO R., Éducation civique et électorale, module de sensibilisation et de formation, R.O.D.H.E.I.C, mars 2006, p.74

<sup>22</sup> Idem.

contraintes. C'est encore plus vrai dans un pays en voie de développement où le budget est destiné à promouvoir la croissance à long terme<sup>23</sup>.

De ce point de vue, le budget de l'État est un plan annuel de développement économique et social d'un pays qui exige aussi des choix et la détermination des objectifs. Cela est confirmé par les différentes missions et les différents objectifs que l'État et le gouvernement inscrivent dans le plan et qu'ils cherchent à atteindre tout au long de son exécution.

À partir de ses ressources, l'État se charge d'harmoniser la vie globale de la communauté nationale. Il veut agir sur les structures politiques, économiques, sociales ou autres. L'État agit pour faire face à des conjonctures défavorables en combattant notamment la stagnation économique et l'inflation (chômage et suremploi des moyens de production).

Ainsi, l'État voit se développer son rôle à travers un développement technologique sans précédent. L'accroissement de la population, des activités économiques et les menaces de guerre obligent l'État à engager de plus en plus des dépenses, et cela sans mettre de côté ses missions ou objectifs principaux qui lui demandent de disposer beaucoup plus des ressources importantes pour les couvrir.

Le budget plan d'action gouvernemental qui reprend les recettes et les dépenses à affecter au cours d'un exercice doit répondre aux objectifs de développement.

Selon Janine BREMOND et Alain GELEDAN<sup>24</sup>, les missions ou objectifs principaux du budget de l'État sont les suivants :

**Missions non marchandes ;**

- Régaliennne : police, armée pour l'ordre social ;
- Mission tutélaire : pour forme de service public, culture, éducation, transport, santé...

**Missions économiques inscrites dans une politique économique ayant des objectifs hiérarchisés :**

- Stabilité des prix et de taux de change, équilibre de la balance des paiements, croissance avec taux compatible avec les ressources et le tissu social ;

**Missions reproductives ou marchandises :**

- Vente de certains biens et/ou services à travers les entreprises publiques.

Cette mission est consacrée par la politique budgétaire moderne qui est née de l'abandon de la conception classique du budget. Celui-ci était présenté comme neutre avec un État présenté comme non interventionniste.

---

<sup>23</sup> PAUL DE BRUYNE, Politique et gestion des finances publiques congolais, éd. Dalloz, Paris, 1969, p. 220

<sup>24</sup> Cité par J. MBUANGI MBUKU LELO, « Influence de la planification financière sur l'action gouvernementale et le processus Démocratique », In Finances démocratie en RDC ;impôt sans le pôt, PUIC, Kinshasa, 1999, p. 42.



### **Missions sociales (Prestation sociale) :**

- Pension militaire, retraite, rente de survie, bourse et aide aux défavorisés.

Il est évident de noter avec KUMBU-KI-NGIMBI que pour atteindre ces objectifs que l'État s'assigne pour le développement, il est capital de mettre en place un ensemble de mécanismes comportementaux qui traduisent la transparence des procédures et des méthodes de gestion des ressources économiques et sociales accumulées en faveur du développement ainsi que le primat de la règle de droit pour garantir la responsabilité des gestionnaires et leur administration<sup>25</sup>.

## **3. LA MATÉRIALISATION DE LA RATIONALISATION DANS LE DOMAINE DES DÉPENSES PUBLIQUES**

### **3.1. Optimisation des choix des dépenses**

L'optimisation de choix des dépenses est envisageable dans la discussion des besoins à financer d'une part et d'autre part dans l'option de l'efficacité de la dépense. La discussion des besoins financiers constitue une étape importante dans l'élaboration du budget. En effet, le budget étant fondamentalement un instrument d'action économique, il importe de fixer les opérations budgétaires en harmonie avec les objectifs de la politique économique du gouvernement. C'est ainsi qu'au courant de l'année (à la fin du premier semestre généralement), le ministre du Budget s'adresse à des services des autres ministères par le truchement des responsables des finances et budget, pour demander leurs prévisions budgétaires. Les services comptables du ministre du Budget examinent ces prévisions dans les séances qui peuvent amener à des discussions contradictoires, préludes ou manifestations de véritables conférences budgétaires. MOYA SAKANYI note que ce pilotage s'inscrit comme un préalable obligatoire à évaluation administrative des dépenses et des recettes budgétaires opérées selon les méthodes que la rationalisation du choix budgétaire met quelque peu en mal<sup>26</sup>.

Il est nécessaire de noter que l'article 10 de la loi financière congolaise dispose que chaque année les organes politiques, les départements du conseil exécutif, les régions, les sous-régions, ainsi que les organismes ou les entreprises visées à l'article 5 alinéa 1 élaborent leurs prévisions budgétaires respectives en se conformant aux instructions données par le ministre du Budget après avis conforme du gouvernement. Cette disposition amène le professeur KIBWEY à considérer que le Congo estime implicitement qu'il faut chaque fois réviser et remettre en discussion annuelle les activités des services afin d'éviter le risque de sclérose et du développement contenu, automatiquement et anarchiquement des dépenses publiques<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> KUMBU-KI-NGIMBI, « bonne gouvernance comme condition de réalisation d'un développement participatif en RDC », In participation et responsabilité des acteurs dans un contexte d'émergence démocratique en RDC, éd. PUK, Kinshasa, 2007, p. 276.

<sup>26</sup> MOYA SAKANYI, Op. Cit, p. 155

<sup>27</sup> KIBWEY MULAMBA F., Le budget de l'État, règles et techniques de gestion, éd. ECA-IES, Kin, 1988, p. 49.

Ainsi la préparation du projet budgétaire, destiné à couvrir les dépenses publiques, s'organise au Congo à travers les étapes suivantes.

En ce qui concerne l'efficacité de la dépense, le budget soigneusement préparé contient des prévisions de recettes et des dépenses se rapprochant autant que possible aux réalités que constateront les résultats de son exécution<sup>28</sup>. Lorsque nous recourons aux définitions du budget, elles incluent notamment le verbe « prévoir » par là s'affirme à côté de sa nature juridique et politique, sa nature économique.

En effet, la prévision est élément d'importance capitale dans le comportement des sujets économiques qui font presque toujours entrer dans leur détermination présente, la considération future<sup>29</sup>.

Ainsi, devient impérieux de chercher l'efficience dans la détermination de l'efficacité budgétaire. Avec l'accroissement des dépenses, il commence à se créer des écarts entre les besoins de la communauté nationale et les ressources disponibles pour y faire face, mais la nouvelle orientation s'efforce d'asseoir une gestion pertinente de moyens de l'État et opter pour les dépenses efficaces.

À cet effet, pour accroître le revenu national, professeur BAKANDEJA préfère que les ministères dépensiers affectent les dépenses dans les secteurs les moins coûteux, mais le plus rentable<sup>30</sup>. Mais comme le note MOVA SAKANYI, plusieurs critiques dénoncent, au Congo, le semblant d'efficacité des prévisions budgétaires. Les approximations, la rigidité, les marchandages et bien d'autres maux encore sont signalés pour relativiser la rationalisation des prévisions budgétaires<sup>31</sup>.

### **3.2. Exécution fidèle et rationnelle des dépenses**

L'exécution fidèle et rationnelle des prévisions budgétaires se conçoit d'une part, dans la nécessité du respect de procédure et d'autre part, dans le contrôle même de l'exécution des dépenses.

Rappelons que les opérations de dépenses qui suivent une procédure préétablie sont indispensables, car elles permettent et favorisent le contrôle. Elles sont destinées à combattre les malversations en renforçant l'efficacité de la gestion<sup>32</sup>. Ces opérations peuvent avoir pour base essentielle, la méfiance. En plus, il y a à insister ici sur le fait que le point de vue du

---

<sup>28</sup> MOYA SAKANYI, Op. Cit, p. 159

<sup>29</sup> ALAIN BARRERE, *Économie et institutions financières*, éd. Dalloz, Paris, 1965, p. 91

<sup>30</sup> BAKANDEJA wa MPUNGU, Les finances publiques pour une meilleure gouvernance économique et financière en RD. Congo, op. cit, p. 255.

<sup>31</sup> MOVA SAKANYI, op. cit, p. 174.

<sup>32</sup> DUVERGE, M., Op. Cit, p. 313

contrôle financier prend le pas sur le point de vue d'un rendement dans la gestion des services publics.

Contrairement au particulier, nous l'avons dit, l'État a un statut particulier dans ses engagements, créances et dettes. Cela transparaît d'ailleurs dans les opérations d'exécution des dépenses de l'État.

Le professeur Pierre LALUMIERE signale que la dépense publique est une opération complexe en raison des buts contradictoires poursuivis. D'une part, il fait dépenser dans les strictes limites définies par la loi de finances et par la suite imposer un formalisme rigoureux afin d'assurer le respect des dispositions de celle-ci, c'est l'aspect régularité de la dépense publique. D'autre part, il faut dépenser avec le plus d'efficacité possible ; c'est l'aspect de l'opportunité de la dépense juridique les problèmes essentiels en matière de dépenses consistant à concilier ces deux aspects <sup>33</sup>. Pour résoudre la question du respect de la procédure il est impérieux de considérer les quatre phases que comporte l'opération de dépense, qui sont : l'engagement, la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Toutes ces phases relèvent de la stipulation juridique qui veut que « avant d'être payées les dépenses soient engagées, liquidées et le cas échéant ordonnées. Force est de relever que l'opération d'exécution des dépenses nécessite des contrôles étroits pour assurer sa conformité et réprimer les irrégularités. Maurice DUVERGER soutient que le contrôle a d'abord un motif politique : vérifier l'application de la décision du parlement en matière budgétaire, empêcher que l'exécution ne dépasse les crédits qui lui sont alloués ou ne perçoit pas les recettes établies, il a également un motif financier : éviter les gaspillages et les dilapidations<sup>34</sup>.

À cet effet, MOVA SANKAYI écrit que le contrôle prend tout son sens et va au-delà du cadre purement technique pour embrasser la sphère de la responsabilité politique<sup>35</sup>. Certes, si le contrôle est nécessaire, il ne doit pas être trop développé malgré tout<sup>36</sup>. Sinon, il risque de retarder ou de paralyser les opérations d'exécution, ce qui est très préjudiciable, non seulement aux finances publiques, mais à la vie entière de l'État ; car les contrôles minutieux et tatillons entraînent un ralentissement considérable de la marche des services publics et aboutissent à conférer aux contrôleurs un pouvoir souvent abusif.

Plusieurs auteurs ont élaboré des structurations différentes de contrôle. Mais en gros, elles se recoupent et autorisent une synthèse harmonieuse. D'une manière générale, on peut distinguer et classer le contrôle selon la nature des personnes contrôlées (les administrateurs et les comptables) ; d'après la nature des faits contrôlés (recettes ou dépenses) ; selon le moment de contrôle (contrôle a priori ou a posteriori) ; suivant que l'on apprécie l'opportunité ou la régularité des actes générateurs des dépenses ou des recettes ; enfin d'après les organes

---

<sup>33</sup> LALUMIERE, P., Finances Publiques, Paris, Armand Colin, 1970, p. 278.

<sup>34</sup> DUVERGER M., Op. Cit, p. 332

<sup>35</sup> MOVA SAKANYI, Op. Cit, p. 270

<sup>36</sup> DUVERGER M., Op. Cit, p. 320

contrôleurs, on distingue les contrôles effectués par l'administration, ceux effectués par l'organe spécial et indépendant qui est la Cour des comptes.

#### **4. ÉVALUATION DE LA RATIONALISATION DES DÉPENSES PUBLIQUES**

Le constat qui se dégage généralement dans l'exécution des dépenses publiques est celui du non-respect des prescrits en matière d'engagement des dépenses publiques.

Pour ce faire, il convient de déceler les difficultés qui (mettent mal) font que la mise en œuvre de la rationalisation ne soit pas effective d'une part et d'autre part de donner les voies de sortie pour une rationalisation des dépenses publiques gage de bonne gouvernance financière et du développement socio-économique.

##### **4.1. Difficulté de mise œuvre**

La rationalisation des dépenses publiques, si elle n'est pas absente en RD. Congo, elle est tout au moins inefficace, cela est la conséquence liée aux obstacles d'ordre juridique et d'ordre gestionnel.

##### **4.1.1. Les obstacles d'ordre juridique**

Ils sont appelés ainsi parce que liés à la fois au cours fréquent aux procédés exceptionnels d'engagement des dépenses publiques par les agents chargés d'y procéder et aussi par la multiplicité des centres d'ordonnancement. Donc, ce sont les difficultés qui sont liées à l'ordre juridique établi en matière d'engagement des dépenses publiques comme les développements qui suivent le démontreront.

En général, le droit budgétaire et la science finances publiques exigent que l'engagement de toute dépense publique procède par le respect de la règle en matière d'engagement des dépenses publiques appelée chaîne des dépenses comme expliqué précédemment.

Mais cette règle est assouplie par la doctrine abondante en ce que cette dernière prévoit dans certains cas jugés urgents, l'engagement de certaines dépenses en recourant aux procédures exceptionnelles.

Il est à noter que le recours à ces procédures exceptionnelles n'est autorisé qu'en cas des dépenses urgentes ou jugées telles. Mais, malheureusement en RD. Congo l'exception semble être la règle. Cela par le fait que presque la quasi-totalité des dépenses publiques ne sont engagées qu'en procédures d'urgence. Ce propos est corroboré par plusieurs textes en cette matière, dont les plus connus restant l'arrêté interministériel n° 074/CAB/MIN/FINANCES/2007 et 013/CAB/MIN/BUDGET/2007 du 7 décembre 2007. Ces textes prévoient la création au sein des ministères des Finances et du Budget un comité chargé d'une part de l'exécution des dépenses ayant un caractère urgent, et d'autre part de la régularisation des suspens antérieurs (paiements de l'État logés dans les comptes « avis de débit comptes courant en monnaie nationale » « avis de débit direction des services étrangers, « dépenses urgentes de l'État en monnaie nationale » dépenses urgentes de l'État en monnaie

étrangère », ce comité est placé sous l'autorité conjointe des ministres ayant les finances et le budget dans leurs attributions ainsi que le gouverneur de la Banque Centrale du Congo<sup>37</sup>).

À ce niveau du débat, les questions qui méritent d'être posées restent, celles de savoir quelles sont les dépenses considérées comme urgentes, les dépenses nécessitant un décaissement immédiat des ressources, tel que le voyage soudain du président de la République et autres membres des institutions de l'État, une catastrophe naturelle, un accident ou une crise (agression extérieure, conflits armés ou autres de nature ponctuelle). En effet, le comité a l'obligation, une fois les dépenses payées, de demander aux services bénéficiaires des ressources ayant suivi la procédure d'urgence de communiquer dans les meilleurs cas à la direction ayant en charge la comptabilisation publique.

Eu égard à ce qui précède, notons que l'analyse attentive de cette procédure exceptionnelle nous laisse paraître l'hypothèse de l'asphyxie de la procédure normale à travers ses différents mécanismes qui donnent occasion à la procédure normale d'être mise en œuvre par les gestionnaires, car trouvant celle-ci trop formaliste.

Par ailleurs, la pratique en RD. Congo en matière d'engagement des dépenses publiques indique que c'est par des procédures exceptionnelles que généralement celles-ci sont engagées. À côté de l'usage fréquent des procédures exceptionnelles comme l'un des freins d'ordre juridique qui est à la mise en œuvre de la rationalisation des dépenses publiques figure la multiplicité des centres d'ordonnancement qui entraînent par voie des conséquences le manque d'harmonie dans l'engagement des dépenses publiques.

Signalons que la bonne gestion des finances publiques s'exige pour la mise en œuvre le respect de certains préalables structurels notamment l'attribution de l'économie, le budget ainsi les finances a un seul et même ministère. Cela permettrait une bonne coordination des finances et faciliterait le contrôle. En effet, force est de constater qu'en RD. Congo, on assiste de plus en plus à l'étonnement du à la scission de l'économie, des finances et de budget en trois ministères. Ce qui a conduit fatalement à la lutte de positionnement de la confusion des attributions et compétences de chacun de ces ministères qui devrait généralement être fusionnés et donner naissance à un seul comme le souhaiteraient bon nombre d'auteurs à l'instar de monsieur Bakandeja<sup>38</sup>.

En plus, cette situation de confusion et de cacophonie généralisée ne s'arrête pas seulement au seul ministère de l'économie, des finances et du budget, mais se prolonge et poursuit son bonhomme de chemin vers d'autres ministères conduisant à cet effet à une gestion peu orthodoxe et entraîne des hémorragies financières incommensurable, des allocations

---

<sup>37</sup> Circulaire n° 002/CAB/MIN/BUDGET/2008 du 15/01/2008 contenant les instructions relatives à l'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2008, Kinshasa, janvier 2008

<sup>38</sup> Voir BAKANDEJA (G), Les finances publiques pour une meilleure gouvernance économique et financière en RD. Congo, Op. Cit, p. 80

budgétaires. Elle met en même temps le ministère dans un embarras terrible en ce qui concerne leurs attributions et le moment, l'organe, d'autorisation et d'exécution des dépenses publiques.

#### **4.1.2. Les obstacles d'ordre gestionnel**

Ces obstacles tiennent à la fois à l'irrespect des prévisions budgétaires caractérisé par le dépassement injustifié remarqué entre les autorisations budgétaires votées et les dépenses réellement exécutées. Ces freins tiennent aussi de l'inefficacité du contrôle en matière des dépenses publiques dument autorisées par l'autorité budgétaire. Lesquelles dépenses privilégient le personnel au détriment de l'investissement.

##### ***L'irrespect des prévisions budgétaires***

Il est vrai que gouverner c'est dépenser et dépenser c'est prévoir. Cette règle de toute façon adéquate souffre d'une grande application en RD. Congo. Cela revient à dire que des prévisions autorisent en matière des dépenses publiques ne concordent avec l'exécution ; ce qui entraîne toutes les conséquences d'ordre gestionnel et bloque l'efficacité de la rationalisation des dépenses publiques et par voie des conséquences le développement socioéconomique.

Il est évident de constater qu'au courant de 2006 et 2009, les années de notre étude l'exécution des opérations budgétaires se fait en dehors du cadre prescrit par le législateur.

Nous sommes sans ignorer que les dépenses ont en principe un caractère limitatif et que les crédits peuvent faire l'objet de modification à la hausse ou à la baisse. Certes, les modifications des crédits à la hausse, si on peut y penser, devraient se faire exclusivement dans le respect de la loi financière, cependant, certaines pratiques des dirigeants constituent les entorses au droit. Certes, l'exécution des prévisions budgétaires n'a pas su être conforme à la loi financière, car caractérisée par :

- Le non-respect des crédits budgétaires : certains crédits sont exécutés en dépassement comme le crédit alloués à la présidence de la république dont l'exécution connaît souvent un dépassement de plus de 20 %, ainsi que l'assemblée nationale et secrétariat du gouvernement qui atteignent un taux de consommation des crédits significatifs et d'autres crédits connaissent une exécution pas à la hauteur du normale, ce qui conduit à un constat amer selon lequel, les finances publiques congolaises tant que moyen d'action servent aux acteurs politiques qu'aux fins du développement de la nation ;
- L'exécution des dépenses non prévues et sans aucun réaménagement du budget. Le professeur Bakandeja fait constater aussi le laxisme nous l'avons signalé dans les paragraphes précédents, la violation des règles relatives à la procédure d'exécution des dépenses publiques par l'utilisation des procédures exceptionnelles comme l'imputation directe (délit d'office) ordre de paiement (OP), mise à disposition des fonds à justifier (MAD), etc.<sup>39</sup>

---

<sup>39</sup> BAKANDEJA (G), Les finances publiques pour une meilleure gouvernance économique et financière en RD. Congo, Op. cit, p. 29.

- L'affectation incontrôlée des crédits aux plusieurs projets sans qu'aucun des projets ne puisse être achevé, chose qui traduit le détournement des fonds ;
- L'exécution des dépenses d'investissement non prévues au budget ;
- Les dépenses des crédits pour certains services et manque de frais de fonctionnement pour d'autres, et ce, sans en apporter des justifications de ces dépassements.

Force est de noter que ces défaillances soulevées sont pour conséquences la gabegie financière et partant, l'appauvrissement de l'État au profit de certains administrés véreux, nous l'avons dit, rendent l'État incapable de répondre à ses missions. Ces défaillances sont dues à l'inefficacité de contrôle de matière des dépenses publiques.

### ***L'inefficacité de contrôle en matière des dépenses***

Eu égard à la situation que nous venons décrire ci-haut, un consensus se dégage et tous les faits plaident en l'inexistence ou à l'inefficacité de contrôle en matière de dépense.

À cet effet, la question qui mérite d'être posée et qui exige qu'on y réfléchisse est celle de savoir le facteur favorisant cette inefficacité de contrôle budgétaire en général et celui de dépense en particulier.

En effet, les textes sont assez clairs en matière de contrôle en prévoyant le contrôle de trois ordres comme nous l'avons déjà signalé. Toutefois, force est de relever qu'il existe beaucoup des difficultés et d'embûches dans l'exercice de cette noble mission de contrôle. Les causes profondes de ces difficultés ne sont à rechercher dans d'autres plans que dans l'application déficiente des textes légaux réglementaires organisant le contrôle, dans les difficultés financières et matérielles auxquelles sont butés les organes chargés de procéder au contrôle de dépenses publiques.

Le déficit de la culture de la bonne gouvernance n'est pas à omettre sur cette liste ; ainsi que les pressions politiques et l'insécurité envers les personnes chargées d'arrimer les organes ainsi que les missions de contrôle, voir la corruption des fonctionnaires publics chargés du contrôle.

## **5. LA RATIONALISATION GAGE DE LA BONNE GOUVERNANCE FINANCIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE**

Il urge de noter que la notion de bonne gouvernance financière en République Démocratique du Congo connaît plusieurs difficultés pour sa mise en œuvre tel que soulevé ci-haut, mais cela étant la rationalisation des dépenses publiques pose des conditions pour son efficacité.

Ces conditions de mise en œuvre effective ne sont pas globales, mais au contraire sectorielles. Cela revient à dire que nous accorderons dans le cadre de cette analyse, les conditions d'efficacité de la rationalisation en matière des dépenses qui se posent préalablement sur l'ordre juridique d'une part, et sur l'ordre gestionnel d'autre part.

### **5.1. Les préalables d'ordre juridiques**

Ceux-ci sont liés à la fois à la condition de budgétisation de toutes les dépenses à effectuer et effectuées ainsi qu'à l'application des sanctions effectives à toutes les irrégularités en matière



d'exécution des dépenses contenues dans le budget de l'État. C'est à ces conditions liées à bien d'autres comme nous le verrons dans les lignes qui suivent que la rationalité des dépenses effectuées en RD. Congo.

Notons en effet que, comme nous l'avons déjà souligné, gouverner c'est dépenser et dépenser c'est prévoir. À cet effet, il sied de signaler que, pour que la rationalisation des dépenses publiques connaisse un début d'exécution, il faut que l'autorité budgétaire commence par évaluer toutes les dépenses à effectuer et leur budgétisation ainsi que la budgétisation de toutes celles qui ont été effectuées.

Pour une meilleure budgétisation des dépenses publiques, il paraît nécessaire de procéder à l'évaluation de toutes les dépenses que le gouvernement compte effectuer. Celle-ci (évaluation) semble relativement facile contrairement à celle des recettes, car, au niveau de l'évaluation des dépenses, il suffit, comme le note le professeur BAKANDEJA, pour chaque ministère d'évaluer directement le coût de services publics qui dépendent de lui, compte tenu de leur extension possible<sup>40</sup>. Donc, techniquement l'élaboration des dépenses ne présente pas de très grandes difficultés. Mais, des considérations politiques peuvent conduire quelquefois à fausser volontairement les prévisions ce qu'il convient d'éviter. En effet, les dangers d'évaluation majorée ou minorée sont multiples. Le risque d'évaluation majorée est le plus naturel, car il concerne surtout les services existants. En présentant une surévaluation des besoins, on sera d'abord à l'aise dans la réalisation des dépenses, et l'on pourra disposer d'excédents, qui seront éventuellement utilisables ailleurs par voie de transfert ou de virement.

À cet effet, signalons que le danger de sous-évaluation semble plus étrange au premier abord. Certes, on admet traditionnellement que le budget de l'État se caractérise par la priorité des dépenses sur les recettes. Mais, cette proposition est de moins en moins admise aujourd'hui, car les ressources de l'État sont limitées et toutes les dépenses de l'État ne sont pas nécessaires. D'où le recours à des compressions budgétaires pour établir un pseudo budgétaire. Cette évaluation pour qu'elle soit effective à son tour, il faut que le gouvernement puisse corriger les erreurs d'évaluation des dépenses, car certaines apparaissent en cours d'exécution du budget. Lesquelles dépenses nécessitent d'être effectuées sans attendre le vote d'un autre cadre budgétaire.

Il sied de relever que, la mission accordée aux organes de contrôle de l'exécution budgétaire a pour but de rechercher les irrégularités éventuelles. Une fois celles-ci découvertes, il s'agit de les sanctionner. En effet, un contrôle qui ne s'accompagne pas de sanctions est un contrôle inefficace on n'oubliera pas, cependant qu'en dehors des sanctions organisées établies dans des institutions précises, il existe une sorte de sanction diffuse et inorganique, qui résulte de la réprobation sociale, le seul fait de publier le document de contrôle qui révèlent des irrégularités

---

<sup>40</sup> BAKANDEJA wa MPUNGU, (G), « Procédure d'élaboration, d'amendement et de vote de la loi financière initiale, de celle rectificative et de la loi de règlement » in Mandats, rôles et fonction des pouvoirs constitué dans le nouveau système politique de la RDC, éd. PUC, Kinshasa, 2007, p. 200.



constitue en un certain sens une sanction<sup>41</sup>. Par exemple ce qui fut le cas pendant la période de transition de 2003 avec la commission économique et financière dirigée par professeur BAKANDEJA, qui publia la liste de certaines personnes dirigeantes des institutions de la RD. Congo, ayant détourné les derniers publics<sup>42</sup>. c'est pourquoi, dans cet ordre d'idées, le rapport annuel de la Cour des comptes, malgré ses imperfections en RD. Congo, présente une grande importance. Cela constitue en quelque sorte un épouvantail pour les gestionnaires des ressources publiques et cette peur d'être inscrit dans ce rapport inspire une certaine sagesse aux administrateurs.

Force est de relever que le système des sanctions des irrégularités en matière des dépenses publiques comme prévu en RD. Congo, est organisé de façon très différente selon qu'il s'agit des comptables ou des administrateurs. Notons qu'étant les personnes qui manient les fonds de l'État, les comptables publics sont soumis à un système des sanctions très strictes, dont l'application pratique est effective grâce à toute une série de garanties. Ainsi la rigueur de ce régime s'explique d'abord par le danger particulier de malversation et que ce sont même les comptables qui détiennent matériellement l'argent de l'État. Au contraire, les administrateurs n'ont des fonds entre leurs mains et ne peuvent donc se livrer à aucune dilapidation. D'autre part, les sanctions des comptables sont délimitées avec précision, car ils perçoivent les recettes, ils effectuent le paiement en conformité avec les titres émis par les administrateurs ; ils n'ont aucune liberté d'appréciation, aucun choix ; ils doivent simplement appliquer les lois. Ainsi lorsqu'il y a un petit dérapage dans l'exercice de leur fonction, ils sont facilement décelés.

En effet, toutes les opérations accomplies par le comptable entraînent sa responsabilité personnelle et pécuniaire<sup>43</sup>. À cet effet, il n'est pas seulement responsable des dépenses portées en comptabilité et non effectuées matériellement ; il est également responsable des dépenses effectuées matériellement, mais irrégulières juridiquement. Ainsi est sanctionnée l'obligation pour le comptable de vérifier, avant de payer, la régularité du paiement ; ce qui pousse au professeur à écrire que le comptable répond sur son propre patrimoine, de toutes les irrégularités relevées dans les opérations attachées à sa qualité<sup>44</sup>.

Signalons à cet effet qu'il est plus difficile d'appliquer des sanctions aux administrateurs qu'aux comptables. L'administrateur est inséré des règles moins précises et moins strictes, car il est libre de décider l'opportunité de la dépense, le crédit budgétaire n'étant qu'un plafond, d'autre part, il peut être souvent difficile d'évaluer avec précision une dépense au moment où on l'engage ; enfin, l'intérêt public qu'il protège, peut exiger que certaines dépenses soient engagées même si elle risque d'excéder le plafond budgétaire surtout lorsqu'il faut nécessairement rétablir l'ordre public en cas des troubles, par exemple même si les crédits sont

---

<sup>41</sup> DUVERGER (M), p. Cit, p. 353

<sup>42</sup> Rapport connu sous le nom de « Commission BAKANDEJA » le rapport qui a sanctionné fatalement les dirigeants qui se sont disqualifiés dans la gestion rationnelle de la respublica au cours de l'exercice de leurs fonctions.

<sup>43</sup> DUVERGER, (M), Op. Cit, p. 354.

<sup>44</sup> BIBOMBE MUAMBA, Eléments des finances publiques, éd Biometrix, Kinshasa, 1993, p. 90

épuisés, un ministre qui ne le ferait pas par respect du budget, manquerait au devoir de sa charge. D'un autre côté, les dangers de malversation sont moins grands pour les administrateurs que pour les comptables, car ils ne manient point d'argent ; ils n'ont pas la disposition de la caisse, et leurs ordonnances et mandats sont étroitement contrôlés par les comptables au moment du gouvernement. Il est donc naturel que le régime de sanction soit moins strict par les administrateurs que pour les comptables.

En effet, bien qu'il y ait plusieurs types des sanctions qui sont liées à chaque type de contrôle, nous pensons que pour plus de rationalité dans l'exécution des dépenses, il serait impérieux qu'on puisse privilégier certaines sanctions comme celles liées au contrôle politique, car le budget, en plus d'être un instrument de développement économique, reste ainsi incontestablement un instrument politique. Pour ce faire, il serait mieux que toutes les irrégularités constatées dans l'exécution de cet instrument politique soient sanctionnées politiquement. Les préalables d'ordre juridique à eux seuls ne suffisent pour faire installer la rationalité encore faut-il que certains préalables liés à la gestion soient pris en compte ; comme développé ci-après.

## **5.2. Les préalables d'ordre gestionnel**

Les préalables se définissant comme étant ce qui doit être fait, dit, examiné en premier lieu, il sied de souligner que la meilleure rationalisation des dépenses publiques nécessite à côté des préalables juridiques ceux gestionnels, qui constituent d'une part à la nécessité de rendre compte et aussi à la nécessité d'affecter les crédits à des dépenses des secteurs utiles.

L'autorisation budgétaire dont le pouvoir est détenu par le parlement n'acquiert tout son sens juridique que dans le cadre de la relation et de la mission de rendre compte à l'autorité budgétaire de la façon dont les crédits par lui autorisés ont été effectués.

Notons qu'il y a plusieurs moyens par lesquels les gestionnaires rendent compte de leur gestion quotidienne de la respublica à l'autorité budgétaire représentant le peuple. Mais par besoin de concision, nous retiendrons seulement la loi de règlement, car, étant votée quelque temps plus tard après l'exécution, elle est apte à faire ressortir toute la réalité de la manière dont les crédits ont été dépensés.

Cette loi étant considérée par certains auteurs à l'instar du professeur BAKANDEJA <sup>(45)</sup> comme un contrôle a posteriori, mérite malgré le peu d'intérêt que lui prêtent les parlementaires, de développement dans le cadre de cette analyse. À ce propos, nous pensons que la loi de règlement ou la loi de reddition des comptes sera un des outils par excellence de promotion de la rationalisation des dépenses vu son objet consistant à constater le résultat financier de chaque année civile et à prouver les différences entre les résultats et les prévisions de la loi de finances de l'année complétée le cas échéant, par ses lois rectificatives. Le recours à la reddition de compte nous paraît un préalable à ne pas négliger, car il exprime le mieux possible toute la réalité dont les gouvernants sont appelés rendre compte devant les élus du peuple. Pour qu'elle

---

<sup>45</sup> BAKANDEJA wa MPUNGU, G., « Procédure d'élaboration... » Op. Cit.

acquière son efficacité et pour assurer un contrôle efficace, il est nécessaire pour le parlement de recourir à des ressources d'informations objectives et neutres ne provenant pas uniquement du ministre ayant les finances dans ses attributions.

À cet effet, il doit disposer de ses propres sources d'information issues des organes indépendants de l'exécutif, comme la Cour des comptes par exemple. Rappelons que les préalables d'ordre gestionnel sont aussi liés indubitablement à la nécessité d'affecter les dépenses aux secteurs les mieux utiles.

À ce sujet, force est de constater qu'en République Démocratique du Congo, la plus grande partie des dépenses publiques est réservée aux dépenses courantes qui absorbent à elle seule plus de la moitié du budget des dépenses, ce qui ne permet pas et ne traduit pas la rationalisation. Cette dernière exige qu'à ce niveau, la plus importante partie des dépenses soient consacrées aux secteurs utiles pouvant permettre les mieux-être collectifs de la population. Ainsi, nous penserons à la bonne gouvernance financière comme condition d'un développement participatif qui doit intégrer les dimensions économiques, sociales et environnementales et qui n'exclurait aucune partie du territoire congolais. À cet effet, les secteurs utiles à privilégier ont des dépenses d'investissement ou dépenses en capital en premier lieu, en effet, la relation fonctionnelle entre le revenu national et l'investissement ne se réalise pas pour n'importe quelle dépense effectuée, mais seulement si ce capital injecté dans le système économique nuit certains secteurs économiques névralgiques pour l'économie d'un pays, comme celui de travaux publics. L'emploi de capitaux dans ce secteur stratégique permet, aussi de relancer la main d'œuvre inactive, en la faisant, ainsi bénéficier d'un revenu qu'elle réintègrera dans l'économie par la consommation de base qui entraînera, à son tour, la relance de la production intérieure. Et l'augmentation de la consommation permettra à d'autres secteurs économiques de s'autofinancer, selon un développement à spirale dont le fonctionnement est bien connu. Ainsi l'État doit augmenter aussi son budget d'investissement dans le secteur de la création d'infrastructures de base comme les routes, les ponts, les ports, les aéroports et les rails qui sont les clés du développement d'un pays à la hauteur de la République Démocratique du Congo. Ensuite, les crédits alloués au secteur d'éducation doivent être consistants, car de la formation de l'homme découle le développement d'un pays ; comme l'indique le professeur KABATUSUILA que le développement d'un pays passe forcément par plusieurs catégories de performances économiques dont la formation de la population détient le monopole de secrets, qu'il s'agisse de la productivité, de la rentabilité ou de la compétitivité industrielle ou agricole voire pour la coopération internationale ou le transfert de technologies<sup>46</sup>. En d'autres termes, toutes choses égales par ailleurs, le pays du tiers monde qui investit plus dans la formation de la population aura plus de chance qu'un autre à réussir rapidement son développement.

Enfin, l'affectation des dépenses publiques au secteur de la santé publique ainsi que les subventions est d'une importance capitale, car ce sont ces secteurs qui associés à d'autres

---

<sup>46</sup> KABATUSUILA, B., La théorie des conditions prioritaires du développement, PUC, Kinshasa, 2000, p. 32

constituent les piliers de tout développement intégral et intégré. Pour atteindre aussi cet objectif de développement, il appartient aux gouvernants de diminuer en même temps l'enveloppe consacrée à des dépenses pour des secteurs de peu d'intérêt comme les dépenses fictives.

## CONCLUSION

La rationalisation des dépenses publiques est un facteur qui promeut le développement de la République démocratique du Congo par le fait que les dépenses publiques sont basées sur la raison.

Ainsi, la préparation et l'exécution des prévisions budgétaires de l'État constituent un contrôle basé sur leur régularité tendant à obéir à un certain nombre des règles allant de plus dans la transparence et dans une amélioration de la communication financière. Elle balise un meilleur fonctionnement démocratique ainsi qu'une approche plus fine et plus stratégique de la gestion de res publica.

Pour notre part, nous pensons que les soins pris pour réaliser l'équilibre entre l'application et la gestion des règles transparentes qui gouverne le domaine financier sont des atouts majeurs. Parce que celui-ci offre de garantie fructueuse lorsqu'il est prévu un montant à dépenser comme garde-fou dans l'exécution du budget au cours d'un exercice ou de la réalisation budgétaire. Il sied, de rappeler qu'il ne suffit pas non seulement de dépenser, mais aussi de rendre compte au public afin de dissiper tout mal entendu de nature à compromettre le train de vie de l'État.

## ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

1. ALAIN BARRERE, Économie et institutions financières, éd. Dalloz, Paris, 1965.
2. BAKANDEJA wa MPUNGU G ., Finances publiques pour une meilleure gouvernance, éd. Larcier, Bruxelles, 2006.
3. BAKANDEJA wa MPUNGU, (G), « Procédure d'élaboration, d'amendement et de vote de la loi financière initiale, de celle rectificative et de la loi de règlement » in Mandats, rôles et fonction des pouvoirs constitués dans le nouveau système politique de la RDC, éd. PUC, Kinshasa, 2007.
4. BAKANDEJA wa MPUNGU, Droit des finances publiques, éd. Norf, Kinshasa.
5. BIBOMBE MUAMBA, Élément des finances publiques, éd Biométrie, Kinshasa, 1993.
6. Circulaire n° 002/CAB/MIN/BUDGET/2008 du 15/01/2008 contenant les instructions relatives à l'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2008, Kinshasa, janvier 2008
7. DUVERGER M., Les finances publiques, PUF, Paris, 1963.
8. KABATUSUILA, B., La théorie des conditions prioritaires du développement, PUC, Kinshasa, 2000.
9. KIBWEY MULAMBA F., Le budget de l'État, règles et techniques de gestion, éd. ECA-IES, Kin, 1988.
10. KUMBU-KI-NGIMBI, « bonne gouvernance comme condition de réalisation d'un développement participatif en RDC », In participation et responsabilité des acteurs dans un contexte d'émergence démocratique en RDC, éd. PUK, Kinshasa, 2007.
11. LALUMIERE, P., Finances Publiques, Paris, Armand Colin, 1970.
12. MBUANGI MBUKU LELO, J., « Influence de la planification financière sur l'action gouvernementale et le processus Démocratique », In Finances démocratie en RDC ; impôt sans le pôt, PUIC, Kinshasa, 1999.
13. MINANIBIHUZO R., Éducation civique et électorale, module de sensibilisation et de formation, R.O.D.H.E.I.C, mars 2006.
14. MOVA SAKANYI, La science des finances publiques, éd. Safari, Kinshasa, 2000.
15. PAUL DE BRUYNE, Politique et gestion des finances publiques congolaises, éd. Dalloz, Paris, 1969.
16. RAYMOND ET VINCENT, Lexique des termes juridiques, 2<sup>e</sup> éd. Dalloz, 1972.